INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES INTERNATIONALES

1979 - 11

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS
(former title • INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES
(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

31th year **31e année**

UIAs periodical celebrates its 31th anniversary in 1979, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations» in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense - Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociologe of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

- Transnational Associations - is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1979 la revue entre dans sa 31e année.
L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d' « Associations internationales ».
Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d' « Associations Transnationales . est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventai! d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations,des ONG avec les organisations intergouvemementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les enterprises multinationales.

« Associations Transnationales » est l'organe de l´UAI, associa-

soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 31th year. 1979

The subscription rate is : BF 850. or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payement :
Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.
London : Account no 04552334, National Westminister Bank Ltd 1 Princes Street

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 31e année. 1979

Le prix de l'abonnement est de: FB 850, ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de **paiement à utiliser :**
Genève: Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1979 UAI ISSN-0020-6059
Views expressed in the articles whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI

Copyright **1979** UAI ISSN-0020-6059
Les opinions Exprimées dans les articles, signes ou non, ne reflètent pas necessairement les vues de l'UAI

Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL **ASSOCIATIONS**

COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président : **Président :**
FA CASADIO. Directeur. Societa Italiana per l´Organizzazione Internationale (Italie)

Vice-Présidents: **Vice-Presidents :**
Mohamed Ali RIFAAT (A.R.E.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Director of the International Coopérative Alliance

Trésorier **Général :** **Treasurer General :**
Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Com-**munaute Economique Européenne**
Membres: **Members:**

F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council Of Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.
Mahmoud FOROUGHI (Iran)
Ambassadeur. Directeur de l'Institut des Affaires internationales au Ministère des Affaires etrangères d´Iran
Johan GALTUNG (Norvège)
Director. Goals Processus and Indicators Project. United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.
Secrétaire Général : **Secretary-General :**
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.
« **ASSOCIATIONS** TRANSNATIONALES »
« **TRANSNATIONAL** ASSOCIATIONS»
Redaction/Editorial
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Jennifer OTLET

novembre/november 1979 - n° 11

Editorial : Un acte de tolérance par R. Fenaux 51 2

Le Forum en Questions
The Forum in Questions 514

Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines - Réponse de J. d'Ormesson à l'enquête de l´UAI 51 9

International Council of Voluntary Agencies par A. Kozlowski 521

Vers une sociologie des Associations par Albert Meister 523

Directory of National Participation in International Organizations 533
Répertoire de ta Participation Nationale dans les Organisations Internationales 534

L'Annuaire de l'UAI par G. Devillé 535

La Coopération internationale en chiffres 538

Principles of the conscientized international expert 539

The effects of congresses on the Economic region **of Berlin** 546

Congressalia 548

8th Supplement to the Yearbook of International Organizations - 17th edition 550

9th Supplement to the Annual International Congress **Calendar 1979** 19th edition 556

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)511.83.96.

Printing : POOT, Brussels Tel. 267.78.88.

Advertising : Union of International Associations, rue aux Laines 1.
1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511.83.96 -512.54.42.
OR
Roger Ranson, Délégue-Directeur de *p*ublicité. **Paris**
9 avenue de Lattre de Taasigny.
92210 St. Cloud **France. Tel. 602.5383**

MENSUEL publié par
Union des Associations **Internationales** - **UAI** (fondée an 1910)

Editeur **responsable: R. Fenaux, 1, rue aux Laines, 1000** Bruxelles
(Belgique). Tél. (02) 51**1.83.96.**

Imprimerie: POOT, Bruxelles. Tel. 267.78.88.

Publicité: Roger Ranson, Délégue-Directeur de Publicité
9. avenue de **Lattre de** Tassigny. 92210 St. Cloud, **France. Tel. 602.5383.**
OU
Union dm Associations Internationales, rue aux Laines 1. 1000 **Bruxelles**
Belgique. Tel. (02)511.83.96-512.54.42.

Editorial

A nos amis lecteurs.

LE FORUM EN QUESTIONS

Un acte de tolérance

Au seuil d'une nouvelle année académique allant droit à notre Forum associatif mondial de juin 1980, cet editorial, continûment voué à l'événement, se veut aujourd'hui une sorte de lettre ouverte à l'adresse de chacun de vous, amis lecteurs, qui que vous soyez : membre actif, associé, correspondant, sympathisant de l'UAI; homme ou femme, d'étude ou d'action; tenant d'Etat ou d'organisation internationale, d'association ou d'entreprise, d'université ou d'institut; de société civile ou religieuse, libérale ou socialiste: lecteur régulier ou intermittent de nos essais, instruit du fait associatif en cours d'évolution ou curieux de l'être; que votre intérêt soit d'esprit ou de cœur, de réflexion ou d'œuvre. de profession ou de société; ou que vous soyez, puissant ou misérable, nanti ou démuni, dans un univers désormais interdépendant, dans une humanité maintenant obligée de vivre en relations de solidarités au pluriel, de cercle en cercle jusqu'aux confins du monde fini de Valéry. A tous, et partout, amis lecteurs, nous vous demandons de répondre à cet appel et pour beaucoup d'entre vous à ce rappel de collaboration à notre entreprise dans un petit effort d'intérêt commun. Et pour vous en donner les moyens, nous avons cru bon de mettre le Forum en questions.

En autant de questions que le programme du Forum compte de sujets ponctuellement ordonnés, aux fins d'une enquête préparatoire nécessaire à notre dessein, lequel, répétons-le, tend à être l'expression aussi vraie que possible de l'associationnisme mondial, à défaut de pouvoir être la représentation complète de ses innombrables composantes.

Mais il nous faut compter avec divers écueils : les difficultés et les lenteurs des communications, les filières statutaires et hiérarchiques, les comportements de distance ou de prudence, les inhibitions ou les hésitations à faire l'effort de s'élever au-dessus de l'ordinaire ou tout bonnement l'encombrement d'occupations de tout qui pense et agit aux degrés des principes, des choix, des orientations, avec pour conséquence pratique de différer et parfois d'oublier. I faut dés lors à nos appels beaucoup d'obstination pour forcer l'attention et l'exécution. D'où cette adresse à nos amis lecteurs, invités à répondre à leur gré au document qu'on trouvera reproduit plus loin dans ce numéro.

Un instant d'attention et de réflexion, au fil des questions du programme, permettra à chacun d'en percevoir l'essentiel : l'esprit, la philosophie, la morale du Forum. L'essentiel, c'est-à-dire les principes de l'entité associative et les méthodes de la participation et de la communication transnationales. Principes et méthodes qui transcendent les raisons d'être, sectorielles, propres à chaque association, et se ramènent en définitive, dans une société en mutation de ses valeurs et de ses rapports, à un amalgame d'idéal et de réalisme fait de solidarités élargies à l'humanité entière. On pourrait parier sans emphase d'une morale de progrès humain et social, apparemment défiée et moquée par un environnement quotidien de cruautés et de violences, mais plus

foncièrement ressentie ou pressentie par le monde inquiet comme une condition, au moins utile sinon vitale, d'existence, de santé, d'équilibre mental, d'ordre, de sécurité, de travail créateur et productif, de promotion éthique et matérielle.

Un maître mot nous vient ici à l'esprit qui pourrait être la devise des associations et en tout cas celle d'un Forum pluraliste: tolérance. Un noble mot ne d'un concept de sagesse antique, nourri de raison moderne, chargé d'humanisme, porteur de paix civile et mondiale, messager bienveillant de tous les efforts de civilisation, qu'il s'agisse des buts et principes de la Charte des Nations-Unies, des relations de coopération et de sécurité, des idéaux de justice humaine et sociale, des droits et devoirs de l'homme et des hommes. Tout peut être satisfait par la tolérance. Tout peut être empêché par un dogmatisme politique ou idéologique qui s'appelle tantôt la raison d'Etat, tantôt la raison de Vérité avec une autoritaire majuscule dans les deux cas.

Pour ce qui nous regarde, le fait associatif de communication transnationale, les droits et devoirs des organisations non-gouvernementales, leur audience et leur participation. la tolérance est une condition nécessaire, et à la rigueur suffisante, d'indépendance et d'action. Point n'est forcément besoin de textes formels, de décisions du pouvoir, de résolutions de la majorité. On pourrait justifier cette marque de tolérance par divers exemples sans se dissimuler sa précarité.

Ainsi Paris est de loin le premier centre mondial de l'organisation internationale non-gouvernementale et pourtant la loi française de 1901 sur les associations, qui ne connaît que des associations « étrangères », soumises a la discrétion du Ministère de l'Intérieur, contient un principe arbitraire de révocation qui pourrait déterminer des centaines d'associations internationales à èmigrer si, dans les faits, cette loi désuète n'était pas appliquée de façon bienveillante - ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que les OING ne sont pas fondées à demander instamment son adaptation au siècle.

Autre exemple de tolérance féconde : le statut international des associations, imaginé, dans l'ordre actuel des Etats, comme une concession du pouvoir. On peut penser qu'à défaut de convention formelle, une recommandation faite aux Etats de se montrer hospitaliers aux OING pourrait pratiquement suffire à valoir aux associations une certaine protection, la considération due a leur indépendance et des facilites fonctionnelles. Un groupe de travail du Forum aura a se pencher sur cette question parmi les autres et le Séminaire que la FIIG de Genève a eu la bienveillance de mettre au brillant programme de la célébration de son cinquantième anniversaire apportera des avis autorisés à cet égard.

Dans le même ordre d'idées, là où la problématique associative conteste une conception abusivement souveraine des Etats, c'est quand, à la limite, le pouvoir prétend fermer ses frontières, bâillonner l'opinion, empêcher la communication transnationale, interdire la fonction de pression des groupes exerçant légitimement leur mission, telles les transnationales syndicales ou les transnationales vouées au respect des droits de l'homme et de la société. Mais qui donc, hormis les tenants de l'anarchie, songe à demander aux pouvoirs publics d'abdiquer leur autorité par une convention à laquelle les Etats les plus libéraux se refuseraient, quand il peut suffire au pouvoir de faire acte de tolérance. Il ne s'agit pas ici de préférer un code, un régime, un système, une forme de société, mais de veiller à ce que la vie associative et les communications transnationales soient considérées et pratiquées de bonne volonté.

Le Forum s'astreindra à être objectif et tolérant autant qu'il est en notre pouvoir organisateur. D'où l'appel que l'UAI a fait à toutes les conceptions associatives, quelles qu'elles soient, d'approche individualiste ou collectiviste, d'ordre spirituel, scientifique, corporatif ou autre, de statut strictement privé ou relativement autonome. Et déjà la réponse qui nous est venue de l'horizon des pays de système communiste nous annonce la participation signifiante de maîtres d'universités chargés d'exposer la voie socialiste de l'associationnisme, notamment dans le cas des associations coopératives distinctes de l'appareil d'Etat.

L'organisation et le programme du Forum vont dans le sens d'un pluralisme, que le professeur Roger Mehl de l'Université de Strasbourg, membre de l'UAI. a précisément choisi pour thème de sa communication (*).

Il appartient maintenant à toute la gamme de nos lecteurs, correspondants et collaborateurs, de contribuer à faire du Forum ce que nous souhaitons en faire.

Nous donnons plus loin en exemple la note qu'a bien voulu nous adresser M. Jean d'Ormesson. de l'Académie française, de longue date membre de l'UAI, en sa qualité de Secrétaire Général du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines. On en appréciera la pensée autant que la forme.

D'autre part nous avons la satisfaction de verser aux dossiers du Forum, avec l'autorisation de son auteur. M. Albert Meister, essayiste français d'une sociologie des associations, des extraits d'études que nos Secteurs jugeront avec nous être une contribution magistrale a notre programme s'ils veulent bien prendre la peine de transposer au plan transnational une analyse du fait et des problèmes associatifs qui apparaissent valables sinon équivalents à tous les niveaux des relations humaines.

En guise de conclusion, on nous permettra une référence littéraire. Dans son discours de remerciement à l'Académie française prononcé le 23 juin 1927. Paul Valéry a touché au grand sujet des contradictions humaines et à la vertu de tolérance qu'elles imposent.

« Je crois bien, Messieurs, disait notre eminent auteur, que l'âge d'une civilisation se doit mesurer par le nombre des contradictions qu'elle accumule, par le nombre des coutumes et des croyances incompatibles qui s'y rencontrent et s'y tempèrent l'une l'autre; par la pluralité des philosophies et des esthétiques qui coexistent et cohabitent si souvent la même tête. N'est-ce point notre état ?

Nos esprits ne sont-ils pleins de tendances et de pensées qui s'ignorent entre elles ? Ne trouve-t-on pas à chaque instant dans une même famille plusieurs religions pratiquées, plusieurs races conjointes, plusieurs opinions politiques et dans le même individu tout un trésor de discordes latentes? Un homme moderne, et c'est en quoi il est moderne, vit familièrement avec une quantité de contraires établis dans la pénombre de sa pensée.

J'observerai ici que la tolérance, la liberté des opinions et des croyances est toujours fort tardive; elle ne peut se concevoir et pénétrer les lois et les mœurs que dans une époque avancée, quand les esprits se sont progressivement enrichis et affaiblis de leurs différences échangées ».

Un tel échange admis de « différences » d'idées et d'œuvres, qui présuppose un acte de tolérance de l'autre, n'est-ce pas, pour notre Forum, amis lecteurs, la plus claire raison d'être et de contribuer à la promotion d'une société « avancée », entendons en progrés humain et social, dont le tait associatif serait, dans sa féconde diversité, un des fondements les plus solides ?

Robert FENAUX

de mars prochain.

THE FORUM IN QUESTIONS

LE FORUM EN QUESTIONS

Le Forum en questions, au pluriel. Chemin faisant, en *effet, il a semblé aux organisateurs de cet événement transnational de 1980 que l'enquête auprès des divers réseaux d'OING, démarche préparatoire essentielle à l'expression de leurs sentiments, pourrait être singulièrement aidée par un questionnaire conforme point par point au programme du Forum.*

Cette initiative, propre à faciliter la tâche de nos correspondants d'OING et le dépouillement de leurs réponses, a été généralement bien reçue et déjà satisfaite par plusieurs organisations, malgré que le premier délai de réponse ait été fixé d'ici la fin de cette année déjà. Les uns répondent point par point, les autres vont à l'essentiel. Selon les convenances de chacun l'anonymat des textes nous est demandé ou la publication autorisée. Cette assurance quant a l'usage discret de l'enquête devrait inciter toutes les OING à une coopération d'intérêt commun. C'est pourquoi nous publions le texte du questionnaire à l'intention de tous les *dirigeants responsables d'OING qui ne l'auraient pas reçu.*

The Forum in questions, in the plural. It has seemed appropriate to the organizers of this transnational event for 1980 that the enquiry addressed to the different INGO networks as an *essential preparatory step in the indication of their attitudes, could be much assisted by a questionnaire conforming point-by-point to the programme of the Forum itself.*

This initiative, designed to facilitate the task of our INGO correspondents and the use of their replies, has been generally well received. It has already given rise to useful replies, even though the deadline had been fixed for the end of the year. Some have answered point-by-point, others have concentrated on questions essential to them. According to the desire of corespondents, anonymity has been maintained where appropriate or permission to publish has been given. This guarantee of discretion should encourage all INGOs in this activity of common interest It is for this reason that we reproduce the text of the questionnaire for those INGO executives who have not yet received a copy.

Questions indicatives

correspondant au programme du Forum

Remarque préliminaire

Le soin est laissé aux convenances de nos correspondants :

- de répondre aux questions posées en tout ou en partie, sommairement ou en détail
- d'indiquer les éléments de leurs réponses qu'ils ne souhaitent pas voir rendus publics.

Les réponses de nos correspondants sont destinées aux dossiers, aux rapports préparatoires et aux débats du Forum.

I. Le fait associatif (Commission I)

a. Comment estimez-vous l'importance du fait associatif et le rôle des OING dans la société des peuples et des groupements humains ?

b. Vous semble-t-il que la personnalité et l'action associatives requièrent une image de marque distinguant et accréditant les OING?

c. Quels sont selon vous les attitudes et les moyens propres à imposer les OING à la considération et au respect : des Etats, de l'organisation intergouvernementale, de l'opinion publique ?

1. Les libertés associatives.

a. Quelles sont les libertés que votre association estime essentielles a son existence, à son objet, à ses activités?

b. Comment voyez-vous les problèmes résultant de la spécificité, de la diversité, ou de la multiplicité des associations ?

c. Comment voyez-vous l'indépendance des OING à l'égard du pouvoir des Etats, de l'organisation intergouvernementale et des entreprises lucratives ? Et à l'avenir ?

Indicative questions

corresponding to the Forum programme

Preliminary remarks

Respondants may choose, in the light of the relevance of the questions to their concerns :

- to respond to all the following questions or to some only, whether briefly or in detail
- to indicate which parts of their response they wish to remain anonymous or unpublished.

The replies will be used to enrich the participant documentation, the preparatory reports and the Forum debates.

I. The associative phenomenon (Commission I)

a. How important do you consider the associative phenomenon and the role of INGOs in the society of peoples and groups ?

b. Do you consider that associative action requires a new « image » in order to facilitate the action of INGOs ?

c. What do you consider to be the appropriate approach to increase the respect for INGOs in the eyes of : States, intergovernmental organizations, and public opinion ?

1. Associative freedoms.

a. What freedoms does your organization consider essential to its existence, to its aims, and to its activities ?

b. What problems do you see as resulting from the specificity, from the diversity, or from the multiplicity of associations ?

c. How do you see the independence of INGOs in relation to the power of States, of intergovernmental organizations, and of profit-making entreprises ? And in the future ?

d. Un statut juridique international vous paraît-il propre à servir l'indépendance des ONG ou risquer de l'hypothéquer ? D'autres moyens s'offrent-ils à votre avis ?

e. Vous définissez-vous comme association, comme OING, comme groupe de pression, comme groupe de service à vocation strictement scientifique ou autre, ou encore comme groupe polyvalent ? Est-ce déterminant pour vos rapports avec d'autres organisations ?

2. Les intérêts communs.

a. Dans quelle mesure estimez-vous que les associations ont des intérêts communs ? Au-delà des particularismes ? Au-delà des intérêts sectoriels ?

b. Comment voyez-vous à l'avenir les besoins éventuels des associations : d'entr'aide, de concertation, de coordination, ou de regroupement ? En général et sur une base ad hoc ? Voyez-vous de nouveaux moyens propres à rencontrer ces besoins ?

3. *La dimension mondiale du fait associatif.*

Si vous êtes à vocation mondiale :

a. Comment entendez-vous les problèmes nés des impératifs sociaux : de solidarité, d'interdépendance, d'universalité (extension géographique), de contribution au développement ?

b. Dans quelle mesure estimez-vous que la participation à l'action associative est en soi un facteur du développement humain et social, surtout à la base ?

c. Comment voyez-vous les deux aspects de l'extension géographique de l'action associative :
- la possibilité de multiplier les initiatives associatives des régions, en développant éventuellement des modèles non occidentaux ?
- la participation des régions en développement aux initiatives associatives des pays industrialisés ?

4. La dimension régionale du fait associatif.

Si vous avez des préoccupations régionales :

Comment distinguez-vous l'action associative dans les différentes régions ? Par rapport au contexte régional ? Par rapport à l'ordre mondial et à l'universalité des Nations-Unies ?

5. *La portée transnationale d'une société à frontières ouvertes.*

a. Eu égard aux différents aspects des relations transnationales, les voyez-vous :
dans la communication des croyances, des idées, des régies de morale et de droit, de l'information et de la documentation, des courants d'opinion, des intérêts, ou encore dans le développement d'un esprit extraterritorial ?
Et, à cette fin. les limitations que devraient consentir ou tolérer les souverainetés nationales ?

b. Dans quelle mesure estimez-vous de rigueur une stricte démarcation entre le phénomène transnational des associations sans but lucratif et le phénomène transnational, ou pour mieux dire multinational, des entreprises lucratives ?

c. Du fait que l'usage du mot « international ». tend actuellement a s'identifier aux relations intergouvernementales, seriez-vous disposé, le cas échéant, a adopter l'appellation d'« association transnationale ». même si la terminologie des Nations-Unies continue d'appliquer le concept de transnationalitè aux firmes multinationales ?

d, Would an international legal status improve the independence of INGOs or would it increase the problems ? Are there other means in your view ?

e. Do you define your organization as an association, an INGO a pressure group, a service group with purely scientific or other objectives, or as a polyvalent organization ? Does this strongly affect your relationship with other bodies ?

2. Common interests

a. To what extent do you consider that associations have common interests ? Beyond their specific concerns ? Beyond their sectorial concerns ?

b. What do you see as the possible future needs of associations for; mutual assistance, coordination, inter-linkage, etc...? in general and on a purely ad hoc basis ?
What do you consider as new approaches to meet these needs ?

3. *World-wide dimension of associative action.*

If your organization operates world-wide for would like to do so) :

a. How do you perceive the problems arising from the social imperatives of : solidarity, interdependence, universality (geographical extension of activity), and contribution to development ?

b. To what extent do you consider that participation in associative action is in itself a factor of human and social development, particularity at the grass-roots level ?

c. How do you see the two aspects of geographical extension of associative action :
- the possibility of multiplying regional (continental) associative initiatives, possibly through the development of non-western models ?
- participation from developing regions in initiatives originating in industrialized countries?

4. The regional dimension of associative action.

If your organization has special regional concerns : how would you distinguish the associative action in different regions? With respect to the regional context ? With respect to world order and the universality of the United Nations ?

5. *The transnational scope of an open-frontier society.*

a. Given the different aspects of transnational relations, do you see them as :
the communication of beliefs, of ideas, of moral and legal guidelines, of information and documentation, of opinions, of interests, or even in the development of extra-territorial attitudes ? And. in this respect, to what limitations on sovereignty should nation-States consent ?

b. To what extent do you consider a strict demarcation between the transnational associative phenomenon and the transnational for perhaps multinational) profit-making sector ?

c. Given that use of the term « international » tends currently to be identified with intergovernmental relations, do you see any advantage in adopting the term « transnational association -, even if the United Nations terminology continues to apply the term to multinational enterprises ?

II. La part des associations dans l'ordre mondial et la participation des OING à l'action internationale (Commission II).

1. Ordre mondial et associations.

La recherche d'un nouvel ordre mondial posant le problème de la part qui sera faite au fait associatif, quelle vous paraît devoir être la démarche des OING ?

Ayant à l'esprit un ordre global s'étendant à toutes les forces non-gouvernementales, sociales et d'opinion, craignez-vous, ou non, qu'un ordre « international » dont l'accent est fortement mis sur le développement économique, risque de renforcer le pouvoir des Etats aux dépens de l'apport et de l'influence des OING ?

2. *Les conditions de la participation.*

a. Compte tenu des principes de droits et devoirs des associations évoqués ci-dessus, comment voyez-vous les conditions préalable à remplir pour une participation effective des OING à l'action internationale, universelle, spécialisée et régionale ?

b. Quelle importance respective accordez-vous aux deux sens de la participation :
d'une part vers l'organisation intergouvernementale pour l'instruire des sentiments de l'opinion et des activités associatives dans tous les domaines;
d'autre part vers l'opinion du public ou des spécialistes, pour l'informer à la fois de l'action intergouvernementale et non-gouvernementale ?

c. Comment considérez-vous les statuts consultatifs ? Dans quelle mesure les voyez-vous comme accordant un droit de collaboration ou comme une sorte de faveur octroyée par les organisations intergouvernementales et révocable à leur gré ?

d. Comment entendez-vous les obligations des statuts consultatifs. Dans le respect des buts et principes de la Charte des Nations-Unies ? Dans le respect du statut d'indépendance des associations, libres d'appliquer à leur guise les décisions et recommandations des organisations intergouvernementales ? Et, par voie de conséquence, l'exercice du droit de critique et d'appel a l'opinion ?

e. En contrepartie de ce droit à l'indépendance, quels sont 'es devoirs qui vous paraissent incomber aux OING ?
Pour augmenter leur audience, leur crédibilité, leur efficacité doivent-elles :
d'une part :
- améliorer la qualité de leur représentation et de leurs contributions ?
- se concerter normalement avec les autres OING ?
- se grouper le cas échéant pour avoir plus de poids et de force ?

d'autre part :
faire un plus grand effort de solidarité du côté des régions en retard de développement ?

3. *Les modes de participation*

a. Si l´on admet que la consultation des associations (OING) n'est qu'une des formes de la participation, concurremment à d'autres vous paraît-il qu'il y a lieu :

- d'améliorer la procédure et le mécanisme de la consultation
- de diversifier les moyens de consultation, par exemple par des contacts réguliers avec l'administration internationale
- de dépasser la consultation jusqu'à une participation dont l'organisation internationale régionale offre des exemples pousses ?

b. Distinguez-vous **a cet égard vos moyens** régionaux de vos moyens universels ?

II. The role of associations in world order and the participation of INGOs in international action (Commission II)

1. World order and associations.

Since the search for a new world order poses the problem of the role accorded to associative action, what steps do you consider should be taken by INGOs ?

Bearing in mind the concept of a global order including all non-governmental, social forces and movements of opinion, are you concerned or not that an « international » order in which the accent is strongly placed on economic development may well reinforce the power of States at the expense of the contribution and influence of INGOs ?

2. *The conditions of participation.*

a. Given the principles of rights and obligations of associations mentioned above, what do you see as the necessary pre-conditions for the effective participation of INGOs in international, universal, specialized and regional action ?

b. What relative importance do you give to the two interpretations of participation :
- on the one hand, directed towards intergovernmental organizations to inform them of viewpoints and associative activities in every domain
- on the other hand, directed towards public and specialized opinion to make known both intergovernmental and non-governmental action ?

c. How do you see the role of consultative status arrangements ? To what extent do you see them as according a right of collaboration as a sort of favour granted by intergovernmental organizations and which may be with-drawn at any time ?

d. What do you understand by the obligations of consultative status ? And in terms of the principles of tne United Nations Charter? And with respect to the independent status of associations, free to apply according to their own judgement the decisions and recommendations of intergovernmental organizations ?
And consequently, what of the right to criticize and to appeal to public opinion ?

e. Corresponding to this right to independence, what are the obligations which you consider should be fulfilled by INGOs ?
In order to increase their constituency, their credibility and their effectiveness, should they :
on the one hand :
- improve the quality of their representation and their contributions ?
- group themselves with other INGOs as appropriate ?
- group themselves with others, when necessary, in order to have greater impact ?

on the other hand :
- make greater efforts towards solidarity with developing regions ?

3. *The methods of participation.*

a. If it is accepted that the consultation of associations (INGOs) is only one of the forms of participation complementing others, do you consider that it is desirable :
- to improve the consultative mechanisms and procedures
- to diversify the means of consultation, for example by periodic contacts with intergovernmental administrations
- to move beyond consultation to a form of participation as exemplified in the case of some regional intergovernmental organizations ?

b. In this respect do you distinguish your methods with **regional** organizations from those with universal **intergovernmental bodies ?**

c. Quel cas faites-vous de la solidarité des associations pour renforcer la participation et notamment du rôle des conférences d'OING à statut consultatif ou non ?

MI. La communication transnationale (Commission III).

1. Le langage.

a. D'expérience associative, quelle importance attribuez-vous aux obstacles et aux difficultés du langage notamment entre les différentes langues ? Qu'il s'agisse :

- d'une part des concepts et de leur interprétation, de la terminologie ?

- d'autre part du pluralisme linguistique et dès lors de l'interprétation orale et de la traduction écrite ?

b. Y voyez-vous un problème fondamental et des remèdes éventuels ?

2. L'information

a. Quelle importance accordez-vous à l'action associative des OING dans la recherche et l'établissement d'une information objective ?

b. Quel rôle social assignez-vous aux médias à cette fin ?

c. Quels moyens de communication transnationale vous semblent - être indiqués dans une société pluraliste ?

3. *La documentation.*

a. Quelle importance accordez-vous à l'action associative des OING dans la recherche et l'établissement d'une documentation objective ?

b. Comment voyez-vous les problèmes de production, de circulation d'utilisation et les répercussions de la documentation d'origine et de nature transnationales ?

IV. Sociologie, dynamique et pratique des réunions internationales (Commission IV).

1. Constatez-vous des insuffisances dans les réunions actuelles, notamment celles qui ont souci de cerner de nouveaux problèmes complexes et de susciter l'action appropriée ?

2. Etes-vous satisfait des suites et des effets éventuels des réunions auxquelles vous participez ?

3. Voyez-vous aux insuffisances des raisons qui pourraient éclairer les **bases** d'une nouvelle approche ?

4. Que voyez-vous comme innovation possible ou *à* envisager ?

N.B. Pour être prises en considération par les Rapporteurs, les **réponses** devraient parvenir avant le 15 décembre 1979 à l'Union des Associations Internationales - 1, rue aux Laines - 1000 Bruxelles.

c. What importance do you attach to solidarity amongst associations to strengthen the process of participation as, for example in the case of conferences of INGOs with for without) consultative status ?

III. Transnational communication (Commission III).

1. Specialized terminologies ***and interpretations*** (« langage » in French).

a. From your experience of associative action, what importance do you attach to the difficulties and obstacles of specialized terminologies and interpretations especially between different languages (and jargons) ?

- in the case of concepts and their interpretation, and terminology ?
- in the case of interpretation and translation arising from the plurality of spoken languages ?

3, Is this a fundamental problem for you and what do you see in the way of remedies ?

2. Information.

a. What importance do you attach to the associative action of INGOs in the search for and the establishment of objective information on problems ?

b. What role do you attribute to the media in this respect ?

c. What means of transnational communication appear appropriate to you in a pluralist society ?

3. *Documentation.*

a. What importance do you attach to the associative action of INGOs in the search for and the establishment of objective documentation ?

b. What do you see as the main problems of production, distribution and utilization of documentation of a transnational nature and origin ? What repercussions arise from its production ?

IV. Sociology, dynamics and practice of international meetings (Commission IV).

1. What weaknesses do you see in current meetings, especially those which attempt to identify the nature of new complex problems and to facilitate the appropriate associative action ?

2. Are you satisfied with the follow-up to and effects of the meetings in which you participate ?

3. With respect to the weaknesses, what concepts would you consider basic to any new approach to the organization of meetings ?

4. What innovations in meeting procedure or dynamics do you consider possible ?

N.B. In order to be taken into account by the Rapporteurs, replies should be received before 15th December 1979 at the Union of International Associations, 1 rue aux Laines. 1000 Brussels, Belgium.

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA PHILOSOPHIE ET DES SCIENCES HUMAINES

La réponse de M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française, Secrétaire Général du CIPSH

Dans l'immense éventail mondial des organisations transnationales non-gouvernementales, que nous avons groupées en une quarantaine de secteurs associatifs, pour des raisons pratiques nous permettant d'en appréhender la multitude aux fins du Forum de 1980, la philosophie et les sciences humaines viennent tout naturellement en position de tête.

En effet, au commencement était et est toujours « cette parfaite connaissance de toutes les choses que l'homme peut savoir - selon Descartes. Et l'on peut tenir avec d'Alembert que « la philosophie n'est autre que l'application de la raison aux différents objets sur lesquels elle peut s'exercer».

Ces différents objets sont précisément le fait des innombrables associations, tant il est vrai que la problématique associative participe intégralement des sciences humaines et partant politiques et sociales en identifiant les principes associatifs aux droits de l'homme et des hommes.

Ainsi sommes-nous heureux de publier la note exemplaire que l'éminent Secrétaire Général du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines. M. Jean d'Ormesson. de l'Académie française, membre de longue date de l'UAI, a bien voulu nous adresser en réponse a des points essentiels du questionnaire de notre enquête préparatoire au Forum.

R.F.

Le fait associatif est aujourd'hui capital, à la fois dans la recherche - scientifique, artistique, médicale etc. - et dans l'action. Il est important qu'un certain nombre d'associations s'établissent en dehors des Etats et des Gouvernements. En face de la puissance de ces Etats et de ces Gouvernements, les organisations non gouvernementales doivent s'imposer une rigueur extrême pour obtenir la considération et le respect nécessaires.

Pour des organisations telles que le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, qui sont essentiellement consacrées à la recherche scientifique, la règle d'or est le respect des règles de l'intransigeance scientifique.

Il est souvent difficile de tracer avec précision les limites des domaines des différentes organisations non gouvernementales - par exemple, dans notre cas. celles des sciences humaines. En revanche, les règles scientifiques ont été établies et confirmées par une pratique constante. Il est indispensable que les organisations non gouvernementales du domaine des sciences se tiennent avec obstination à ces règles.

Les libertés associatives constituent le cadre où peut se développer cette rigueur; indépendance à l'égard des Etats et des entreprises lucratives, statut juridique international reconnu mais aussi souple que possible, liberté de recherche totale : telles sont quelques unes des exigences les plus évidentes.

Dans le cas du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, l'association ne se considère pas comme un groupe de pression, mais comme un groupe de services à vocation strictement scientifique mettant ses ressources à la disposition de la coopération intellectuelle internationale.

La vocation de ces organisations, et notamment du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, est une vocation mondiale. Il y a encore vingt ou trente ans. beaucoup d'organisations internationales étaient, en fait, régionales. Il s'agit maintenant de leur donner des dimensions réellement internationales en faisant participer, notamment, les régions en développement aux initiatives des pays industrialisés. A l'intérieur de cet ordre mondial peuvent naturellement s'exercer des regroupements régionaux.

Les rapports avec les Etats constituent un des points essentiels du développement des ONG. et notamment scientifiques.

Etant, par définition, non lucratives, ces organisations se tournent tout naturellement vers les Etats pour obtenir les ressources nécessaires. Il faut que ces ressources soient accordées sans que soit mise en danger l'indépendance des ONG.

Le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines entretient des relations privilégiées avec l'Unesco. Cela signifie, d'une part, que l'Unesco met à ta disposition du CIPSH pour poursuivre ses travaux les subsides nécessaires et, d'autre part, que le CIPSH poursuit ses travaux a la fois avec fa préoccupation exposée ci-dessus d'une rigueur scientifique sans faille et dans l'adhésion aux préoccupations de l'Unesco concernant les droits de l'homme, la coopération internationale, le respect des diversités des cultures et de l'unité de la culture.

La rade de Genève avec la célèbre jet d´eau qui s´élance **à 130 mètres de** hauteur

INTERNATIONAL COUNCIL OF VOLUNTARY AGENCIES

CONSEIL INTERNATIONAL DES AGENCES BENEVOLES

by A. Kozlowski

What is ICVA

ICVA is the independent and neutral international association of voluntary organizations established to promote the development of voluntary agencies and their activities throughout the world. For ICVA, a voluntary agency is any non-profit, non-governmental organization, institution or foundation with an international scope and whose activities are of a humanitarian character.

How is ICVA organized

ICVA was established in Geneva in 1962 as a permanent liaison structure for voluntary agency consultation and cooperation.

As such, it provides a forum where member agencies are able to have a frank exchange of views and information and promote common action.

ICVA's constituent members meet in a General Conference convened at least once every five years. It is an opportunity for voluntary agency executives and administrators to reflect on the present situation and future challenges facing voluntary agencies. Observers from governments, intergovernmental organizations and other interested bodies also attend.

Between these meetings the activities of ICVA are conducted by the Governing Board composed of up to 18 member agencies, through Working Groups, Ad Hoc groups and special meetings and seminars, and by a Geneva-based Secretariat.

Working Groups

provide a structure for regular meetings for groups of agencies with specialized interests. Meetings are usually held in Geneva and other European centres. Interested non-European based member agencies unable to attend meetings regularly may become correspondents and thereby submit papers, receive records and participate by correspondence in programmes initiated by the Working Groups. At present, three Working Groups are constituted :

• ***Refugees*** *and Migration,*

which reviews in detail the evolving situation with regard to refugees and migrants throughout the world, maintains a close relationship with the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) through a high-level Contact Group, collaborates closely with the Intergovernmental Committee for European Migration (ICEM) through such activities as its seminars on adaptation and integration of permanent immigrants.

• *Integrated Human Development,*

which addresses itself to the total concept of development with its multifaceted components, e.g., technology, health, population, environment, development education, and to the ongoing and special relationships between voluntary agencies and intergovernmental organizations on these topics.

• ***Voluntary*** *Agency* ***Cooperation and Funding,***

which is concerned with reviewing procedures and criteria for voluntary agencies to receive governmental funds for administrative and programme support, developing cooperative efforts among voluntary agencies to improve access to governmental funding, and exploring relationships, for funding purposes, between voluntary agencies in the Third World and industrialized country governments. A joint meeting between the Working Group and the Development Assistance Committee of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) to discuss these issues was held in Paris in 1979.

Ad Hoc Groups, Special Meetings and Seminars.

Concerning matters, events and issues of particular interest or relevance to voluntary agencies, the ICVA Governing Board authorizes special meetings or seminars and the establishment of ad hoc groups. Special meetings have recently been held with the Governments of Sri Lanka, Viet Nam and Uganda (in cooperation with Euro-Action Acord, a London-based consortium of NGOs). A 1979 voluntary agency consultation on the Indochinese refugee problem organized by ICVA brought together 57 member and non-member agencies who drafted a statement that was delivered at the International Meeting on this subject organized by UN Secretary General Kurt Waldheim, and established an Ad Hoc Committee to facilitate communications and cooperation among the participants. A seminar on « Increasing Voluntary Income » was organized in cooperation with Interphil, the International Standing Conference on Philanthropy, which brought together voluntary agencies and several renowned international experts to discuss funding possibilities, especially in the European context.

What services does it provide

ICVA is not operational, i.e.. it does not implement development or relief projects, but does provide services to its member agencies so that they may perform more effectively.

Information

One of its essential functions is to offer an effective information service to member agencies, e.g.. providing background information on relief and development questions or assisting agencies with project proposals, especially in Third World countries, in locating suitable means of financing.

The most important information about the activities of and opportunities for voluntary agencies is published in ICVA NEWS, ICVA NEWS is the international journal of, for and about voluntary agencies which

• Secretary general

gives a succinct account of programmes of its members as well as other non-governmental, governmental and intergovernmental agencies operating in the fields of human development, assistance to refugees and migrants, disaster relief and preparedness. It also provides a forum for policy statements and opinion on important matters of concern to voluntary agencies.

ICVA also publishes a series of occasional documents which cover key subjects of interest to members. ICVA DOCUMENTS have been published on such subjects as refugees and migrants, population questions, publicity and fundraising, and various development issues.

ICVA undertakes special studies and information projects which may be of particular value in assisting voluntary agencies and other organizations in the accomplishment of their work. Examples of this include the OECD-ICVA Development Aid Directory on non-governmental nonprofit organizations sponsored jointly with the OECD, Africa's NGOs, a repertory of non-governmental organizations in Africa, and Assistance to African Refugees by Voluntary Organizations in the Years 1974-1978.

Spokesman

In cases when a joint approach may be beneficial because an issue affects more than one agency or because it may be too delicate for a particular member to take up alone. ICVA acts on behalf of its members with intergovernmental agencies or governments. Such approaches do not replace the necessary contacts that individual member agencies have with various international organizations or governments but rather supplement, strengthen and reinforce the position of voluntary agencies when the need arises.

Relations with Intergovernmental Organizations

ICVA has consultative or similar status with 18 intergovernmental organizations including Category I with the United Nations Economic and Social Council. These contacts are particularly important for smaller agencies which are unable to be involved in every meeting and consultation but whose valuable programmes should nevertheless be given adequate attention in these deliberations.

In addition, representatives of intergovernmental organizations often participate in the deliberations of ICVA working or ad hoc groups which provide a setting for useful and informal contacts and frank exchanges of opinion.

International Focal Point for Voluntary Agency Activities

ICVA provides a focus for issues of international development and a neutral forum in which voluntary agencies from countries in different stages of economic development can become involved in new fields, relationships, cooperative plans, and become aware of their place and potential in the changing world.

Stimulus for Inter-Agency Cooperation

Through the various endeavours that it initiates in the areas of relief or development, ICVA provides a model from which future specialized operative inter-agency bodies develop. Such ICVA initiatives have already led to the creation of groups in the fields of philanthropy, disaster preparedness and a consortium of voluntary agencies active in development assistance.

Consultant

ICVA, through its global network of contacts with governments, intergovernmental and non-governmental organizations and the private sector, is able to call upon the expertise of these bodies in a multitude of fields (e.g.. organization, programme, administration, publishing, conferences, management, personnel) to the benefit of members which request specific advice from the Secretariat.

Common Facilities

Through ICVA NEWS. ICVA has instituted an International Employment Registry to facilitate the placement of staff in voluntary agencies throughout the world. Fundraising is another subject to which ICVA NEWS addresses itself by publishing useful information and techniques to improve access to public and private funding and by publicizing worthy voluntary agency programmes for financing. The ICVA Secretariat believes that such services as these, as well as the general provision of all types of information of benefit to voluntary agencies, and on voluntary agency activities of use to governments and intergovernmental agencies, could be greatly improved and disseminated much more widely through computer technology. Possibilities for funding ICVA's proposals in this area are currently being explored.

Immediate priorities for ICVA

To ensure the continuing relevance of voluntary agencies and their activities in the future, there is an urgent need to facilitate cooperation among national and international voluntary agencies and governments, intergovernmental organizations and the private sector.

ICVA intends to pursue these objectives through :

- actively encouraging an association of national and international voluntary agencies worldwide with it;
- promoting the establishment and/or strengthening of national councils of voluntary agencies recognizing that such structures, whether formal or informal, are capable of providing a national focus for voluntary agency relief and development activities and an effective mechanism for voluntary agency cooperation with the government and intergovernmental agencies active in a particular country:
- promoting an exchange of ideas, experiences and cooperation among national councils of voluntary agencies on a regional and global scale;
- facilitating voluntary agency contacts and cooperation with governments, especially from the Third Word, through meetings concerning special problems;
- encouraging wider contacts and collaboration between voluntary agencies and educational and research institutions concerned with relief, development or other areas of relevance to voluntary agency activity;
- promoting contacts at all levels between voluntary agencies and individuals or companies in the private sector interested in collaborating to further social progress; and.
- encouraging through research, symposia, seminars, publications and by any other means inter-agency reflection, forward planning and self-evaluation.

Budgetary Resources

The principal source of funding for the activities of ICVA are annual dues and sustainer fees from member agencies. ICVA also obtains revenue from ICVA NEWS and other publications. Several intergovernmental organizations contribute regularly to the ICVA Secretariat working budget, and contributions for special projects are received from governments and private sources (non-governmental organizations, foundations, etc.). •

VERS UNE SOCIOLOGIE DES ASSOCIATIONS

par Albert Meister

Il y a Quelques années paraissait à Paris aux éditions ouvrières (Economie et humanisme) dans une collection «Relations sociales» dirigée par Philippe Bernoux, un ouvrage au titre signifiant pour nous : « Vers une sociologie des associations ». Son auteur, Albert Meister, Docteur d'Etat es lettres et sciences humaines, dont les études ont été complétées en Suisse et aux Etats-Unis, était alors attaché au Centre d'études des mouvements sociaux de l'Ecole pratique des Hautes études et avait déjà attiré l'attention par des ouvrages de sociologie singulièrement actuels, tels L'Afrique peut-elle partir ? Où va l'autogestion yougoslave ?, aussi Participation, animation et développement.

L'éditeur résumait ainsi « l'ers *une sociologie des associations » : « Les associations font à tel point partie du décor de notre vie quotidienne que les changements qu'elles subissent passent inaperçus. A partir de l'histoire et de la comparaison d'une société à l'autre, on s'aperçoit cependant qu'elles cessent peu à peu d'être des moyens de changement et de conquêtes sociales pour devenir des instruments de l'intégration des individus dans la société et l'ordre postindustriels ».*

Ce jugement, au départ de l'expérience associative de base nationale ou infrarégionale. nous a paru parfaitement transposable aux niveaux suprarégional et universel où l'identité et la participation des associations pose, mutatis mutandis, la même problématique de principe et de méthode.

C'est pourquoi nous savons gré au professeur Albert Meister, spontanément intéressé par notre Forum associatif mondial de 1980, de nous avoir autorisé à verser aux dossiers de notre programme un extrait de la présentation de l'ouvrage et son chapitre II : « Participation sociale et changement social » dont on trouvera ci-après la première partie.

Présentation

Bien que les associations fassent partie du décor de notre vie quotidienne - et peut-être précisément à cause de cela - elles n'ont encore reçu que peu d'attention de la part des sociologues. Il suffit pourtant de rappeler la liste des groupes dont chacun de nous fait partie, de jeter un coup d'œil à ces innombrables bulletins qui envahissent notre courrier ou de parcourir les listes de groupes membres que les fédérations d'associations exhibent fièrement, pour se rendre compte de l'ampleur du phénomène en question.

Association, comité, syndicat, conseil, cercle, commission, œuvre, union, amicale, mouvement, etc., toutes ces dénominations familières devraient nous conduire à nous interroger sur les raisons qui amènent les hommes à se grouper ainsi et sur les besoins qu'ils entendent satisfaire par ces groupes.

Mais une telle recherche se heurte immédiatement au manque d'informations sur les groupements eux-mêmes : celles dont nous disposons sont fragmentaires et se trouvent dans la majorité des cas dans des annuaires, dans des registres, dans des déclarations propagandistes ou des « rapports moraux » qui ne nous apprennent pas grand-chose sur le fonctionnement des associations elles-mêmes, sur la façon dont leurs membres y sont intégrés et sur l'attachement qu'ils y portent.

Parfois nous sommes plus chanceux, quand nous pouvons mettre la main sur une monographie d'association ou, ce qui est déjà plus fréquent, sur des recherches portant sur certains aspects *(leadership,* par exemple) de la vie de ces groupes. Toutefois, le plus souvent, il faut recourir à l'enquête personnelle auprès des membres et dépouiller les comptes rendus de leurs réunions et, encore, ces bulletins que chaque association se sent obligée de publier sitôt fondée.

Egalement, si les chercheurs ne se sont pas jusqu'à présent beaucoup occupés des associations, c'est, comme le note Arnold Rosé, parce que les intellectuels les considèrent souvent avec un certain mépris, les prennent pour des clubs de femmes qui n'ont d'autres préoccupations que de causer entre elles ou bien pour des groupes de fanatiques voulant réformer la société par des « prédications » (1). On peut cependant noter trois courants de recherche sur l'associationnisme : en premier lieu, un courant de recherches historiques, constituant un peu le pendant sur le plan scientifique de la redécouverte romantique du Moyen Age : ce courant est européen et, caractéristique du siècle passé, semble se tarir avec la première guerre mondiale. Un deuxième courant, sociologique celui-ci, est nord-américain, se réclame volontiers de Tocqueville - qui s'émerveillait de la facilité avec laquelle les Américains constituent des associations de toutes sortes - et trouve son point de départ dans l'étude de la signification des associations en tant que soutiens et parfois correctifs de la démocratie. Un troisième courant, actuel, à la fois sociologique et historique, semble trouver son origine dans les analyses de la sociologie politique, elles-mêmes reflets de préoccupations politiques. Ces préoccupations politiques me semblent elles-mêmes de deux ordres : d'une part, le caractère de

(1) Arnold M Rose. *Theory and Method in* the Social Science. The University of Minnesota Press, **1954. 351 p**

plus en plus technocratique de nos sociétés modernes, qui porte atteinte aux fondements mêmes de la démocratie parlementaire que nos pays occidentaux ont héritée du libéralisme d'autrefois; d'autre part, le constat des difficultés de la participation populaire dans les pays de démocratie socialiste, dont on croyait que l'instauration de la propriété sociale des moyens de production - et donc la suppression des causes du conflit de classes - amènerait par elle-même une gestion collective et démocratique de l'économie et de la société.

Relevant de ces préoccupations politiques (et très souvent militantes), on peut dire que la recherche sur la participation est actuellement à la mode. Participation dans l'entreprise, dans la politique, dans le loisir, dans la foi, dans le développement, etc...: notre propos n'est pas ici d'examiner les différents aspects de la participation dans des activités et des cadres aussi différents. Mon intérêt se borne aux cadres associationnistes de la participation, quand des individus « mettent en commun leurs connaissances ou leur activité et cela dans un but autre que de partager des bénéfices ». Ces guillemets encadrent la définition de l'association faite par le droit français. Nous la préciserons plus loin.

Quant à l'esprit dans lequel ces associations doivent être étudiées, on ne peut que souscrire à ce que Max Weber écrivait : « Une des tâches fondamentales de la sociologie est d'étudier ces structures appelées communément « sociales » *(gesellschaftliche)*, c'est-à-dire tout ce qui se trouve entre les pouvoirs organisés et reconnus - l'Etat, la commune, l'église établie - d'une part, et la communauté naturelle de la famille, d'autre part. Il s'agit essentiellement d'une sociologie des associations dans le sens le plus large du mot : du club de boules au parti politique et aux groupes religieux, du cercle artistique à la secte littéraire... D'abord, il sera profitable de rechercher systématiquement l'origine des associations, les occupations des membres et leur provenance géographique, ethnique et sociale. Je suis sûr qu'avec le temps nous pourrons Créer une espèce de cadastre des plus importantes catégories d'associations et par là connaître leurs principes de sélection (des membres) dont elles ne sont généralement pas conscientes et qui ne peuvent être déterminés qu'après avoir rassemblé un matériel très complet. A part cela, nous aurons à analyser les moyens par lesquels, intérieurement et en termes de propagande, l'association influence ses membres et, finalement, les contenus de cette influence elle-même; tout cela dans une perspective sociologique nouvelle ».

A plus d'un demi-siècle de distance, un tel programme de recherche peut encore être le notre; et c'est dans cette perspective très large qu'ont été rassemblés les matériaux présentés dans cet ouvrage.

Participation sociale et **changement** social

Il n'est pas inutile pour fixer les idées d'essayer, par la méthode des types idéaux, de caractériser les participations et les cadres des participations. Ce que cette démarche a de schématique devra ensuite être compensé et pondéré par l'étude minutieuse des participations sur le terrain. Les déductions auxquelles nous pouvons nous livrer à partir de certains caractères (eux-mêmes peu à peu dégagés par la recherche sur le terrain) des sociétés traditionnelle et moderne n'ont d'autre justification que leur utilité : celle de dégager des hypothèses à vérifier par la recherche empirique. La méthode n'est donc qu'un moyen en vue d'atteindre un but (1). Et c'est également en fonction de leur utilité pour la recherche concrète qu'il faut entendre les célèbres dichotomies entre société urbaine et société rurale, entre société traditionnelle, isolée, sacrée et société de masse, mobile, sécularisée, entre *Gemeindschaft* et *Gesellschaft*, entre sociétés fondées sur la solidarité mécanique (homogènes) et sociétés fondées sur la division du travail (hétérogènes), entre communauté locale et société de masse, etc.

Bien qu'aucune société concrète ne possède tous, et à l' « état pur », les caractères dits « traditionnels » ou « modernes », leur distribution sur un continuum permet d'ordonner des milieux différents et de construire des plans de recherche (2). Nous pouvons donc maintenant essayer de caractériser les types de participation sociale dans la société traditionnelle et dans la société moderne.

Participations sociales dans la société traditionnelle

Correspondant a une technologie rudimentaire (outillage manuel et énergie humaine et animale), le but de l'économie est d'assurer la subsistance d'un nombre limité d'individus membres de la société ou d'un sous-groupe. Les échanges avec l'extérieur sont très limites, chaque unité sociale (famille, clan, village, etc.) visant à se suffire à elle-même. Du fait de l'absence d'échanges et des outils très simples, la division du travail est très peu poussée et organisée seulement sur la base des différences d'âges et de sexes.

Les surplus des biens produits sont mis en réserve pour être consommés ensuite de façon égalitaire ou, dans certains cas, distribués de façon inégalitaire quand une féodalité ou un système de chefs s'approprie une part de la plus-value du travail social. Dans ce cas. la stratification sociale repose sur une division inégale des terres et/ou sur des privilèges dans l'allocation périodique des terres. Du fait de la valeur très faible du capital d'exploitation (outillage), la terre est le principal capital et sa possession détermine les prestiges sociaux.

La société est essentiellement rurale et l'organisation sociale, avec prédominance de la famille étendue, suit l'organisation de la production agricole. La famille et les liens de parenté donnent les limites de la société et déterminent les loyautés et les solidarités. La famille, la localité ou le voisinage, les groupes d'âges, l'identité des occupations et la faible mobilité ainsi que la taille restreinte de ces unités sociales sont responsables du caractère primaire des relations sociales; les groupes secondaires sont inexistants.

Les valeurs sociales reflètent la stabilité du système de vie, le repli de la société sur elle-même, l'homogénéité des occupations de la population; elles sont valeurs de stabilité, renforcent le contrôle social, s'opposent aux changements et aux initiatives susceptibles de menacer l'équilibre social, sont centripètes et ramènent le groupe sur lui-même. La religion et les mythes expliquent le passé et donnent les normes de conduite pour le présent. Tous ces facteurs concourent à donner une grande unité à la vie, où aucune activité ne se différencie des autres et les menace : le travail, le loisir, la croyance non seulement ne se concurrencent pas mais sont relativement indifférenciés.

Quelles pourront dès lors être les formes de participation sociales dans un tel milieu, dominé par la prédominance des relations primaires ? On peut mentionner plusieurs caractéristiques: du fait de la stabilité de la société et de l'importance fondamentale de la cellule familiale, les individus les plus âgés, gardiens de la tradition, disposent d'une influence prépondérante. L'entrée dans un des groupes primaires n'est pas le résultat d'un choix libre, mais dépend de facteurs involontaires : âge. naissance, sexe. Le groupe

(1) La lacune essentielle tient surtout a l'impression, en termes opératoires, des concepts utilises dans ces

de ces concepts et leur substitution à la recherche

(2) Pour un très utile résume des caractères de la

Germant « Comparacion tipico-ideal entre la sociedad

Germani v Jorge Graciarena. *De la sociedad* tradicional *a la sociedad de* masas. Buenos Aires, Universidad de Buenos Aires. Departamento de Sociologia. 1961. p. 349-362

volontaire n'existe pas. seul existe le croupe primaire de fait.

La hiérarchie sociale est unique, rigide et se perpétue sans modifications. Elle est de forme pyramidale : les groupes et institutions s'y articulent verticalement et l'appartenance à tel ou tel groupe est la sanction de certains privilèges sociaux et la marque du rang auquel ces privilèges sont attaches. La hiérarchie se renouvelle par appel à ses propres éléments et le but du système tout entier est sa conservation, l'immobilisme. Dans ces conditions, le *leadership* est aussi un l*eadership* de fait, dans la mesure où l'appartenance de l'individu à un groupe ou à une famille lui assure un prestige et une autorite, plus ou moins indépendamment de ses efforts personnels.

A l'autarcie économique correspond la rareté des échanges d'information : chaque socètè locale est en quelque sorte une société globale, et comme elle ne contient pas de systèmes opposés de groupes et d'institutions, l'information est de caractère hautement centripète, de tendance normative, visant à renforcer l'intégration de l'individu dans la société. Correspondant au bas niveau de division du travail et de spécialisation des activités, les contenus de l'information sont également très peu spécialisés. Dans ces conditions, les aspirations des individus ne sont que très peu diversifiées; elles sont en outre acceptées par le système des normes sociales en vigueur et une certaine légitimité leur est ainsi conférée. De même, les motivations qui guident les individus ne sont pas contradictoires : buts individuels et valeurs sociales coïncident.

Au total, la société est suffisamment intégrée, ne subit pas encore de changements rapides et n'a donc pas encore besoin d'associations d'influence sociale; la famille et la communauté locale suffisent à satisfaire les besoins individuels, eux aussi sans changements.

De même qu'il n'a pas à choisir d'entrer dans un groupe, l'individu n'a également pas à prendre des initiatives et à interpréter les normes sociales des groupes primaires : chaque situation est bien déterminée par la tradition et, en cas d'imprévu, c'est encore la tradition qui dicte le comportement à suivre du fait de l'influence des individus les plus âgés. Même dans la famille, les positions et rôles des individus ne prêtent pas à interprétation. Chacun, dans chaque phase de son existence, sait exactement ce qu'il doit faire et ce qui est attendu de lui. En ce sens, la sociabilité est de type très formel. Elle est même écrasante tant le système des rôles est rigide et imperméable à la fantaisie ou à la déviance. D'ailleurs, la fantaisie ou la déviation est elle-même prescrite, et même encouragée, mais dans des limites de durée très strictes : c'est là, par exemple, la fonction des fêtes et des réjouissances (comme, par exemple, le Carnaval), explosions périodiques, limitées dans le temps mais incontrôlées dans leurs limites (31.

Sociabilité formelle, système très rigide des rôles et des devoirs et des droits de l'individu; au total, une société et une sociabilité de type assez totalitaire, en ce sens que toute la vie de l'individu est définie à l'avance et dans des schémas rigides (4).

Entièrement submergé par les groupes primaires, ayant peu d'expérience d'un monde extérieur dont sa société se méfie, l'individu développe de très forts sentiments d'appartenance à ces groupes. Mais ces sentiments ont pour corollaire une très faible capacité d'adaptation à des changements et, comme le montre Riesman. un type de personnalité puisant ses normes de conduite uniquement dans la tradition (5).

La societé est essentiellement rurale et l'organisation sociale, avec prédominance de la famille étendue. suit l'organisation de la production agricole. (WPF/FAO Photo par T. Fincher)

Participations sociales dans les sociétés en voie de modernisation

Deux types de modernisation ont été essayés par les sociétés aujourd'hui modernes et développées ; la voie libérale choisie par nos sociétés occidentales au siècle passé et, dans notre siècle, la voie socialiste. Bien que les deux voies ou moyens de modernisation aboutissent finalement peut-être aux mêmes résultats sur le plan économique et, pour les atteindre, doivent détruire les fondements et les ciments de la société traditionnelle, ils recourent à des moyens différents de participation des individus et expliquent ces participations par des idéologies différentes. Nous devons donc en premier lieu examiner quelques-uns des caractères de ces sociétés en voie de modernisation, puis dégager à part les formes de participation sociale.

Caractères communs

La société transforme ses rapports avec !a nature, s'en distancie : grâce aux nouvelles sources d'énergie et au développement des transports, la production cesse de se confiner dans la satisfaction des besoins limités de son propre milieu mais devance l'acheteur, et est entièrement centrée sur l'échange. La demande à l'égard des produits n'est plus une demande concrète, d'un acheteur connu, mais un public abstrait. Les échanges sont multipliés et les marchés débordent le cadre de la société.

Tout au cours de cette période d'industrialisation, les taux d'investissements sont très forts et les valeurs sociales dominantes sont centrées sur la production bien plus que sur la satisfaction des besoins de consommation. Le capital fixe s'accroît énormément et par rapport aux autres facteurs de production. Les outillages des travailleurs cessent d'être leur propriété personnelle du fait de leur complexité et de leur coût croissant. La division du travail s'accroît et des spécialisations de plus en plus poussées apparaissent au sein des métiers et des professions.

(3) A ce propos, il conviendrait de tester l'hypothèse qu'à plus de formalisme dans la sociabilité d'un groupe

niser ou participer a des fêles destinées a canaliser le besoin de déviation.

(4) A ce propos, nous poumons émettre l'hypothèse

dus qui regrettent les types de sociétés enserrant ainsi plus ou moins totalement la personalité de l'individu. (ces regrets-là subsistent aujourd'hui encore sous dif-

fèrentes formes de « passéisme » plus ou moins sentimental, allant du corporatisme à certaines formes d'apologie de la société rurale et de la famille), que ces associations tendront a être de type autoritaire quant

quant a leurs activités et a leurs ambitions.

(5) Cf. D. Riesman. N. Glazer. R. Denney. The **Lonely** *Crowd.* New York. Doubleday Anchor Books, 1953, 359 p. Traduction française. La *Foule solitaire*. Ed. Arthaud Paris. 1964

A l'importance des capitaux fixes engagés dans la production correspond la nécessite d'un emploi rationnel des individus, considérés de plus en plus comme facteurs de production parmi d'autres concourant à l'efficacité maximum des activités économiques entreprises. La spécialisation de la vie économique la différencie des autres sphères de la vie sociale, en fait un monde à part, obéissant à ses lois et à sa morale propres.

La division du travail, les spécialisations et les hiérarchies dans les professions se répercutent et déteignent sur les autres aspects de la vie. La société se stratifié en classes supérieures (bourgeoisie libérale ou intelligentsia socialiste) et en classes inférieures encore plus ou moins liées à la tradition mais adoptant de plus en plus les motivations des classes supérieures et aspirant a des niveaux de vie plus élevés et aux prestiges attachés aux occupations les mieux rémunérées. Les transformations dans l'économie supposent et accentuent la mobilité sociale et la mobilité géographique.

Ces deux phénomènes de mobilité sont responsables de l'éclatement des institutions et des solidarités primaires, familiales et locales. La famille étendue disparaît et le groupe de localité et le voisinage perdent de leur importance. Les statuts sociaux et les prestiges ne sont plus liés à l'appartenance de fait à une famille ou à une localité, mais sont de plus en plus déterminés par des qualités personnelles de l'individu et ses succès professionnels.

Parallèlement au rétrécissement progressif de la famille et des autres groupes primaires, l'importance des groupes secondaires augmente : groupes professionnels, de loisirs, d'intérêts, de défense politique, d'opinions religieuses, etc. La prolifération de ces groupes reflète la spécialisation intervenue dans l'économie et témoigne de la rupture entre les différents aspects de l'existence. Ces tendances sont favorisées par la concentration écologique des activités économiques, l'urbanisation croissante et le besoin de recréer des liens interindividuels se substituant à ceux des anciens voisinages et des familles étendues.

La spécialisation et la recherche de l'efficacité se répercutent sur les institutions gouvernementales et les systèmes d'autorité: les anciennes familles, couches ou classes sociales qui détenaient le pouvoir politique sont peu à peu écartées et l'Etat moderne mis en place sert directement les intérêts des classes (bourgeoisie Ou classe ouvrière en pays socialistes) porteuses de l'industrialisation. La désignation des membres du gouvernement et de l'administration obéit de plus en plus a des considérations rationnelles et de moins en moins aux solidarités traditionnelles. L'augmentation de population grâce à la baisse de la mortalité, sa concentration progressive en zones urbaines, souvent l'accroissement de taille des territoires nationaux conduisent à la rationalité et à l'impersonnalisation des services administratifs.

Les idéologies dominantes sont axées sur le progrès et leur fonction sociale latente est d'encourager les activités productives et de restreindre la consommation. Elles sont combatives, « impérialistes » et prétendent apporter leur conception du progrés à tout le genre humain. Alors que la société traditionnelle visait surtout à prévenir la marginalité et à assurer une conformité des comportements en se fondant sur les enseignements de la tradition, les individus de la société en voie de modernisation doivent affronter trop de situations nouvelles auxquelles la tradition ne donne pas de réponse. D'où l'accent porté sur le libre choix et sur la flexibilité mentale de l'individu. Ce type de société n'encourage toutefois pas la marginalité, mais permet une très grande liberté de comportement dans le respect de certaines valeurs centrales : la recherche du profit, du pouvoir, du prestige. Un nouveau type de personnalité apparaît, dominé par des valeurs et des buts sociaux intériorisés dés l'enfance. Pour ce type de personnalité et d'individu, la vie doit servir à réaliser ces buts socialement légitimés; son épanouissement personnel est donc sa réalisation sociale, le succès de la mission que la société lui donne (6). Fins sociales et buts personnels coïncident et, rigides, permettent peu de déviance. Par contre, les moyens de réaliser ces buts sont laissés au libre choix de l'individu. Dans les deux sections suivantes, j'essaie de montrer comment et combien, malgré les apparences, ce type de personnalité se retrouve dans les deux voies que les sociétés modernes ont prises pour se transformer.

Caractères propes aux transformations sociales de type libéral

Se libérant de plus en plus des contraintes et des interdits de la société traditionnelle (dédain pour les activités économiques, interdiction du prêta intérêt,etc.), la société libérale en vient à rationaliser le moteur de l'activité économique dans la théorie de l´*homo œconomicus*. En même temps elle élève en dogmes le principe de la libre concurrence et celui de la non-intervention de l'Etat dans tes domaines où la classe dirigeant le processus d'industrialisation rencontre des résistances de type social (amélioration des niveaux de vie ouvriers) ou de type traditionnel (paysannerie, féodalité).

Les valeurs sociales dominantes sont celles de progrès et de liberté individuelle. Mais, comme nous l'avons vu, le libre arbitre de l'individu peut s'exercer seulement dans la mesure où ses buts personnels sont les buts de la société. Loin d'être immorale ou amorale, la société se soumet à un système de valeurs rigides et à un code moral très strict. Si le profit personnel constitue apparemment le but fondamental de l'activité humaine, le succès économique n'est respectable que dans la mesure où il naît d'activités productives, du travail. Le travail ennoblit parce qu'il est créateur de richesse, donc de progrès. Au contraire, l'oisiveté, la spéculation et même le simple abus de consommation dégradent l'individu, l'enchaînent à ses passions, retardent sa libération. Le travail et le succès économique, qui ne peut manquer de sanctionner un travail vraiment courageux chez l'individu normal (c'est-à-dire adapté à la lutte pour la vie - et ceux qui ne réussissent pas sont considérés comme faibles et tarés), le succès

(6) On reconnaît là le type de personnalite-gyroscope

Entiérement submergé par les groupes primaires, ayant peu d´expérience d´un monde extérieur dont sa société se méfie, l'individu développe de très forts sentiments d appartenance à ces groupes. (Unesco/Marc Riboud)

économique est considéré comme un signe de salut et de bénédiction divine.

Bien que personnel, ce succès vaut pour le Progrès de l'Humanité tout entière (et ces mots prennent encore une majuscule au siècle passé), de la même façon que sur le plan économique l'intérêt général est considéré comme le résultat de la somme des intérêts particuliers.

Mais le succès n'est sanctionné socialement (et divinement) que dans la mesure où les régies du jeu ont été observées. La morale bourgeoise (et c'est vrai pas seulement dans sa version protestante) est aussi sévère que la morale socialiste (que nous examinerons plus loin), mais ne porte pas l'accent sur les mêmes normes.

Le très grand souci d'honnêteté dans les affaires, du respect de la parole donnée, du respect de la propriété privée empêche la société de devenir une jungle assurant le triomphe des plus forts par n'importe quels moyens. La société est, au contraire, très policée et. considérant l'ensemble des pays libéraux, ses valeurs de base n'ont été contestées que par un nombre relativement faible d'individus. Comme nous le verrons, les associationnismes syndicaux, coopératifs et politiques ouvriers ont bien plus revendiqué contre les abus du système que contre ses valeurs fondamentales. La liberté d'entreprise et la propriété privée ont, certes, été contestées mais bien plus a propos des abus, traduisant le manque de normes précises dans certains domaines, que dans leur principe. La liberté individuelle implique en effet que le chef d'entreprise n'enfreigne pas la liberté de ses ouvriers en dépassant les rapports strictement contractuels qui le lie à eux. Par le salaire qu'il convient avec eux. il estime leur donner une chance suffisante de faire leur promotion soc.aie, pour peu qu'ils y mettent du leur, qu'ils réduisent leur natalité, qu'ils s'èduquent et travaillent davantage... Ce qu'il peut donner en surcroît n'est que charité (7).

Mis à part ces mouvements de pitié, le libéralisme est dur, impitoyable, aussi bien pour les faibles que pour les forts devenus malchanceux. La dureté accompagne le puritanisme: l'austérité et la sévérité envers soi permettent au bourgeois de justifier sa dureté envers les autres. Peut-être plus que dans les métropoles, elle apparaît bien plus évidente dans certains pays de colonisation d'outremer que l'Etat libéral, instrument fidèle de l'expansion industrielle, a permis d'ouvrir au peuplement européen : ici le colon a pu gagner son salut par un travail personnel écrasant et en respectant toutes les normes d'honnêteté de sa société d'origine dans ses rapports avec des populations bien moins revendicatives qu'en Europe (8). Malgré le contexte différent, l'attitude libérale coloniale n'est pas différente de l'attitude libérale durant la période de modernisation de nos pays.

Quels sont donc les caractères de la participation dans ce type de société ? Du fait de la création d'une nouvelle stratification sociale dont la classe sociale dirigeant le processus d'industrialisation occupe le sommet, et du fait d'un pouvoir politique non encore contesté (le suffrage universel ayant permis un partage du pouvoir avec d'autres classes n'étant intervenu qu'au terme de la période d'industrialisation de base), les cadres de la participation sociale tendront a suivre les barrières des classes : en fait, je ne connais pas d'associationnismes communs à la bourgeoisie et à la classe ouvrière au siècle passé (mis à part peut-être - et encore - certaines associations religieuses et de travail social). Dans ces conditions, les associationnismes tendent à devenir des associationnismes de revendications ou de défense d'intérêts de classe.

Nous reviendrons en détail sur les associationnismes ouvriers; n'envisageons ici que quelques traits de la participation et essayons de montrer comment le libéralisme de l'époque a marqué même les associations qui se donnaient pour mission de le contester et de le renverser ou de le limiter.

Le brassage des populations causé par l'industrialisation et surtout l'afflux des ruraux dans les villes aboutissent à la création d'innombrables associations dont les fonctions sont à la fois de recréation des solidarités traditionnelles des milieux d'origine (chez les anciens ruraux notamment) et de revendication de conditions de vie décentes dans un monde qui ne se préoccupe pas de considérations sociales. Ces groupes naissent volontairement et la participation y est volontaire aussi. Mais en même temps, chaque association est soucieuse de son indépendance, de sa liberté par rapport aux autres associations: de la même façon que les entreprises ont souci de ne pas se laisser absorber par d'autres, les associations se font concurrence dans leur recrutement, définissent avec soin leurs positions et leur doctrine (c'est-à-dire le «produit» qu'elles mettent sur le marché), dénoncent les imitateurs de leurs idées de la même façon que les entreprises font des procès à ceux qui imitent des produits sous brevet.

Ces tendances sont surtout apparentes dans l'associationnisme coopératif qui, parti d'une revendication socialiste, s'est tellement laissé acculturer. qu'il en est venu à faire de son indépendance à l'égard de l'Etat un des principes fondamentaux de sa doctrine, allant jusqu'à dénier la qualité de coopératives aux coopératives intégrées dans une planification telles que celles des pays socialistes.

On retrouve ces influences du milieu et de l'époque chez les militants et les responsables d'associations : devant lutter, souvent âprement, pour faire reconnaître la place de leur groupe, pour recruter des adhérents, ils en viennent à reprendre certains traits du chef d'entreprise libéral : ils considèrent leur association comme leur création, la protègent des groupes concurrents, adaptent à leur usage les publicités des entreprises commerciales, sont jaloux de leur pouvoir et admettent difficilement de le partager, préférant conserver le contrôle total sur un petit groupe autonome plutôt que de devenir chefs d'une section d'une association plus vaste (comme les chefs de petites entreprises appréhendent de fusionner leur entreprise pour ne devenir que des directeurs de succursales).

Ces comportements s'accompagnent, bien sûr, très souvent de déclarations sur le besoin et l'utilité qu'il y aurait de fédérer les associations de même type en vue d'une efficacité plus grande de leurs revendications ou de leurs activités. Mais l'unité est loin de se réaliser quant on en vient aux discussions sur la répartition du pouvoir des divers leaders dans le groupe unificateur. Le souci de maintenir la pureté idéologique (la « qualité » du produit vendu aux adhérents) est alors invoqué pour s'opposer à toute fusion. Et l'on peut constater que plus les associations sont de petite taille (donc marginales), plus le souci d'indépendance est fort : les coopératives de production ou, encore aujourd'hui, les groupuscules anarchistes, chacun d'eux centré sur la production d'un petit bulletin très peu diffusé, sont des exemples d'associations où les fusions sont très rares, manifestant au-delà des déclarations d'unité le souci de liberté de la petite entreprise (qu'elle soit de production matérielle ou idéologique).

Un autre exemple nous est fourni par les tentatives, toujours avortées, d'union de certaines associations politiques de gauche durant ces dernières années.

Les grandes associations politiques, syndicales, coopératives (consommation surtout), aujourd'hui grosses associations de masse, ont connu les mêmes difficultés dans les fusions, fédérations, unions qui font leur histoire. Mais, de la même façon qu'il subsiste encore aujourd'hui un nombre immense de petites entreprises indépendantes, il reste un

ment pris son point de départ dans un mouvement de charité.

(8) Le cas m'a semble très net dans un pays de colonisation comme te Kenya, où les colons britanniques n'éprouvaient aucune gêne a vivre luxueusement au milieu dune population africaine misérable. Le fait d'avoir travaille très dur et surmonte des échecs ràpelés constituait psychologiquement pour eux la jusiiltaation de leur succès économique : la part qu'ils avaient donnée aux « indigenes » lew paraissait suffisante et ceux-ci ne devaient s'en prendre qu'a eux-mêmes s'ils n'avaient pas su utiliser celle chance de promotion.

très grand nombre de petites associations. Comme nous le verrons dans la section suivante, ce sont cependant les grandes associations - comme les grandes entreprises - qui donnent le ton aujourd'hui, dans une époque où le capitalisme de grandes unités - et de grandes associations - a remplacé le capitalisme atomique et de petites associations.

L'associationnisme a donc été marqué par son milieu et par son époque, quand bien même, comme dans le cas des associations de gauche, il combattait contre une certaine forme d'organisation sociale. Le parallèle peut encore être poussé plus loin, si l'on examine l'associationnisme comme un instrument de promotion sociale semblable à l'instrument de promotion sociale que constituait l'entreprise libérale du siècle passé. De la même façon que la petite entreprise privée a permis la promotion professionnelle d'ouvriers au rang de petits patrons, l'associationnisme a permis la promotion sociale (et souvent, mais indirectement, la promotion professionnelle ensuite) d'innombrables militants. Le démarrage foudroyant de l'économie durant la révolution industrielle, comme l'intense participation populaire dans les associations à la même époque, s'expliquent en partie par les possibilités d'ascension sociale Offertes par la libre entreprise et l'association atomiques. Dans de nombreux cas l'associationnisme a constitué un instrument complémentaire de promotion individuelle : au moment où les entreprises n'offraient plus assez de possibilités de promotion professionnelle, les associations étaient ouvertes aux candidats à la promotion sociale.

Actuellement, les lourdes et géantes associations politiques, syndicales ou sociales, et les très grandes entreprises capitalistes dominent la société et donnent le ton partout. Les petites entreprises et petites associations demeurent des instruments de promotion individuelle, professionnelle ou sociale, mais leur importance a considérablement diminué. Les grandes associations et entreprises offrent, bien entendu, des possibilités de promotion, mais s'adressent à un type d'homme diffèrent du capitaine d'industrie ou du militant associationniste de l'époque de la révolution industrielle. C'est ce point que nous verrons dans notre section suivante.

Notons aussi, qu'en voyant la plupart de **leurs** revendications traduites en termes de lois et de règlements, les associations suscitent moins de participation populaire. En outre, l'associationnisme avait la plupart du temps permis une promotion sociale a des hommes n'ayant pas eu la possibilité de suivre les canaux habituels de formation. Avec l'instruction obligatoire **et la** multiplication des institutions de formation, un nombre bien moins grand d'individus doivent utiliser le militantisme pour faire leur promotion. D'autre part, le gigantisme et la lourdeur des appareils des associations les plus importantes découragent le militantisme à base de foi et de dévouement au profit du recrutement de spécialistes en techniques de maniement des individus (relations publiques, animation). De plus en plus, les associations ont besoin de techniciens déjà formés bien plus que de responsables à qui elles donnent l'occasion d'une formation et d'une promotion. D'où la désaffection sur le plan des participations.

Nous verrons plus bas que, pour des raisons différentes, les associationnismes socialistes connaissent les mêmes problèmes une fois surmonté le stade de l'industrialisation de base.

Caractères propres aux transformations sociales de type socialiste

En réaction contre les abus de la liberté, le développement socialiste porte l'accent sur l'égalité et donc sur une planification de l'économie (9). Celle-ci doit permettre à toutes les régions et à toutes les entreprises de se développer sans inégalités, de même que les ressources des individus doivent être distribuées le plus égalitairement possible afin d'éviter la création de privilèges. Dans le cadre de l'idéologie socialiste, un code moral sévère est élaboré et guide les comportements individuels : la morale socialiste les enjoint à respecter la propriété collective et surtout à lutter contre les privilèges. L'homme doit être avant tout un militant du socialisme, faisant passer l'intérêt collectif avant son intérêt propre.

A part quelques domaines difficiles à socialiser (comme les petits ateliers artisanaux) ou encore sous le poids de la tradition (comme la paysannerie), toute l'économie est collectivisée. La motivation principale à l'activité économique et à l'ascension sociale n'est plus le succès économique personnel, mais la promotion de tous. La motivation est donc idéologique et c'est dans la mesure où l'emprise de l'idéologie sur les individus est puissante que le fonctionnement des institutions économiques sera satisfaisant.

Dans ces conditions, il n'y a théoriquement aucune différence entre la participation associationniste et la participation des individus à la gestion économique de leur société. Les deux types d'institutions reposent sur leur participation maximale, condition de leur bon fonctionnement. D'où la multiplication des dispositifs et institutions de participation populaire dans le travail et dans la vie hors travail, chacun d'eux s'efforçant dans son domaine propre de développer la conscience civique et socialiste, luttant contre toute manifestation de privilèges (d'inégalités), cherchant à développer au maximum l'intérêt pour la chose collective

Nous verrons toutefois que la motivation idéologique n'a pas été suffisante pour assurer un fonctionnement dynamique de l'économie et que les pays socialistes ont dû réintroduire des motivations de caractère plus personnel, basées sur la promotion sociale et professionnelle individuelle au détriment de la promotion collective.

Alors que les associations du monde libéral suivent le modèle de l'entreprise privée, se constituant librement et se faisant concurrence, les associations de la société socialiste - comme les entreprises économiques - obéissent à un plan central : à part quelques exceptions, leur constitution est généralement promulguée par le pouvoir central, leur activité est planifiée de façon à atteindre les activités ou les domaines de la vie où un tonique idéologique semble nécessaire, leurs institutions et modes de fonctionnement sont standardisés et leurs sections s'étendent à toute la société.

Comme dans la société libérale, l'Etat est l'instrument du groupe ou de la classe qui estime que sa mission est le progrès de la société. Et, comme dans le monde libéral, les classes ou couches de population jugées retardataires (la paysannerie, par exemple) sont sacrifiées et voient leur pouvoir politique très réduit.

De même que le leader d'association libérale (dont fa personnalité et le dynamisme sont assez comparables, bien que trouvant des points d'application différents, à ceux du chef d'entreprise privée), le leader d'association socialiste tend à ressembler au dirigeant économique de la société planifiée. A l'exception de la Yougoslavie, où les mécanismes démocratiques de l'autogestion peuvent parfois jouer dans un sens un peu différent, le dirigeant économique socialiste est avant tout un fonctionnaire nomme, chargé de tâches techniques précises, devant rendre compte de son activité ou de sa gestion, disposant d'une certaine sécurité d'emploi quel que soit le succès de l'entreprise qu'il dirige, appelé à se conformer à des directives plutôt qu'à prendre des risques et des initiatives. Le leader d'association tend à refléter ces caractères : en premier lieu, l'association ou la section qu'il dirige étant en général très importante du fait de son caractère officiel, le leader est bien plus souvent un permanent que le leader libéral: en ce sens il est un fonctionnaire aussi. En outre, du fait de la compatibilité des programmes des associations (entre elles et avec ceux des organisations économiques), les éléments de revendication -

(9) J'ai tente de montrer ailleurs (Ou va l'**autogestion** *yougoslave* ? Paris. Ed. Anthropos. 1970. 386 p.) comment le principe de la planification est te corollaire du principe de l'égalité.

c'est-à-dire d'opposition - tendent à donner le pas aux éléments d'acceptation et de propagande en faveur des positions officielles : le responsable d'association fait figure de dirigeant culturel, de technicien de l'animation. En ce sens, et du fait de l'idéologie commune qui embrasse aussi bien la vie économique que la vie hors travail, comme du fait que la planification économique est élaborée par le même groupe d'hommes que ceux qui mettent sur pied les politiques associationnistes. le dirigeant d'association socialiste ne diffère pas, dans sa personnalité, du dirigeant économique. Tous les deux sont finalement, selon l'expression de Lénine, des courroies de transmission entre les organes centraux du pouvoir politique et économique et les masses en tant que travailleurs et en tant que citoyens.

Nous avons vu que l'associationnisme libéral avait été un puissant instrument de promotions sociales, elles-mêmes souvent suivies de promotions professionnelles. Dans la société socialiste, du fait justement de la compatibilité entre l'idéologie des associations et les modes d'organisation de l'économie, la promotion sociale associatïonniste accompagne presque toujours la promotion professionnelle, et vice versa : le dirigeant d'entreprise est presque toujours leader associationniste. et le leader associationniste étend à l'usine les capacités de leadership qu'il a acquises sur les plans culturel, social ou politique.

Sur le plan de sa personnalité, l'homme de la société socialiste en construction ne diffère pas de l'homme de la construction libérale: les valeurs sont, bien entendu, différentes et, dans la variante socialiste, la croyance en la promotion collective a remplacé le motif du succès économique. Par contre, on retrouve dans les deux cas des valeurs et des buts sociaux fortement intériorisés et contraignants : les buts de l'individu sont tracés et sa vie doit servir à les réaliser. Le choix des moyens, dans les deux cas, est cependant laissé libre : pour réaliser les buts qu'ils croient être les finalités de leur vie - succès économique et donc salut personnel, ou construction du socialisme -. le constructeur de la société libérale comme le bâtisseur du socialisme n'hésitent souvent pas sur le choix des moyens. Le Progrès ou le Socialisme sont des motivations si fortes qu'elles aveuglent ceux qui ont le pouvoir sur les autres.

Peu à peu les valeurs perdent cependant de leur emprise et la société socialiste est obligée de recourir à d'autres motivations pour faire avancer la construction de la société nouvelles. Des transformations s'opèrent également dans les modes de participation : du fait de l'emprise moins forte des valeurs collectives, la participation associationniste diminue et, surtout, des inégalités étant apparues dans les

De la même façon que la petite entreprise privée a permis la promotion professionnelle d´ouvries au rang de petits patrons, l'associationisme *a* permis la promotion sociale d'innombrables militants.

revenus, la vie professionnelle offre davantage de possibilités d'ascension et de satisfaction des besoins de consommation que la vie militante. Comme dans le monde libéral, les activités militantes sont dévalorisées, ne paient plus. Alors qu'au début ces activités sont un tremplin pour une promotion sociale ou professionnelle ou, sinon, confèrent des prestiges et des avantages semblables, dès le moment où elles sont dévalorisées, les individus préfèrent concentrer leurs efforts sur leur promotion professionnelle uniquement. Finalement, les sociétés socialistes ayant fait leur révolution industrielle, se trouvent dans une situation assez semblable à celle des mondes libéraux. Essayons maintenant d'examiner quelques tendances de la participation dans ces sociétés « arrivées »

Participations sociales dans les sociétés ayant fait leur industrialisation

Une fois l'industrialisation de base achevée, de nouvelles tendances dans la participation se font jour. Comme pour les sections précédentes, examinons premièrement les changements dans les modes d'organisation de la société.

Premièrement, changements du point de vue technologique, prolongements des grandes transformations de la révolution industrielle. Celle-ci avait inventé la production en série sur la base de nouvelles formes d'énergie. Par une logique interne, cette production en série et l'effort de rationalisation toujours plus poussé qui en est à la base devaient conduire à la production entièrement automatisée et à des séries toujours plus importantes, nécessitant des marchés toujours plus vastes pour leur écoulement. Ce sont ta des prolongements de la première période d'industrialisation (bientôt peut-être accentués encore par l'utilisation de l'énergie atomique à des fins industrielles). Ces prolongements techniques conduisent cependant à des modifications assez importantes dans l'organisation de la production et de la société en général : concentration des capitaux, développement gigantesque du secteur tertiaire, interdépendance plus accentuée des marches internationaux. Examinons ces tendances.

Peu à peu tes petites entreprises ont été entraînées dans des fusions et des unions, rachetées ou intégrées comme fournisseurs des grandes organisations industrielles. Bien que leur nombre demeure très important, beaucoup sont occupées à des travaux de soustraitance ou de fourniture de pièces, et ce sont les grands complexes industriels qui donnent le ton. Ces tendances sont les mêmes quel que soit le type de l'économie, libérale ou socialiste.

Sociétés libérales

En ce qui concerne l'économie libérale, on note en outre une séparation progressive entre les fonctions de capitaliste et de gestionnaire de la grande entreprise. Le chef d'entreprise propriétaire de son usine ou de l'usine familiale a disparu comme catégorie sociale importante. D'autre part, les grandes entreprises ont étendu l'actionnariat dans de larges couches du public. Ce sont précisément ces actionnaires, généralement petits porteurs de parts, qui ont perdu (mais l'ont-ils une fois exerce ?) leur droit de gestion dans la grande entreprise. Isoles ou ne participant pas à l'assemblée générale, ces actionnaires se transforment en fait en obligataires, la gestion étant réservée aux très gros porteurs et aux managers

qu'ils désignent à la tête de l'entreprise (10)

D'autre part, la croissante interdépendance des grandes entreprises grâce au jeu des participations dans le capital et dans les conseils d'administration - et, comme nous le verrons, la nécessité de garantir hors des frontières nationales les sources de matières premières et les débouchés - ont entraîné une participation de plus en plus forte dans le pouvoir politique (mettant d'ailleurs en cause le bon fonctionnement des gouvernements parlementaires dont les règles ne prévoient pas la participation des pouvoirs économiques en tant que tels, d'où les systèmes des *lobbies* et autres intrusions dans les mécanismes politiques). Grâce à ces influences politiques et *à* une diminution de la concurrence entre les grandes firmes du fait de ces participations mutuelles, le grand capitalisme réalise, de connivence avec l'Etat, une sorte de planification non officielle des activités économiques. Grâce aussi à la faiblesse des associations syndicales et politiques mettant en cause les bases du régime et préconisant une transformation révolutionnaire, cette planification bénéficie du concours des grands partis de gauche et des organisations syndicales. Les orientations ainsi données a l'économie et à la politique intérieure et extérieure réalisent une planification - certes de caractère moins poussé, moins égalitaire, moins officiel -, semblable à la planification socialiste. De ce point de vue, il est d'ailleurs extrêmement intéressant de souligner que dans le pays où cette évolution est la plus marquée, les Etats-Unis, ce sont les militaires —ces défenseurs acharnés des modes de vie et d'organisation occidentaux-qui en sont à l'origine : sous la pression des besoins militaires, et sous le contrôle du département de la Défense, tout un secteur de capitalisme d'Etat s'est peu à peu développé, contrôlant un nombre de plus en plus élevé de firmes industrielles dont le management se voit retirer ses fonctions les plus importantes : recherche des capitaux pour lancer les productions (ceux-ci sont fournis par l'Etat), recherche de nouveaux produits (cette recherche est organisée par l'Etat) et recherche de compression des coûts (l'armée ne s'en préoccupe guère). Si l'on sait que ce *Pentagon's Capitalism a* produit, en 1968, pour 44 milliards de dollars de biens et de services, soit davantage que les chiffres d'affaires réunis de General Motors. General Electric, U.S. Steel et Dupont. on peut se faire une idée de l'envergure du problème (11). Certes, cet exemple est spécial, mais du fait de sa taille il en vient à constituer un modèle économique en passe d'être imité dans d'autres secteurs (celui de l'aviation civile, par exemple), et l'on est en droit de se demander s'il ne montre pas la voie à l'ensemble de l'économie, une économie dominée de plus en plus par de gigantesques organisations, véritables institutions du pouvoir économique et politique. Nous aurons l'occasion de revenir à cette question, et notamment à ses implications pour la participation, dans la troisième partie. La grande production automatisée diminue le nombre d'hommes directement concernés par les tâches de production et accroît celui occupé aux questions d'organisation et de planification. Comme la première révolution industrielle avait vu diminuer l'importance du secteur primaire dans la population active, la seconde révolution industrielle (on a parfois désigné sous ce nom le passage au stade de l'énergie électrique et des techniques électroniques) voit un rétrécissement graduel du secteur secondaire. La production en très grandes séries transforme encore plus profondément la notion de client : alors que la révolution industrielle avait vu le client concret se transformer en public abstrait, la pression pour l'écoulement des biens de consommation fait maintenant parler de publics ou de marchés potentiels, qui ne consomment pas encore mais qu'il faut conquérir. D'où le rôle prédominant et de plus en plus envahissant de la publicité qui précède maintenant la fabrication et dont les études renseignent le fabricant sur l'opportunité de mettre en fabrication tel ou tel produit lancé a titre d'essai. A ce propos, on peut émettre l'hypothèse que les diverses formes d'études de marché constituent un des outils de cette planification qui est en train de s'ébaucher dans les sociétés post-libérales et, plus généralement, dans les économies atteignant un certain seuil de diversification des biens de consommation.

Egalement, devant la nécessité d'extension des marchés, l'emprise croissante des très grandes organisations industrielles et de services sur les gouvernements, conçus comme instruments politiques de l'expansion commerciale. Les actuelles politiques d'aide aux pays sous-développés sont un exemple caractéristique de recherche de nouveaux débouchés commerciaux (et. de plus en plus, de débouchés pour les produits du secteur tertiaire - experts, études, éducation, etc.) (12).

L'interdépendance des grandes entreprises entre elles et avec l'Etat, d'une part, la croissance des organisations ouvrières et politiques auxquelles elles sont liées, et leur acceptation de fait des principes de la société post-libérale, d'autre part, aboutissent à une espèce de coopération conflictuelle entre les grands ordres nationaux. Les entreprises ont peu à peu été amenées à observer que des politiques de hauts niveaux de vie populaires favorisaient directement leur propre croissance et qu'à partir d'un certain stade d'industrialisation, une législation du travail poussée, la sécurité d'emploi, les avantages hors salaires devenaient des facteurs directs de productivité. D'où la multiplication des accords limitant les pouvoirs des parties en présence : contrats collectifs, limitations des profits et des concentrations financières, limites au droit de grève, régulation des prix, participations de l'Etat, subventions a certaines catégories sociales, etc... Peu à peu, à partir de ces accords et ajustements purement empiriques, une pratique et une doctrine d'une planification orientatrice de l'économie s'élaborent. Le motif du profit domine toujours la scène économique et lui donne son dynamisme, mais la valeur implicite à la base de cette planification est celle de la paix sociale, à travers la canalisation des conflits dans des institutions de dialogue et par des orientations plus ou moins imperatives des comportements des agents économiques. Bien sûr, masquant cette réalité, les idéologies de l'époque libérale continuent de se manifester sur le plan de la phraséologie : les grandes associations patronales exaltent toujours le mythe de la libre entreprise, les associations ouvrières celui du socialisme. Ces valeurs, agitées comme des drapeaux à l'égard de l'opinion publique, ont cependant perdu beaucoup de leur force : le patron sait qu'il agit maintenant dans une économie de plus en plus planifiée (mais en conservant une grande liberté de manœuvre), comme l'ouvrier sait que ses organisations ne combattent plus pour une société socialiste (dont il a déjà partiellement conquis ce qui était essentiel pour lui : la sécurité d'emploi). En d'autres termes, les mots-clefs des doctrines et des enthousiasmes militants d'antan subsistent, mais dans un contexte très modifié. Nous verrons plus bas que c´est dans cette situation nouvelle qu'il faut chercher l'explication aux transformations dans les participations associationnistes, et en particulier au désengagement dans les associations nées à l'époque libérale.

Sociétés socialistes

L'économie socialiste subit, elle aussi, des transformations une fois l'industrialisation de base achevée. Cette dernière avait démarré grâce à l'enthousiasme et aux sacrifices militants, eux-mêmes nés de la Révolution ou de la Libération nationale. Avec le temps, les principes de l'égalité et de la promotion collective sont battus en brèche, des différenciations devant intervenir dans les revenus et dans les promotions afin de susciter un accroissement du dynamisme de l'économie

(10) Il convient á ce propos de se metier aussi bien des declarations sur une sorte de démocratisations de la propriété des grandes enterprises - thése du grand capitalisme américain - grâce a l'öparpillement des actions, que de la prétendue séparation entre gestionnaires et actionnaires : ce dernier phénomène n'est valable qu'au niveau bes petits porteurs. Voir a ce sujet les données de C. Wright Mills « L'élite du pouvoir ». *Les temps modernes, 1957, nos 135 et 136*

(11) Cl. Seymour Melman «Pentagon Bourgecisie», Trans -action, 1971, 5-6. p 4-12. Voir aussi le debat organise par le Nouvel Observateur avec J.K. Galbraith. sérié du Nouvel *Observateur.* 1971.124 p.

(12) Cf A. Meister. *L'Afrique peut-elle* partir? ***Changement social et développement en Afrique orientale,*** Paris. Ed. du Seuil. 1966.455p.

mie. Toutes les transformations récentes des économies socialistes visent en fait à accroître le dynamisme d'une économie dont la tendance est à la léthargie. L'économie socialiste part en effet de prémisses tout à fait opposées à celles de l'économie libérale : ce que l'économie post-libérale est en train de considérer comme sa valeur centrale, la paix sociale, est au contraire la valeur de départ de l'économie socialiste. L'égalité, la promotion collective, la suppression du conflit de classes, toutes ces valeurs sont des valeurs de fraternité et de paix sociale et l'économie socialiste repose sur le postulat que le dévouement, la fraternité, l'intelligence seront des moteurs suffisants à son développement Alors que le moteur du profit et de l'ascension individuels de l'économie libérale ne font que traduire en termes doctrinaux la loi du plus fort du monde de la nature, le moteur de l'économie socialiste est la transposition d'idéaux intellectuels, de contemplation. Bien entendu, il ne s'agit pas ici de discourir sur la supériorité de l'un ou de l'autre de ces moteurs. Bornons-nous à constater leur complémentarité.

Ces différences expliquent le manque de dynamisme « naturel » de l'économie socialiste et les mesures prises par les sociétés planifiées pour accroître leur dynamisme: le pouvoir accru aux directeurs des entreprises, l'étalement très fort des échelles des salaires, l'introduction des mécanismes de la concurrence, l'assouplissement des plans, le renoncement au principe de l'égalité dans les rythmes de développement entre les régions d'un même pays et entre les nations socialistes, tous ces ajustements sont autant de brèches dans l'idéal, créateurs de tensions et, finalement, possibilités de profit et de succès individuels.

Comme dans le monde post-libéral, les idéologies du démarrage socialiste demeurent dans leur phraséologie; les discours continuent de célébrer !a société sans classes, la fraternité, l'égalité de développement socialiste, etc. Et, comme dans la société libérale, les difficultés de la participation populaire dans des associations nées au cours de la période de démarrage doivent être expliquées par cette situation nouvelle.

Problèmes communs aux deux types de sociétés

Avant d'aborder ces problèmes, largement communs aux deux types de sociétés qui nous occupent ici, examinons encore quelques tendances sur le plan psycho-sociologique. Dans les deux types de sociétés les conditions de la mobilité sociale tendent a se ressembler : la formation professionnelle permettant d'acquérir un statut dans la hiérarchie des employés et ouvriers a remplacé le militantisme (socialisme) ou l'esprit des affaires (société libérale) comme condition de la mobilité sociale. Une certaine sécurité d'emploi étant conférée, les individus recherchent le prestige (et à un certain niveau de la hiérarchie, le pouvoir) dans leur ordre professionnel. Surtout aux échelons les plus élevés de la hiérarchie, la profession apparaît en effet comme un ordre : les critères de formation nécessaire pour l'avancement sont bien définis et ce sont bien souvent des mécanismes de cooptation qui jouent pour départager les candidats: d'où une forte pression pour le conformisme de groupe. D'où aussi, pour l'individu, le besoin de saisir immédiatement ce qu'on attend de lui et de présenter aux autres l'image conforme aux normes du groupe.

Alors que dans la période précédente l'ascension sociale provenait d'une victoire sur les choses et de la volonté sur les hommes dans un combat pour dominer et organiser les énergies de la nature, il s'agit maintenant de composer avec les autres, avec ceux dont dépend une promotion dans le sein d'organisations de plus en plus bureaucratisées. Le problème, comme le dit Riesman. n'est plus l'environnement matériel, mais l'environnement humain.

Les idéaux de la période précédente ayant perdu leur emprise et n'ayant encore été remplacés par aucun nouveau système de valeurs, aucune valeur centrale ne modèle plus la personnalité de l'individu. Ses conduites apparaissent alors entièrement dirigées selon les évaluations qu'il fait constamment de sa position par rapport aux autres. Cette personnalité-radar, selon l'expression de Riesman, repose sur une sensibilité aiguë des désirs des autres et sur une très grande habileté pour convoyer aux autres l'impression qu'ils souhaitent recevoir. Alors que dans la période libérale et de démarrage socialiste, ce sont des valeurs intériorisées qui donnent les normes et guident les comportements, le type de personnalité de la période suivante n'a plus de valeurs rigides intériorisées, n'est plus guidé par des normes sévères et présente donc une très grande souplesse dans ses conduites. Ce qu'il a intériorisé, ce sont des mécanismes extrêmement sensibles de détection des intentions des autres.

Cette absence de valeurs internes rend compte à la fois de l'extrême aisance des contacts sociaux et de l'informante croissante des rapports interindividuels (l'individu moderne se sent à l'aise partout) et, aussi, de la froide instrumentalisation des contacts (les deux tendances ne sont pas contradictoires). Chacun réalise qu'il est un élément dans le jeu des autres et son jeu est d'utiliser les autres pour ses propres buts. Cette interdépendance de jeux présuppose l'absence de valeurs personnelles contraignantes qui mettraient des obstacles non rationnels dans ces rapports.

Pour terminer, et en référence aux tendances dégagées plus haut à propos de la société traditionnelle, soulignons quelques caractères nouveaux des cadres de la participation sociale. Au contraire de la société traditionnelle qui voyait une seule hiérarchie des groupes, la société moderne voit plusieurs hiérarchies de groupes en présence et même souvent, en apparence du moins, plus de hiérarchies du tout. Quand les groupes ont des liens les uns avec les autres, les articulations entre eux sont horizontales et non plus verticales (pas de rapport d'inclusion, de supériorité, de loyauté, etc.). Le privilège que l'entrée dans le groupe peut parfois conférer n'est plus la marque du rang social : ce sont bien davantage les qualités personnelles qui permettent l'entrée dans le groupe et les individus peuvent conquérir des positions indépendamment de leur origine sociale personnelle.

La participation de l'individu n'est plus totale mais différenciée, et s'étend sur plusieurs groupes. En conséquence, le pouvoir que chacun d'eux exerce ou prétend exercer sur lui sera plus faible. Dans la même mesure, le fondement de ce pouvoir change : il devient contractuel (l'individu est libre de faire adhésion ou démission du groupe, de traiter avec lui sur pied d'égalité et n'en fait plus partie de fait) et segmentaire au lieu de totalitaire.

La division du travail de la société moderne aboutit à des contenus très spécialisés de l'information, diffusés par ses innombrables groupes et institutions. Les informations ont un effet centrifuge sur l'individu (chaque groupe se proposant de l'intégrer et se posant ainsi en compétition avec les autres). Les aspirations, et les motivations qui les sous-tendent. sont nettement contradictoires, parfois à l'intérieur de l'individu lui-même. Ce qui est légitime ne se définit plus comme autrefois par opposition à ce qui ne l'est pas dans un unique système de valeurs, mais d'une façon fluctuante, instable, par rapport à un des systèmes de valeurs qui, plus ou moins momentanément, influence l'individu.

Dans ces conditions, quelles seront les formes de participations sociales ?

Les associations subissent le même processus de croissance et de gigantisme que les entreprises. Le jeu des fusions et des unions aboutit sur le plan de leur idéologie à une sorte de plus petit commun dénominateur : les valeurs particulières et particularistes des associations composantes tendent à disparaître au profit de mots d'ordre très généraux, susceptibles de rallier le plus grand nombre d'adhérents. Et, surtout, ce sont les aspects fonctionnels qui dominent dans la propagande : l'association doit servir a la reali-

sation d'un but précis et a court terme Dans les associations ouvrières, il ne s'agit plus d'instaurer un ordre nouveau mais de lutter pour telle ou telle amélioration pratique.

De leur côte, les individus n'adhèrent plus pour des motifs idéologiques, mais dans des buts instrumentaux : en adhérant, ils renforcent l'association et ils en attendent en échange des actions précises et limitées. D'où, en cas de concurrence entre deux associations, une fluctuation des préférences et des adhésions selon que l'une ou l'autre est momentanément jugée plus efficace.

L'emprise très faible des idéologies tend à réduire le nombre des militants et des responsables volontaires: le nombre des permanents, fonctionnaires payés par l'association, s'accroît, et les communications entre les dirigeants et les membres ne reposent plus autant sur les contacts personnels. La taille des groupes ayant fortement augmente et le coût des fonctionnaires étant élevé, l'association recourt aux communications indirectes (journaux, communiqués, radio, etc.) pour maintenir un contact avec ses membres et diffuser ses informations et ses consignes. La fonctionnarisation et l'augmentation de taille entraînent également une certaine bureaucratisation : les rapports avec les adhérents sont de caractère administratif, comptable.

Dans sa propagande, l'association continue, bien sûr, très souvent à employer la phraséologie de l'époque précédente.

Mais, en fait, ses activités sont limitées à des objectifs précis. On peut également observer que les mots-clés et les slogans de l'époque précédente ne mordent que sur les secteurs et les catégories sociales attardés, en retard par rapport aux courants dominants du progrès technique et économique. Dans ces secteurs encore davantage soumis aux modes d'organisation et de pensée de la période précédente, les appels idéologiques ont encore quelques succès : ainsi en France le succès des slogans de type poujadiste s'adressant aux petits commerçants attachés aux méthodes de distribution atomiques et victimes d'une concentration commerciale semblable a celle de l'industrie; ou le succès des vieux slogans syndicaux dans les populations de secteurs de production où les méthodes de travail et les modes de vie demeurent ceux de la période précédente. Certaines associations encore dominées par les valeurs de l'époque précédente ne regroupent plus que des militants âgés et sont sans prise sur les jeunes qui ne comprennent ni les problèmes ni le vocabulaire d'une autre époque.

Parmi les associations professionnelles, seules les associations américaines et. en **Europe,** les associations de cadres montrent clairement les tendances analysées ci-dessus. La fonctionalisation et la diminution de l'emprise idéologique y sont les plus poussées. Mais, à bien des égards, elles montrent la voie et ces caractères peuvent de plus en plus être constatés dans les autres associations. La fonctionalisation croissante des associations et, d'une façon plus générale, l'instrumentalisation des contacts et rapports interindividuels conduisent cependant à des formes nouvelles d'associations. Outre la tendance à un repli des individus sur leurs petits groupes et leur famille, il faut noter l'apparition croissante d'associations de caractère non rationnel (13). Tout se passe, en effet, comme si l'individu souffrait de la dévalorisation de ses participations et de ses contacts professionnels et sopciaux : d'où l'apparition de nouvelles formes de valorisation (surtout religieuses) et la popularité croissante de diverses formes d'occultisme. Ces nouvelles valorisations seraient-elles une compensation à la rationalité des participations et des contacts quotidiens de l'individu ? Si les données sur cette question sont encore bien fragmentaires, nous ne pourrons cependant pas éviter de la poser à nouveau dans la troisième partie, à propos de la conjoncture actuelle de l'associationnisme.

Ce qui est mieux connu, par contre, c'est la tendance au repli dans les groupes informels, non structurés, non organisés, centres d'identification des individus et de personnalisation des contacts (14). Outre le sentiment qu'ils se dévouaient pour une grande cause qui les dépassait (sentiment qu'ils retrouvent actuellement dans les cultes et autres associations non rationnelles), le militantisme de la période précédente permettait aux individus de donner libre cours à leurs besoins d'amitié, d'identification, de personnalisation (en fait, comme on l'a vu, le haut degré de personnalisation des associations de la période précédente a été un frein à leur instrumentalisation). Au contraire, la rationalité des participations et, d'une façon générale, des contacts professionnels et sociaux actuels sont souvent traumatisants pour l'individu : jamais il ne peut personnaliser une relation, toujours le souci d'efficacité et de rationalité doit passer avant les considérations personnelles, très peu d'occasions lui sont offertes de s'identifier profondément à une cause ou même a un travail (15).

La froideur de ces participations et relations interindividuelles - même si **elles** apparaissent cordiales et faciles en surface - frustrent l'individu de son besoin d'apparaître comme personne entière.

D'où les petits groupes, dont les plus significatifs se forment sur la base des voisinages de banlieue, centrés sur des loisirs et des *hobbies* communs (16). L'éloignement du centre urbain, le confort de l'habitation - et celui de la voiture qui le prolonge le dimanche après-midi - tendent aussi a renforcer le groupe de la famille nucléaire (dont le nombre d'enfants tend d'ailleurs à augmenter). Notons aussi que la prévision d'achat de biens d'équipement coûteux créé des projets communs dans les couples et resserre les liens familiaux autour de la construction ou de l'embellissement du foyer

Ainsi le groupe familial constitue une unité de consommation dans le même sens, et faisant appel aux mêmes sentiments d'identification que la famille unité de production si caractéristique des époques précédentes : le projet actuel si généralisé d'achat d'une voiture ou d'aménagement d'une résidence secondaire est assez comparable dans son aspect de ciment psychologique au petit atelier artisanal familial d'il y a encore une cinquantaine d'années.

La famille et ces petits groupes où l'individu se sent accepté comme personne, entièrement, avec ses qualités et ses défauts, et non pas comme l'occupant d'une fonction, concurrencent les participations associationnistes. Si l'on rappelle, en outre, que ces participations étaient souvent, dans le passé, dictées par le souci de renforcer la sécurité de l'emploi - et que celle-ci est maintenant en voie d'être acquise -, il y a encore moins de raisons de participation.

Ces problèmes sont largement communs aux deux types de sociétés examinées plus haut: dans la société post-libérale, comme dans la société socialiste développée, on trouve les mêmes désengagements à l'égard des associations et les mêmes replis dans les petits groupes. Les sociétés hautement organisées nées de ces deux voies apparemment opposées de changement et de développement sont confrontées aux mêmes problèmes.

contester, c'est le type de rationalité que j'ai essaye d'analyser.
(14) Voir aussi D. Riesman. « Flight and Search in the new Suburbs» International Review of Community Development. 1959. 4. p. 123-136.
(15) On a d´ailleurs note souvent que dans des situations administratives et bureaucratiques. l´individu qui s´identifie le plus avec son travail a le moins de chances d´advancement. trop centré sur son travail, le personnalisant trop, il néglige ainsi les autres, oublie le jeu des autres.
(16) Ce texte dale de 1954; je n'y ai ajoute que quelques notes, réservant pour la troisieme partie des réflexions sur la conjuncture associationniste actuelle.

Aujourd'hui, le n'évoquerais plus les groupes informels semblent peu fréquents, le hobby le plus generalise, le bricolage, étant individuel ou à la rigueur familial. Actuellement, il semble bien que le retrait de l'individu masse (télévision). Il semble bien qu'il faille rejeter l'hypothèse d'une vie créance dans le loisir compensation au manque de signification de la vie professionnelle : pour la majorité des hommes, le vide dans le travail provoque le vide dans le loisir.

L´ANNUAIRE DE L'UAI

par Geneviève Devillé *

Bien planté dans sa couverture de carton massif, doré sur tranche, le premier « Annuaire des Organisations Internationales » (") est caché dans un rayon de bibliothèque de l'UAI, à l'abri des curieux et surtout des emprunteurs. Il date de 1909. A côté de lui, plus plantureux encore, - 2660 pages. 5 1 /2 kilos - millésimé 1910-1911, toujours doré sur tranche, son frère contient des trésors d'information sur les premiers balbutiements de la vie internationale organisée. N'y trouve-t-on pas des notes historiques détaillées, le texte intégral des statuts des organisations, les décisions et résolutions adoptées lors de leurs congrès, la composition complète des comités et bureaux, la liste des membres, des congrès, des publications, des travaux, même parfois le détail des recettes et dépenses... Qui oserait aujourd'hui rêver d'imprimer une telle mine de renseignements ?

Depuis 70 ans les choses ont bien changé, mais une lignée ininterrompue d'Annuaires - non annuels- assure la descendance de ces ancêtres. D'abord par les soins de la Société des Nattons entre 1921 et 1939, ensuite par une société d'éditions suisse qui avait acheté les droits à la SDN et qui les revendit à l'UAI en 1950. A ce moment, la question de cette publication vint devant le Conseil Economique et Social des Nations Unies qui s'interrogeait sur l'opportunité de reprendre l'Annuaire à son compte. La résolution 334 (XII) du 20 juillet 1950 confirmée et amplifiée par d'autres résolutions en 1953 et 1955 confia définitivement cette entreprise à l´UAI. Les meilleures relations se sont d'ailleurs établies au niveau des secrétariats entre l'ECOSOC et l'UAI pour la reconnaissance de critères d'« internationalité » et l'échange d'informations.

Et chaque année, le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies à l'Assemblée termine le chapitre des activités économiques et sociales par la mention de cette coopération.

Au fil des années, la présentation des notices descriptives et des index s'est modifiée, compte tenu d'un accroissement quantitatif constant. L'Annuaire fut d'abord divisé en chapitres correspondant aux principaux domaines de la vie internationale, les organisations étant classées par ordre alphabétique de leur nom à l'intérieur de ces chapitres. De la 11e à la 13e édition, l'ordre alphabétique complet du nom - en anglais - des organisations fut le fil conducteur du volume.

En même temps, à l'initiative de M. E.S. Tew, la publication devenait une encyclopédie donnant, dans ce même ordre alphabétique, les noms d'institutions qui avaient cessé d'exister, de personnalités internationales, les sigles et abréviations, etc.

Vint l'ordinateur. Précieux auxiliaire, mais outil tyrannique, il fallut revoir les méthodes de présentation et tout ordonner en fonction du sacro-saint numéro. Des programmes sophistiqués longuement et minutieusement étudiés et mis au point selon les directives de M. Judge ont consacré un ordonnancement qui ne prétend pas à être rationnel ni logique, mais essentiellement pratique et qui fonde sur les index toute la clé de la consultation de l'ouvrage. Le classement par matière auquel était attaché un nombre important d'utilisateurs fait l'objet d'un index particulier (1.1) placé en tète de la série d'index. Il couvre maintenant la Section B aussi bien que la Section A.

Depuis 1976. en effet, un nouveau changement important est intervenu dans la présentation de l'Annuaire : la répartition des notices sous deux sections : la Section A et la Section B.

Cette répartition apparaît pour la première fois en 1977 dans la 16e édition du « Yearbook » (en langue anglaise) et en 1979 dans l'édition 16/18 de l´«Annuaire » (en langue française).

Pourqui cette division ? Un nombre croissant d'informations restaient enfermées dans des dossiers et fichiers de l'UAI à la disposition de quelques privilégiés avertis. Parmi ces informations, beaucoup sur des organismes à étiquette plus ou moins internationale, plus ou moins autonome, plus ou moins commerciale... L'intérêt de connaître ces organismes, de savoir qu'ils existent, où ils fonctionnent, avec des critères différents de ceux qui régissent les

(*) Secrétaire General adjoint de l'UAI.
(**) Il s´intitute « Annuaire de la vie internationale» publié par l´UAI / Office central des Institutions Internationales

organisations jusque là admises dans l'Annuaire était de plus en plus évident.

Citons les faits suivants :

1. La pratique de plus en plus fréquente du Conseil économique et social des Nations Unies d'accorder le statut consultatif à des organisations nationales ayant des activités d'importance internationale, les mettant ainsi sur le même pied que les organisations internationales elles-mêmes. Rappelons que suivant l'accord entre le Secrétariat des Nations Unies et l´UAI, toutes les organisations bénéficiant du statut consultatif sont répertoriées dans l'Annuaire,

2. La création d'un grand nombre d'organes régionaux, semi-autonomes ou fonctionnels au sein d'organismes inter-gouvernementaux ou non gouvernementaux internationaux. Il est souvent difficile d'estimer le degré d'autonomie qui justifie une notice à part entière. D'autre part, il est fait de plus en plus souvent mention de ces organes dans la presse et la vie publique.

3. L'apparition d'une variété d'organismes qui constituent des exceptions à toute définition simple, qui échappent au contrôle du caractère international et qui cependant établissent des relations par delà les frontières nationales représente une mutation importante de la vie internationale qu'il importe de refléter dans l'Annuaire.

4. Différentes formes internationales « quasi organisationnelles », telles que réseaux, systèmes d'information, groupes de négociations sont, dans certains cas. préférées à des organisations ou structures traditionnelles et prennent place dans la vie internationale.

Que trouve-t-on dans la Section B ? Régie par des critères plus souples que la Section A, la Section B englobe des organisations de types différents qui ne répondent pas aux exigences de la Section A par l'un ou l'autre aspect :

- des organes non autonomes fonctionnant à l'intérieur d'un système ou d'une organisation internationale;

- des institutions ou groupements qui, par leur financement ou leurs opérations financières sont à la frontière du lucratif et du non lucratif;

- des organismes nationaux dénués de structure internationale, mais dont l'ouverture et le rayonnement couvre plusieurs pays (instituts d'étude, fondations a vocation internationale, institutions d'aide au développement);

- des organisations nationales (la plupart américaines) inscrites sur les listes du Bureau d'information des Nations-Unies;

- des systèmes internationaux structures de façon non traditionnelle;

- des organisations en formation ou pour lesquelles des renseignements insuffisants ont été reçus; ces notices sont susceptibles d'être placées en Section A lors de la prochaine édition de l'Annuaire;

- des organisations dissoutes ou insuffisamment actives;

- des organisations dont le nom évoque une activité ou un but international.

La Section A, quant à elle continue de sélectionner les organisations suivant des critères identiques à ceux qui dirigent depuis 30 ans la politique rédactionnelle de l'Annuaire. Les statistiques sont établies pour la plupart à partir de la Section A et lorsque des données de la Section B sont prises en considération, cela est toujours expressément mentionné et facilement repérable. Les statistiques comparatives restent donc absolument valables pour toute la période 1950-1980 et le resteront au-delà.

La récente édition française (16/18) comporte en outre une série de notices numérotées B 6500 à B 8156 et rassemblées dans une Section dite « Section supplémentaire ». Il s'agit d'organisations - au nombre de 1657 ! - non encore décrites dans les éditions précédentes pour lesquelles un certain nombre de renseignements font défaut; elles seront dans les prochaines éditions, incorporées soit en Section A ou en Section B. Un index séparé a été établi pour cette section, de façon à permettre une consultation aisée aux utilisateurs qui s'intéressent aux
- nouveautés ».

Il convient de signaler que ces changements visibles par l'Annuaire, en surface dirions-nous, ont été chaque fois précédés par des modifications rendues nécessaires dans le système de classement de l'UAI, modifications autrement complexes et lourdes que celles intervenant au niveau de la publication. L'Annuaire ne représente en effet que la partie visible de l'iceberg...

Deux nouveaux ouvrages vont être mis incessamment en chantier: ils compléteront mais surtout faciliteront la consultation de l'Annuaire. Le premier sera un répertoire analytique groupant les organisations en fonction de quelque 1.500 rubriques selon le schéma bien connu dans les pays anglo-saxons des « yellow pages » (« pages d'or » en Belgique). Ce classement permettra de voir en un coup d'œil quelles organisations travaillent dans un secteur donné et aussi de mieux repérer les lacunes ou les doubles emplois. Un second ouvrage détaillera les participations nationales aux organisations internationales. De plus en plus on se soucie de connaître quel pays ou quelle section nationale sont membre de quelle organisation. Ce répertoire donnera pour chaque pays par ordre alphabétique les noms et adresses des organisations internationales auxquelles il participe, d'abord les organisations inter-gouvernementales, ensuite les organisations internationales non gouvernementales.

Les noms seront repris en français et en anglais, peut-être dans d'autres langues aussi, de façon qu'on puisse aisément les repérer si on ne connaît que le nom français par exemple. Cet ouvrage, qui devrait compter un nombre de pages très important, sera, pour la première fois dans l'histoire des publications de l'UAI, publié sur microfiches. Ceci permet d'abaisser le prix.de revient et de donner à chaque souscripteur la partie de l'ouvrage qui l'intéresse.

Ces deux nouvelles initiatives sont l'amorce d'une exploitation plus intense et fréquente de la banque de données stockées par l'UAI. Le passage des méthodes documentaires traditionnelles aux mécanismes de l'ordinateur avait été précisément décidé il y a sept ans, en fonction de cette possibilité de services accrus.

L'Annuaire de l'UAI représente aujourd'hui non seulement un registre historique aussi fidèle que possible, parce que ancré sur un réseau qui fonctionne depuis 60 ans, mais surtout, grâce à l'ordinateur, une prise en direct sur les articulations essentiellement mouvantes de la vie internationale.

Nous voudrions, pour terminer, attirer l'attention de nos amis francophones sur l'effort spécial que représente la publication d'une édition de l'Annuaire en langue française. Pour la continuité du travail intellectuel de préparation et de rédaction, comme pour la mise au point des mécanismes de l'ordinateur, il serait beaucoup plus facile de faire des mises à jour régulières sur l'édition anglaise seulement. Le coût élevé de traduction et de composition ne peut trouver une compensation que dans une bonne diffusion...

•

la coopération internationale en chiffres

Nous avons le plaisir de présenter ci-dessous des statistiques extraites de l'Annuaire des Organisations Internationales et mises à jour d'après les données récemment recueillies.

On trouvera successivement :

TABLEAU 1

La participation nationale aux organisations internationales.

Il s'agit d'une analyse de l'importance numérique de la participation des différents pays aux organisations inter-gouvernementales (Inter-Governmental) et de la participation des citoyens de ce même pays en tant que membres d'organisations internationales non gouvernementales (Nongovernmental). Les chiffres concernent seulement les organisations décrites en Section A de l'Annuaire. Chaque pays est ainsi relié soit par son gouvernement, soit par la libre association de ses citoyens a un certain nombre d'organisations dont on trouve le total dans la dernière colonne. Les chiffres comparatifs portent sur les années 1960. 1966 et 1977. En caractères gras à la fin de chaque continent et à la fin du tableau on trouve le total du « membrariat combiné » qui donne une idée chiffrée de l'immense réseau tissé par les hommes au-dessus des frontières. Les deux dernières lignes du tableau indiquent le nombre d'organisations qui ont fourni les éléments nécessaires et le chiffre moyen de pays membres ou de sections affiliées par organisation.

TABLEAU 2

Pays ordonnés en fonction de la représentation dans les organisations internationales.

Le tableau reprend les mêmes données que dans le Tableau 1 mais en le présentant dans l'ordre décroissant d'importance des pays. On relèvera surtout avec intérêt les progrès spectaculaires de certains pays - presque tous africains - entre 1960 et 1966: Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Chypre, Madagascar, Cameroun, Sierra Leone. Togo, Koweit, Bénin. Congo, Haute-Volta, et ceux moins importants, mais à souligner tout de même d'autres pays entre 1966 et 1977 : Allemagne démocratique, Singapour, Jamaïque, Zambia, Maurice, Guyane, Koweit. Barbade, Arabie Saoudite.

LES TABLEAUX 3 ET 4

relèvent par ordre décroissant d'importance en 1977 les pays et les villes qui ont le plus grand nombre de sièges principaux et secondaires d'organisations internationales. Les chiffres retenus pour le classement sont ceux de 1977 de la Section A de l'Annuaire, afin d'assurer la comparabilité avec les années 1960 et 1972, les critères étant les mêmes.

Pour 1960,1972 et 1976, a été retenu le chiffre global des sièges principaux et secondaires. Pour 1977, le détail est donné successivement des sièges principaux d'organisations en Section A (A/0), des sièges secondaires d'organisations en Section A (A/1). des sièges principaux d'organisations en Section B (B/2), des sièges secondaires d'organisations en Section B (B/3), le total général des sièges d'organisations par ville ou par pays.

Relevons les chiffres réalisés par des pays situés en dehors de l'hémisphère occidental : l'Inde, l'Argentine, le Mexique, le Japon, l'Egypte, les Philippines, la Thaïlande.

TABLEAU 2 Pays ordonnés en fonction de la représentation dans les organisations internationales (1960-1977)

	1960	1966		1977			1960	1966		1977	
	Number	Number	% Increase	Number	% Increase		Number	Number	% Increase	Number	% Increase
Organizations reporting	1165	1596	370	2112	32.3	Organizations reporting	1165	1596	37.0	2112	32.3
1 France	976	1268	29-9	1590	25-4	56 Panama	152	213	40-1	326	53.1
2 United Kingdom	818	1129	19-6	1575	39-5	57 Ghana	126	217	72-2	321	47-9
3 Germany FR	1070	1200	12.1	1515	26.3	58 Hong Kong	93	166	78-5	317	91-0
4 Belgium	1031	1162	12.7	1448	24-6	59 Costa Rica	145	207	42-8	312	50-7
5 Italy	1033	1141	10.5	1442	264	60 Guatemala	160	221	38-1	311	40-7
6 Netherlands	1044	1158	10.9	1415	22.2	61 Cuba	271	266		302	13-5
7 Switzerland	796	1078	354	1345	24.8	62 Singapore	61	101	65.6	297	194.1
8 Sweden	814	921	13.1	1271	27-5	63 Algeria	77	177	129-9	294	66.1
9 Denmark	775	929	19.9	1245	34.0	64 Jamaica	_	141		288	104.3
10 U.S A	671	915	36.4	1212	32-5	65 Paraguay	130	197	51-5	277	40.6
11 Spain	697	840	20.5	1183	40-8	66 Senegal	26	168	538-5	268	59.5
12 Austria	708	963	36.0	1177	22-2	67 Dominican Rep	130	167	28-5	259	55.1
13 Norway	602	830	37.9	1108	33.5	68 El Salvador	130	174	33.8	255	46.6
14 Canada	535	757	41-5	1070	41-3	69 Taiwan	130	221	70-0	252	14-0
14 Finland	548	770	40.5	1070	39-0	70 Ivory Coast	20	123	515-0	241	95.9
15 Japan	454	689	51.8	963	39.8	71 Nicaragua	107	213	99.1	237	11-3
16 Australia	424	615	45.0	919	49-4	72 Zaire	94	160	70.2	235	46.9
17 Brazil	458	607	32.5	835	37-6	73 Malta	45	122	171-1	232	90.2
18 Argentina	430	646	50-2	818	26.6	74 Sudan	81	131	61.7	228	74.0
19 India	432	588	36-1	813	38-3	75 Zambia	_	107	_	222	107.5
20 Israel	402	597	48.5	810	35-7	76 Trinidad-Tobago	_	_	_	221	_
21 Portugal	427	571	33.7	760	33-1	77 Tanzania	40	140	250-0	220	57.1
22 Greece	425	606	42-6	758	25-1	78 Cyprus	39	118	202-7	216	83.1
23 Mexico	379	515	35.9	737	43-1	79 Madagascar	54	176	225-9	215	22.2
24 Yugoslavia	389	538	38.3	726	34.9	80 Syria	—	131	—	214	63.4
25 Poland	357	524	46.8	717	36.8	81 Cameroon	38	141	271-1	213	51.1
26 Ireland	308	411	33.4	689	67.6	82 Rhodesia/Zimbab.	109	166	52-3	208	25.3
27 Czechoslovakia	317	485	53.0	676	39.4	83 Puerto Rico	_	132	_	200	51.5
28 Hungary	255	425	66-7	645	51.8	84 Ethiopia	53	109	105.7	195	78.9
29 New Zealand	285	430	50.9	625	45.3	85 Honduras	105	139	32-4	193	38.8
29 South Africa	367	452	23-2	619	36-9	86 Sierra Leone	29	105	262.1	182	70.5
30 Venezuela	277	413	49.1	619	49-9	87 Vietnam (N&S)	(138)	(210)	52-2	181	—
31 Luxembourg	410	510	24-4	586	14.9	88 Haiti	144	150	4-2	177	18.0
32 Chile	337	457	35.6	579	26.7	88 Jordan	64	103	60.9	177	71.8
33 Turkey	341	465	36.4	578	24.3	89 Mauritius	29	66	127.6	166	151-5
34 Colombia	265	372	40-4	554	48.9	90 Guyana	136	78	—	163	109-0
35 Peru	281	407	44-9	529	30.0	91 Libya	44	82	86.4	159	93.9
36 Egypt	288	335	16-3	486	45.1	92 Bangladesh	—	—	—	158	—
37 U.S.S.R	208	332	59.6	482	45.2	93 Togo	24	83	266-7	150	80.7
38 Romania	210	313	49-0	479	53.0	94 Liberia	50	96	92-0	147	53-1
39 Uruguay	311	361	16-1	473	31.0	95 Kuwait	10	56	460-0	146	160-7
40 Philippines	220	338	53.6	466	37.9	96 Benin	13	91	600-0	143	57.1
41 Nigeria	84	263	213-1	464	76.4	97 Barbados	—	32	—	140	337.5
42 Iran	186	272	46-2	447	64.3	98 Congo	13	89	584.6	138	55.1
43 Bulgaria	167	284	70-1	446	57.0	99 Upper Volta	10	69	590-0	130	88.4
44 German DR	106	188	77.4	428	127.7	100 Malawi	—	85	—	128	50.6
45 Korea S	121	238	96.7	414	73.9	100 Saudi Arabia	24	63	162-5	128	103-2
46 Thailand	153	218	42.5	382	75.2 69-5						
47 Malaysia	124	223	79.8	376							
48 Ecuador	172	254	47-7	369	45.3						
49 Iceland	168	244	45-2	366	50.0						
50 Pakistan	243	327	34.6	368	12.5						
51 Morocco	187	282	50-8	360	27.7						
52 Tunisia	139	234	68.3	357	52.6						
53 Kenya	73	185	153-4	346	87-0						
54 Sri Lanka	200	256	28-0	339	32.4						
55 Bolivia	138	224	62.3	327	46.0						

This table is based on 2112 organizations reporting membership for the 17th edition of the Yearbook Ofthese. 186 had membership split into two or more groups of countries (e g full, associate etc) which had to be treated as *separate* organizations in this breakdown
The results are therefore slightly different from those for the 18th edition (see Table 4) which are based on 2119 organizations in which countries were only counted *once* for each organization (by a new computer program)

TABLEAU 3 Pays ayant le plus grand nombre de sièges principaux et secondaires des organisations internationales

Countries	1960	1972	1976					1977			
			A	B	A/0	A/1	B/2	B/3	Total A	Total B	Total A/B
France	424	645	528	363	411	105	359	28	516	387	903
Belgium	206	583	324	293	258	60	370	14	318	384	702
United Kingdom	273	442	434	217	367	69	349	24	426	373	799
USA	266	351	389	833	253	122	1246	49	375	1295	1670
Switzerland	250	346	346	88	263	79	154	23	342	177	519
Netherlands	104	183	161	58	139	17	79	6	156	85	241
Germany FR	49	172	140	95	113	27	135	13	140	148	288
Italy	75	134	125	74	81	35	120	9	116	129	245
Sweden	28	66	71	30	63	12	48	5	75	53	128
Denmark		55	61	29	45	15	42	3	60	45	105
Austria	37	54	48	23	42	9	42	3	51	45	96
India	23	49	38	17	18	22	36	3	40	39	79
Argentina	19	37	42	21	23	16	26	4	36	30	66
Canada	26	36	51	29	17	11	57	4	28	58	86
Mexico	25	34	28	13	2	1	21	2	3	23	26
Japan	11	32	37	17	27	14	35	3	41	38	79
Egypt	17	31	29	23	25	12	48	2	37	50	87
Norway	_	28	32	15	26	4	25	2	30	27	57
Philippines	_	25	26	10	15	17	15	3	32	18	50
Thailand	_	25	26	8	12	10	19	2	22	21	43
Spain	_	_	-	-	25	4	15	2	29	17	46
Venezuela	_	_	_	_	16	10	27	2	26	29	55
Peru	_	_	_	_	12	10	13	1	22	14	36
Brazil	_	_	_	-	8	12	5	2	20	7	27
Senegal	_	_	_	_	9	11	10	1	20	11	31
Kenya	_	_	_	_	14	17	37	2	31	39	70
Czechoslovakia	_	_	_	_	18	6	8	-	24	9	33
Finland	-	-	-	-	20	9	14	-	29	14	43

TABLEAU 4 Villes ayant le plus grand nombre de sièges principaux et secondaires des organisations internationales

Cities	1960	1972	1976					1977			
			A	B	A/0	A/1	B/2	B/3	Total A	Total B	Total A/B
Paris	374	520	408	258	319	73	233	21	392	254	646
Brussels	148	480	254	246	200	42	308	12	242	320	562
London	199	283	268	144	221	36	238	16	257	254	511
Geneva	111	153	168	41	112	40	68	12	152	80	232
New York	85	94	100	173	37	39	321	25	76	346	422
Washington	43	80	72	108	60	15	158	11	75	169	244
Rome	48	79	77	39	46	22	68	6	68	74	142
Zurich	49	65	61	14	51	14	27	3	65	30	95
The Hague	36	60	47	18	36	4	28	4	40	32	72
Vienna	20	46	36	18	31	4	36	3	35	39	74
Stockholm	21	44	41	15	38	7	28	4	45	32	77
Copenhagen	22	34	36	19	24	12	31	1	36	32	68
Buenos-Aires	19	33	39	20	21	14	26	4	35	30	65
Berne	25	30	21	9	19	2	11	_	21	11	32
Cairo	_	30	24	25	22	10	45	2	32	47	79
Mexico (DF)	25	30	27	11	1	1	21	2	2	23	25
New Delhi	12	29	20	12	11	16	14	2	37	16	53
Tokyo	10	27	28	13	21	9	31	3	30	34	64
Amsterdam	16	25	10	22	22	2	17	1	24	18	42
Milan	_	25	24	14	11	7	22	1	18	23	41
Bangkok	_	25	26	7	12	9	19	2	21	21	42
Madrid			_	_	20	2	11	2	22	13	35
Oslo	_	_	_	_	22	2	20	1	24	21	45
Manila	_	_	_	_	12	16	13	2	28	15	43
Caracas	_	_	_	_	14	10	25	1	24	26	50
Lima	_	_	_	_	12	10	13	1	22	14	36
Nairobi	_	_	_	_	14	15	35	2	29	37	66
Praha	_	_	_	_	17	5	6	_	22	6	28
Helsinki			_	_	12	8	10	_	20	10	30
Basel	-	-	-	-	18	3	10	2	21	12	43

PRINCIPES OF THE CONSCIENTIZED INTERNATIONAL EXPERT

Caveat lector

Project participants

1. Participant representativity :

I will only participate in meetings or projects in which the distribution of participants (a) by age, (b) by creed, (c) by race, (d) by ideology and (e) by nationality, reflects, in each case (within say 15 %) that for the world population, or at least for that sub-set with which the project is concerned.

Any imbalance toward a predominance of one age-group, creed, race, ideology, or nationality, or any coalition thereof, runs a considerable risk of restricting the validity of any conclusions (to the degree of that imbalance) for a society in which the interests of each are improperly guaranteed and protected by the others.

2. Sexism :

I will only participate in meetings or projects in which the difference in the numbers of males or females is not greater than (say) 15 %.

Any imbalance runs a considerable risk of restricting the validity of any *conclusions (to the degree of that imbalance) for a society composed of approximately equal numbers of each sex. The dominance of one perspective is not tolerable.*

3. Discipline representation :

I will only participate in meetings or projects in which the disciplines represented reflect the complete spectrum of those which consider that the topic under discussion is related to their concerns and current activities.

In a society bedevilled by complex problems it cannot be expected that any international issue can be appropriately and responsibly discussed in the absence of the insight of disciplines which may provide clues to useful action. It is intolerable that discussion should be dominated by views emerging from one discipline or group of disciplines. It has been remarked that few of the 1800 disciplines would acknowledge that their expertise is not relevant to any complex problem.

4. Qualifications :

I will only participate in meetings or projects in which special care is taken to ensure that those participating are appropriately qualified to guarantee that the discussion and conclusions are of quality commensurate with the best available in institutions around the world and are not influenced by superficial considerations.

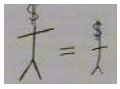
The participation of people who have devoted insufficient attention to the topic under discussion, as recognized by their peers, is irresponsible. If the project is to be of any significance, every effort must be made to protect the project from inappropriate inputs and inadequate insight.

5. Community representation :

I will only participate in meetings or projects in which representatives of the community to be affected participate on an equal footing with outside experts.

It is intolerable, in the light of past experiences of the misuse of expertise, that « experts » should make plans for a community without involving those to be affected right from the start. In doing so, care should be taken to ensure that all factions and minority groups are appropriately and genuinely represented at that level.

6. Economic and social equality :



I will not participate in meetings or projects in which participants are supposed to participate as equals but in which their annual salaries (including financial privileges) differ by a significant amount (e.g. 15%).

I(is unreasonable to engage in projects to reduce economic and social inequalities when the participants in such projects constitute a living and unselfcritical demonstration of such inequalities.

7. Family participation

I will only participate in meetings or projects in which arrangements are made to facilitate the presence and participation of family members including children.

It is *unrealistic to expect that a balanced discussion concerning the problems and future of any community can be achieved when persons representing important dimensions of that community are excluded or allocated a purely decorative role. This procedure further reinforces adult arrogance (usually male) and does much to perpetuate the unenlightened sterility of such proceedings. It constitutes a demonstration of the insidious dynamics whose prevalence in society is of so much concern. And, in so far as it is towards improving the world in which children will have to live, it is only natural that such meetings should be more responsive to childrens' views of the future - rather than designing their world with eyes blinkered by the views and methods of the preceding generation.*

Project facilities

8. Location.

I will not participate in meetings or projects based in cities to which a disproportionate percentage of resources is already allocated at the expense of other locations whose underprivileged condition is consequently aggravated.

It is intolerable that projects to reduce the unequal allocation of resources should constitute a basic demonstration of the mentality which reinforces the continuation of such practices.

9. Transportation :

I will only participate in meetings or projects which do not require use of vehicles constructed by aerospace and automotive enterprises intimately associated with the manufacture of arms and military equipment.

Such enterprises are at the heart of the military-industrial complex and *contribute directly to the arms race, to misallocation of resources, and the aggravation of world problems. Each time such vehicles are used to transport participants the position of such enterprises within the international system is reinforced.*

10. Handicapped :

I will only participate in meetings or projects which make provision for the participation on an equal footing of those who may de physically handicapped, whether confined to wheel chairs, blind, deaf or with a speech impediment.
A physical handicap should not constitute an excuse for disqualifying a participant *particularly when this is reinforced by the design of the conference building, furniture, toilet and audio-visual facilities, and the arrangements made for transport and accommodation. This is especially the case when the project in concerned with problems which may give rise to the handicap by which the person is afflicted and to which that person is uniquely qualified to bear witness*

11, Equipment:

I will only participate in meetings or projects which do not make use of technical equipment (e.g. typewriters, computers, telephones, desk calculators, interpretation equipment, etc.) manufactured or maintained by multinational enterprises.
Aside from making use of scarce resources, and displacing individuals from jobs, such products are often partly manufactured in developing countries under exploitative labour arrangement and are then sold under monopolistic conditions.

12. Ergonomie factors :

I will only participate in meetings or projects which involve use of furniture and time schedules which respect the physiological and psychological needs of participants fas determined by such disciplines as ergonomics).

ft *is unreasonable to expect a group to generate useful results for a wider society when its members do violence to their posture, health and general well-being by the manner is which they are obliged to work. Furthermore, solutions to this difficulty should reflect the needs of individuals from cultures where both the actual furniture and the organization and pace of interpersonal interaction may be very different.*

Working arrangements

13. Holidays:

I will only participate in meetings or projects which respect the national holidays (independence days, etc.) of the countries of the world and the weekly and other holy days of the religions of the world.
It is insulting to a people or a creed to arrange international meeting or project schedules in terms of the practices in one nation or culture whilst ignoring the practice in another which may be less favourably represented. This can only aggravate international misunderstanding as well as reinforce the insensitivity of those from dominant nations and cultures.

Forms of address :

I will only participate in meetings or projects which take account of the appropriate forms of greeting and address to which people from different cultures are accustomed.

ft *is insensitive and possibly insulting, for example, to use the first for*

16. Participant expression ;

I will not participate in meetings or projects in which the speaking is done mainly by a small clique (representing less than 30% of the participants) whilst the remainder, for whatever reason, seldom speak, if at all.

This is an *extremely inefficient use of human resources in which many travel long distances without having the opportunity to express their views and priorities. The more aggressive individuals or those speaking the congress « jargon » fluently, dominate such events which thus stand as models of the oppressive communication practices in the wider society.*

given) name of a person who does not wish to be automatically coopted into the western fraternity which favours this practice.

15. **Group size :**

I will only participate in meetings or projects which call for interaction in groups in numbers not significantly greater than the « critical group size », namely 7-12 participants.

Groups of larger size inhibit the freedom of expression of the less articulate and less aggressive participants whose views may well be both specially relevant and less distorted by needs for personal aggrandisement Larger groups are generally less effective in this mode of operation and therefore absorb considerable person-hours when those in-

volved could better employ their attention on other activities.

Project environment and resource use

17. Resource conservation :

I will only participate in meetings or projects which make deliberate efforts to counter the wastage of natural resources normally associated with such activities.

It is only appropriate that an international project should make use of recycled paper and reuseable envelopes, for example.

18. Meeting budget:

I will only participate in meetings or projects in which the total budget for the preparatory meetings (including travel, accommodation, and cost of work lost) does not exceed a reasonable percentage (say 33 %) of the total annual operational budget (i.e. excluding administrative overheads) of the project.

It is counter-productive to assemble people to engage in projects whose operational budgets are of the same order of magnitude as the cost of their preparatory meetings, and to waste time discussing the details and viability of such budgets.

19. Smoking :

I will only participate in meetings or projects in which smoking in any form is not tolerated.

Smoking fouls the air. It is inconsiderate of non-smoking participants, is bad for the health of smokers and non-smokers, and reinforces the attitudes which ensure continued environmental pollution. It is especially inappropriate in meetings about environmental questions.

20. Alcohol consumption :

I will only participate in meetings or projects enlivened by receptions, banquets or entertainment in which alcoholic beverages are not tolerated.

Alcohol dulls the mental faculties, diminishing the value of participant contributions and thus of the exercise. In addition, it is against the principles of some major cultures and therefore offensive to them. It constitutes a significant waste of scarce resources at a time when budgetary restrictions are increasing and many viable projects go unfunded. Furthermore, it is unseemly that participants should engage in such activity, which often amounts to conspicuous overconsumption, at a time when two-thirds of the world's population is short of food or starving.

21. Meat consumption :

I will only participate in meetings or projects in which the meals provided, available or recommended, do not involve consumption of animal flesh.

Such consumption is offensive to the principles of some cultures and as such is not appropriate to an international project. Delegation of the (often painful) slaughter of such animals, by people who find it distasteful and yet hope to benefit thereby, reinforces the split-minded attitude whereby the slaughter of human beings is tolerated by those who would supposedly prefer not to engage in it themselves. Further, it is

wasteful of agricultural land which could be more efficiently used to produce food for the undernourished two-thirds of the world. The conspicuous waste associated with such consumption (during intergovernmental meetings, for example) is often insulting to those whom the project is supposed to benefit.

22. Energy use :

I will not participate in meetings or projects in which the use of energy (for air-conditioning, central heating, lighting, etc.) is inconsistent with the internationally recognized need to conserve energy resources.

It is intolerable to be associated with projects which are concerned in some way with energy-related issues and yet fail to take account of international recommendations on these matters in connection with their own practices.

Project communications

23. Languages :

I will only participate in meetings or projects in which arrangements are made for interpretation of discussions into and from the working home languages of all the participants, and in which equivalent arrangements are made for the working documents.

It is *intolerable that participants from countries which are already underprivileged in many respects should be obliged to interact using the langages of those countries which have contributed most to maintaining their current state.*

24. Practical action :

1 will only participate in meetings or projects which do not confine their activity to verbal exchanges of ideas but ensure a significant convergence on practical action or real-world problems.

Debate is all too easily a substitute for action. The needed thinking has largely been done, but seldom has any impact on the problems - and that is the problem. New angels continue to be discovered on the pinheads of scholastic discourse.

25. Observer detachment :

I will only participate in meetings or projects in which it is not expected that I should take up an attitude as a detached observer, unaffected and univolved in the societies and issues on which I am supposed to advise.

Such detachment suggests a degree of objectivity which does not correspond to the reality of the situation. At the same time, it establishes an artificial distance from the issues which protects me from any consequences of my actions as well as reducing the credibility of my advice in the eyes of those who should supposedly act upon it.

26. Community dialogue :

I will only participate in projects requiring dialogue with those to be affected by the project if the period of dialogue is extended to a point at which the community in question no longer views those coming from outside as a source of interference in their internal affairs.

It is intolerable thai experts should undertake hit-and-run investiga-

tions of communities. It is well-known that it takes much time for true dialogue to emerge in such situations. It is characteristic of such communities that people who have lived with them for several decades are considered as « foreigners » and not to be wholly trusted. To be worthwhile, as much time as is necessary must be spent with the community in question.

27. Participant interaction :

I will not participate in meetings or projects in which the messages between participants must necessarily pass via some central group which, armed with such excuses as « time ». « relevance », - mailing costs », etc.. regulates or inhibits such communication.

Such communication patterns do violence to the interests which participant factions share, and impede the articulation of those interests, to the advantage of the controlling group. Again it is precisely such practices which reinforce inequalities to which the group should be sensitive and as such erodes its credibility as an instigator of meaningful change.

In view of the interaction between the constraints noted above, it is clearly improbable that any meeting or project will come up to these standards and must therefore necessarily aggravate existing problems in attempting so inappropriately to alleviate them.
I am therefore, through no fault of my own, unable to act meaningfully in terms of the values of the international community - which are my own.
I will therefore refrain from action until events evolve to permit me to act in a manner consistent with these principles. By that time, however, as a continually developing human being, I hope that my principles and standards would have been even further refined (*).

sent on toot **to fetch the** pigeon.

THE EFFECTS OF CONGRESSES ON THE ECONOMIC REGION OF BERLIN

In February 1978 AMK Berlin Company for Exhibitions. Fairs and Congresses Ltd. placed an order with the Forschungsstelle fur Handel (Trade Research Office) to conduct an investigation of the subject « The Effects of Congresses on the Economic Region of Berlin ».

Summary of the results of the investigation

The object of the investigation is to determine the effects of congresses on the economic region of Berlin. The volume of traffic resulting from congresses can be categorized under business travel, and forms part of tourism; measured against the number of visitors to Berlin the share accounted for congress participants from outside the city (excluding accompanying persons) was 19 % in 1978. Of the various economic effects resulting from congresses this investigation includes both direct and indirect, measurable effects, firstly as an indirect effect of the way in which expenditure was distributed, i.e.amount and distribution of expenditure of those persons involved in congresses as participants or organizers, or enterprises and other institutions, in as much as these sums led to earnings on the part of Berlin enterprises, as well as the reasons determining the way in which the expenditure was distributed. Secondly as an indirect effect of the overall influx of purchasing power attributable to the expenditure of all congress participants from outside the city into Berlin in 1978. Thirdly direct effects are seen as the additional tax revenue derived from the influx of purchasing power in Berlin in the case of turnover and profits tax, as well as the significance to the Berlin budget of the additional tax revenue in Berlin.

Additional direct effects were not included; being firstly the multiplicative and accelerative influences on the development of incomes and employment in Berlin, which should be ignored in the case of such a short period of observation, and secondly the increased drawing power of a congress city for Berlin visitors, since the measurement of such a force is precluded by the difficulties involved in the selection of a suitable method.

There have been few investigations on the economic effects of congresses, and the distribution of expenditure by congress visitors and organizers have been particularly neglected, in the case of statistical work carried out on an empirical basis the data is obsolete, unrepresentative or it does not lend itself for generalization for a variety of other reasons.

Thus the primary intention in conducting this investigation was to obtain details regarding amount and distribution of the expenditure of congress participants and organizers, by means of a representative survey, which have resulted in earnings by enterprises in Berlin, and can therefore be seen as an influx of additional purchasing power to Berlin, With this in mind 2,383 participants from outside Berlin, at 25 congresses, along with the congress organizers, were questioned according to sociographic criteria, in particular with regard to distribution of their expenditure; the investigation took place in the course of 1978.

Of congress participants from outside Berlin
87 % were from the remainder of the Federal Republic of Germany and
13 % from abroad; their average age was almost 44.
85 % of congress participants from outside Berlin were men. 15 % were women.

Kurfurstendamm.

45 % of this group of congress participants were employed in the public sector, 25 % were self-employed in the private economy, 5 % were housewives, pensioners or pupils. 4 % were students or undergoing some form of training at the time.

Of the non-Berlin participants in congresses 90 % stated that they regularly attended congresses, an average of 2.4 annually.

42 % of non-Berlin congress participants had been in Berlin within the last five years to attend congresses, three visits being the average number. Financial encouragement in the form of subsidies were received in an amount equivalent to the full cost of their expenses by 17% of non-Berlin participants, whereas 37 % had part of their expenses met by subsidies; 46 % did not receive any subsidy.

Participants coming to congresses in Berlin made their choice of transport as follows : by air, 48 %. 36 % by car, 13 % by rail and only 3 % came by bus or by other means of transport. Just over half of those from outside Berlin were accompanied by another person, an average of 1.2 accompanying persons. Participants remained an average of 4.8 days in Berlin, with 4.3 overnights. 36% of them spent an average 2.4 days in Berlin after their congress; the decision to spend additional time in Berlin was not influenced by the presence of an accompanying person, neither did their having been in Berlin at some time in the past five years to attend congresses.

30 % of participants in congresses who made overnight days -
99 % of all non-Berlin participants - were accommodated in rooms of the category 1 (DM 75,-and upwards),
21 % of participants took rooms in category 2 (DM 56-to 74,-).
16 % were in category 3 (rooms from DM 36- to 55,-)
9 % were in Category 4 (rooms from DM 25,- to 35,-) and
3 % took rooms in the category 5 (DM 20.- to 24,-).
4 % of all participants stayed as paying guests in private quarters and
17 % with friends or relatives.

Charlottenburg Castle.

Non-Berlin participants spent on average DM 204,- daily on themselves and the persons accompanying them;

34 % of this sum was for accommodation inclusive of breakfast,
27% for meals in restaurants, including the entertaining of third parties,
17 % for the purchase of retail goods and services such as hairdressers, cleaning,
10 % for entertainment and edification,
5 % for transport within Berlin,
3 % for telephone, telex and telegrams and
4 % for miscellaneous expenses.

The amount spent depends on the type of congress - the subject of the event. The highest amounts spent daily were by those participating in congresses with a commercial aspect, amounting to an average daily sum of DM 337,- participants in the medical congresses spent an average of DM 206,-; participants in scientific congresses dealing with various subjects and other events accounted for an average of DM 166,-. The distribution of expenditure is to a large extent independent of the nature of the event.

The distribution of expenditure according to the specific event is overlapped by various influences to a certain extent. The relation between distribution of expenditure and age, sex, professional position, subsidization of congress visit, length of stay and type of accommodation was elaborated.

Age influences the amount spent, but not so much the way in which it is spent; congress participants spend more, the older they become, with the exception of the « over 65 » age group.

Sex influences the amount of money and the way in which it is spent; male congress participants spent approximately DM 40.- per day more than their female counterparts, but relatively and absolutely speaking women spent more than men.

Professional position primarily influences how much is spent; self-employed people spent most per day (DM 265,-), students and those undergoing training spent the least (DM 101,-). This latter group, in their spending patterns, deviated strongly from the general distribution of expenditure, giving less for accommodation and purchases and more for entertainments.

Subsidies for visitors to congresses play a minor role in determining the amount and distribution of expenditure.

The length of stay influences the amount and distribution of expenditure, whereby in the case of longer stays expenditure increased for the first three days and then remained static; these increased expenses were to cover accommodation and purchases on the part of the congress participant.

There is a close correlation between the type of accommodation and the amount and distribution of expenditure : congress participants utilized altogether a third of their expenditure for accommodation; according to the type of accommodation the share varied considerably. Whereas those participants in congresses accomodated in rooms of the category 1 spent just on DM 300.- daily, those staying with friends and relatives only spent about DM 100,- per day. The money saved on accommodation was spent partly on meals, and partly on entertainment and purchases, but not in an amount equivalent to the sum saved on accommodation, so that lower expenditure on accommodation was accompanied by tower daily expenditure.

Berlin Museum.

Type and duration of the event and the number of its participants are major factors in explaining distribution of expenditure on the part of congress organizers.

On average congress organizers spent DM 233.- per participant, per participant per day this works out at DM 83.-, which amount accrued to enterprises in Berlin.

Of congress organizers' expenditure
24 % was accounted for by fees and expenses for speakers,
21 % for the hire of rooms and equipment for the event;
17 % went on preparations and
14 % on the implementation of the congress, i.e. congress secretariat;
9 % for the social programme, e.g. visits to places of cultural interest,
8 % for catering for congress participants,
6 % for interpreters' and hostesses' fees and
1 % for the transport of congress participants within Berlin.

Added together, the expenses of the congress organizer per day and non-Berlin participant, and the expenditure by the non-Berlin participant per day provide the turnover in Berlin per non-Berlin participant and congress day; per non-Berlin participant in congresses this amounts to approximately DM 290.- daily.

To obtain the overall influx of purchasing power to Berlin resulting from congresses the overall expenditure of non-Berlin congress participants and of the congress organizers per participant must be computed with the number of non-Berlin participants at all congresses. According to the Berlin Tourist Office in 1978 there were 220,000 non-Berlin congress participants in the city; the influx of purchasing power resulting from the expenditure by these participants amounted to DM 214.8 million during this period, the influx of purchasing power from the expenditure by the congress organizers was DM 51.3 million, giving a grand total of dm 266.1 million.

The additional revenue accruing to the turnover and profits tax (income tax, corporation tax. local business profits tax), the major components of the German taxation system, amounted to approximately DM 17.9 million. If one bears in mind the distribution of taxation between the Federal authorities and the individual « Lender » the effects of this additional tax revenue on the Berlin budget should be estimated as being somewhat lower. The importance of this additional tax revenue for the Berlin budget can only be roughly estimated; giving an approximate sum of DM 4.8 million.

Les organisations internationales - intergouvernementales et non gouvernementales - participent activement à la préparation de la conférence mondiale sur te tourisme.
Après une longue série de consultation auprès des Etats, du secteur opérationnel touristique, d'experts de nombreux secteurs autres que le tourisme, l'OMT à organiser à Madrid en juin 1979 deux consultations sur la préparation de la Conférence mondiale sur le tourisme convoquée à Manille (Philippines) en septembre 1980, qui réunissaient l'une les représentants des organisations intergouvernementales, l'autre ceux des organisations non gouvernementales.

La Conférence a pour objet, en premier lieu, de clarifier la nature réelle du tourisme dans la société moderne et, partant, de déterminer les responsabilités nouvelles qui incombent aux Etats en matière de tourisme. Elle sera, dans un second volet, appelée à traiter de questions qui demandent une attention immédiate, telles que la facilitation, le financement, la formation professionnelle, l'informatique, la promotion et tout autre sujet déterminant pour l'évolution du tourisme.

Les représentants des organisations intergouvernementales, au nombre desquelles figuraient la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Bureau international du travail, la Communauté économique européenne, le Conseil de coopération douanière, l'Organisation des Etats américains, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, se sont essentiellement penchés sur les aspects socio-économiques à long terme entrant dans le premier volet des objectifs de la Conférence.

Les représentants des organisations non gouvernementales, au nombre d'une trentaine, ont plus particulièrement donné leurs avis sur les documents traitant des besoins à court terme, plus techniques qui seront abordés dans le deuxième volet.

Les uns et les autres ont formulé diverses propositions constructives concernant leur participation à la promotion de la Conférence et à son déroulement

Rehabilitation

The Canadian Rehabilitation Council for the Disabled has been selected to host the 1980 World Congress of Rehabilitation International.

In advance of the 1980 World Congress of Rehabilitation International there will be six pre-Congress seminars held the week immediately preceding the Congress.

These seminars are scheduled to be held in Vancouver, Ottawa, Kingston, Toronto and in the Congress host city of Winnipeg,

The opening event is to be a multi-media presentation (using the latest technical developments in audio-visuals) to review developments in rehabilitation, and changes in attitudes towards the disabled as seen through media presentation on disability and rehabilitation during the last 25 years.

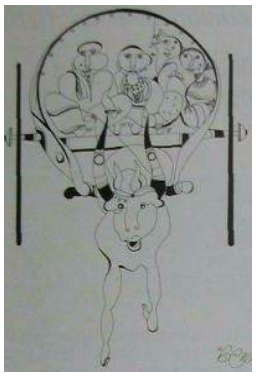
The Plenary Session will be focused on the prevention of growing causes of disabling factors and the integration of the disabled into the community. To accomplish this will give the Congress a true meaning and purpose for the next decade.

The organizers anticipate having a greater number of disabled people participating than ever before.

They are therefore carefully assessing the accommodation and local transportation situation to make certain that it will cope with these special needs. The Convention Centre in Winnipeg is completely accessible and poses no problems for accommodating disabled delegates.

Arrangements are also made to provide a Congress program in Braille as well as a Braille exhibition map. The major plenary sessions (and as many other sessions as possible) will be interpreted in sign language for the deaf.

The 1980 World Congress symbol, designed by Théo Dimson. a renowned Canadian graphic designer. The small interlocking circles represent integration of the disabled. The large interlocking circles represent global integration and cooperation. The outer circle symbolizes the globe.



The International Conference of Parliamentarians on Population and Development

On August 28. 1979, parliamentarians from an estimated 50 countries gathered in Colombo, the capital of Sri Lanka, for a five-day International Conference of Parliamentarians on Population and Development The Conference was co-sponsored by the Inter-Parliamentary Union (IPU) and the United Nations Fund for Population Activities (UNFPA).

Selected Discussion Topics

- World Population Trends and Prospects.
- Government Laws and Policies.
- » The Status of Women in Family Law. Literacy and Health.
- Employment Policies, Rural to Urban Migration and Appropriate Technology.
- Economic Growth with Equity and a New Economic Order.
- Environmental Impact and World Resources.
- Community Participation in Motivation and Service Delivery Programs.
- International Coordination of Donor Policies.
- Research Priorities and Governmental Responsibilities.

Urban life and the child

The World Union for the Safeguard of Youth is organizing, in collaboration with the « Conseil du Quebec de l'Enfance Exceptionnelle », in Montreal, from October 31 to November 4, 1979, an international congress on the theme « Urban life and the child ».

This congress, which will bring together representatives of all the social and socio-educative professions along with those involved in town-planning and equipment, is conceived as a framework for questions as to the reception which the city, in its present structure and future development, can give to a child or group of children;as to what it can contribute to their equilibrium, their development, their fulfillment and their social advancement.

Are not the necessities of our time gradually making the city become dangerous, because of its overdevelopment and its distorted development ? Are there not thresholds of concentration and population beyond which this structure, intended for defense and progress, becomes a structure of aggression and of dangers ?

Are not physical and political systems, the modern driving forces of development, becoming more important than biology, psychology and sociology, which should be its essential factors ? Are they not in danger of becoming factors of technical and social power that will permit certain

And finally, is urban life a factor for equality of opportunity, or, on the contrary, is it a creator of power and domination with their corollaries : envy, concentration, insecurity, anxiety and aggressivity ?

Does the child find in the urban environment a place which will permit him to develop, fulfill himself and progress without running great risks ?

These are some of the questions which the congress will have to answer. It is hoped that this international and interprofessional dialogue will result in suggestions and recommendations concerning ways of planning urban life in such a way as to permit the satisfaction of the child's needs and his fulfillment.

F.E.V.C.

La prochaine Assemblée Générale de la Fédération Européenne des Villes de Congrès aura lieu à Lisbonne les 5 et 6 novembre prochain.

Elle sera procédée d'une journée de travail ayant pour thème: influence d'un palais des congrès sur une ville.

Ce sujet sera abordé sous différents angles par les orateurs qui traiteront des points suivants:

M. Lageirse, Président de l'Association Internationale des Palais de congrès : les Palais de congrès en Europe : raison d'être; choix d'un type de palais de congrès; construction nouvelle; rénovation.

M. du Roselle, Directeur du Centre International de Paris : fonctionnement, gérance, techniques nouvelles, rapports avec les autorités, situation de l'hôtellerie avant et après le construction du palais des Congrès de Paris.

M. Reynders, Directeur de Philips : le préfinancement d'un centre de congrès.

Le Professeur Dreyfus de l'Université de Strasbourg : Congrès international et sociologie de la rencontre.

M. I. Akerblom. Directeur Passengers Sales SAS: Le rôle d'une compagnie aérienne dans le marketing des congres.

Les questions relatives à l'interprétation : interprètes et équipement seront également à l'ordre du jour.

The « Fédération Européenne des Villes de Congrès » recently held their annual Board Meeting in **Brighton**
Left to Right : Mme. Odette Mot (Brussels) Vice President; Antonio da Zulueta (San Sebastian) **Board** Member: **Henk Borgman,** Martinihal Conference Centre. Groningen (President); **Jens** Elers (Copenhagen) Treasurer and Michael Clark (Brighton) Executive Director.

Nouvelle édition française 16/18 • La dernière édition date de 1974

Annuaire des Organisations Internationales 1980

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul Annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations" internationales.

10.000 organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales y sont décrites. (4.300 dans la dernière édition française, 8.300 dans la dernière édition anglaise).
Chaque notice donne les informations suivantes :

- nom en français, anglais et autres langues s'il y a lieu
- adresses principale et secondaires
- nom du secrétaire général
- historique
- buts, structure
- commissions techniques et régionales
- personnel et finances
- relations consultatives
- principales activités et programmes
- lieux et dates des réunions les plus récentes (passées et futures)
- publications périodiques ou non
- membres et leur nationalité.

13 index différents:

- Index des organisations en français, en anglais et autres langues notamment: allemand, espagnol, italien, néerlandais, danois etc...
  Au total 50.000 références
- Index des sigles/abrëviations : 7000 références
- Index analytique anglaise et index analytique français : 46.000 références
- Index géographique : organisations regroupées par lieu du siège
- Index des noms de personnes
- Liste par catégories ;
  1. Organisations regroupées par domaine d'activité
  2. Organisations regroupées par zones d'intérêt géographique.
- Liste chronologique par dates de fondation
- Liste des Instituts à vocation internationale
- Liste des fondations à vocation internationale.

Publié par
Union des Associations Internationales
Date : octobre 1979

Prix 3.000,- FB ou équivalent en d'autres devises.
UAI, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique.

A: UAI, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique

BON DE COMMANDE

Prière d'envoyer dès parution

..... exemplaire(s) de l'ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 1980. Edition Française 16/18.
au prix de 3.000,- FB l'exemplaire.

NOM .....

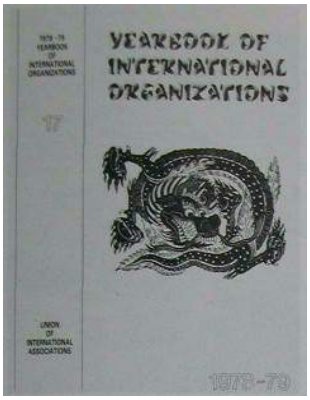
ADRESSE .....

- Veuillez trouver ci-joint un chèque d'un montant

de ..... -

- Veuillez nous adresser une facture.
- Nous sommes intéressés aux suppléments à l'Annuaire (changements d'adresses et de titres) qui paraîtront au cours de l'année 1980, abonnement 900 F6.

Mode de paiement :
Bruxelles : Compte chèque postal n° 000-0034699-70 ou
Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.
Genève : Compte courant n° 472,043.30 0 à l'Union des Banques Suisses.
Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).



8th SUPPLEMENT
Changes of address and/ or name

Seme SUPPLEMENT
Changements d'adresse et/ ou de nom

. Ce supplément au Yearbook of International Organizations, 17e edition comporte les modifications suivante dont nous avons été informés :

1° **le(s) nom(s) des organisations.** Les noms sont donnés ci-dessous en anglais et français, parfois en anglais seulement pour la section B (comme dans le Yearbook), Lorsque des noms en d'autres langues que le français et l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement après le numéro de rubrique par les mentions «(name) » ou «(name and address) ».

2° les adresses des organisations. La nouvelle adresse est donnée à la place de l'ancienne; lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une même organisation, les adresses qui ne changent pas sont indiquées » same address as before » ou •(no change ». L'indication « Last known location » suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse mentionnée dans le Yearbook n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la domiciliation actuelle.

3° **les noms de secrétaires généraux** (SG). Présidents (Près) récemment nommés.

4° **les organisations dissoutes** («Dissolved ») et celles provisoirement sans activité («Dormant »).

This supplement to the Yearbook of International Organizations, 17th edition contains the following changes of which we have been informed ;

1° **The name(s) of organizations :** The names are given below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found. If they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by : « name » or « name and address ».

2° The addresses of organizations: The new address is given in the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are indicated by » same address as before ». or « no change ». The indication « Last known location » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.

3° **Names of Secretaries General** (SG). Presidents (Près) recently nominated.

40 Dissolved organizations and those which are provisionally dormant are appropriately indicated.

SECTION B

B 0150 **Association of the Margarine Industry of** the EEC Countries (IMAGE)
Association des industries margarinieres des pays de la Cee (IMAGE)
SG A F Franche, same address as before.

8 0254 Nordic Sami **Council**
SF-99980 Ohcejohka. Finland. T. 997 71276.

B 0370 American Society of International Executives (ASIE)

B 0391 **Association of Young European Federalists**
Association des jeunes européens fédéralistes (AJEF)

B 0536 American Union of Occupational Medicine
Union Americana de Medicina del Trabajo
Last known location . Rio de Janeiro, Brazil.

B 0587 International Association of Cancer Victims and Friends (IACVF)
Last known location Los Angeles CA. USA.

B O626 UN We Believe

B 0652 Institute for Cultural Action

27 Chemin des Crêts, CH 1218 Grand-Saconnex/Geneva. Switzerland. T. 98 91 77. Tx ACTION Genève.

B 0727 International Society of Neuropathology
Société internationale de neuropathologie
SG Henry de Fores! Webster. Building 36. Room **40-04.** National Institute of Health. Bethesda MO 20014, USA.
Contact Dr Marion Smith. National Hospital for Nervous **Diseases,** Queen Square. London WC1N 3BG, UK.

B 0739 Crisis Intervention Counsellor's Association

B O927 Federation of Afro-Asian Insurers and Reinsurers (FAIR)

Registered Office 14 Gawad Hosny Street, Cairo. Egypt.

B 0941 European Health Club
Club européende la santé
Registered Office : 9 Bd des Capucines, F-75002 Paris, France.

B 0978 International Kart Féderation (IKF)
Last known location: Glendora CA, USA

B 0988 Orb Foundation
Europe same address as before.
USA Suite 8A. 496 W End Ave. New York NY 10024. USA.
B 1044 World Wide Avon Bottle Collectors Club (WWABCC)
Last known location: Detorit MI, USA
B 1102 British Institute of International and Comparative Law
Charles Clore House. 17 Russell square. London WCIB 5DR. UK.
B 1177 Auto **Enthusiasts International** (AEI)
Box 31 A, Royal Oak MI 48068. USA.

B 1196 Area Foundation
Last known location : New York NY. USA.

B 1202 International Liaison
Last known address : Bloomfield NJ. USA.

B 1222 International Association for the Philosophy of Law and Social Philosophy
Association internationale de philosophie juridique et économique
Box 1120. Washington University. St Louis MI 63130. USA.
American Section same address as before.

B 1566 Institute of Communication Research
Last known location ; Urbana IL. USA.

B 1684 International Graphic Arts Society (1GA$)
Last known location New York. USA.

B 1691 International Congress of Americanists
Congrès international des americanistes
c/o Société des americanistes SAM. Musée de l'homme, place du Trocadéro. F-75116 Paris. France.

B 1868 International Film Importers and Distributors of America (IFIDA)
Last known location New York. USA.

B 1885 International Ré-Education Foundation (IRF)
Last known location : San Francisco CA, USA.

B 2006 International Federation of Small and Medium-sized Industrial Enterprises
Federation Internationale des petites et moyennes entreprises industrielles (FIPMI)
Rue du Congrès 3. B-1000 Brussels. Belgium. T 2193434

B 2O47 Indian institute for Educational and Cultural Co-operation
Last known address : Bombay. India.
B 2214 International Preparatory Committee of the World Festival of Young and Students
Last known location: la Habana , Cuba
B 2234 Frieda Foundation

Last known location : New York. USA.

B 2391 Information and Development

Information et developpement

SG Léon Valette. 152 rue Valduc. B-1160 Brussels. Belgium.

B 2470 Population Institute (PI)
110 Maryland Ave NE. Washington DC 20002. USA.
Contact (same name and same address as before).

B 2532 French-Language Vascular Surgery Society
Société de chirurgie vasculaire de langue française
SG Jean Langlois. Hôpital Marie-Lannelongue, 133 av de la Résistance, F 92359 Plessis-Robinson. France.

8 2533 International Educational Development (IED)
Headquarters 815 Second Avenue. New York NY, USA.
4401 East-West Highway. Bethesda MD 20014. USA.

S 2579 (new name and new address) Policy Studies Institute (PSD
Director Dr John Pinder. 1/2 Castle Lane. London SW1E 6DR UK. T. 828 70 55.

B 2653 Population Crisis Committee (PCC)
Comité de la crise démographique
Suite 550. 1120 19th Street NW. Washington OC 20036. USA.

B 2685 Permanent Commission for the South Pacific
Commission permanente du Pacifique sud (CPPS)

Secretariat général Sinchi Roca 2699 Lima 14, Peru T 2291 83 C PACIFICOSUR

B 2785 French-Language Infant Pneumology and Physiology Group
Groupe de pneumologie et physiologie infantile de langue française
SG Dr Jean Hanoteau. Centre Albert Calrnette 1 rue de la Grange F-91330 Yerres. France.

B 3117 (new name and new address) International Federation of National Associations of Tyrespecialists and Retreaders
Bureau international permanent des associations de vendeurs et rechapeurs de pneumatiques (BIPAVER)
SG F J Mulder. PO Box 175, 2200 AD Noordwijk Netherlands T 31 1719 19217. Tx 39122.

B 3154 International Slurry Seal Association (ISSA)
Last known location : St Louis (Bridgeton) MO, USA,

B 3177 Asian Committee for People's Organization (ACPO)
Last known address : Manila. Philippines.

B 3233 International League for the Repatriation of Russian Jews
Last known address : New York NY. USA.

B 33O9 Teams of Workers for Peace
Equipes de la paix (EIP)
2 route de Malagnou. CH-1208 Geneva. Switzerland. T. 46 1772. Tx EQUIPAX.

B 3357 International Doll Association (IDA)
Dissolved 1977.

B 3430 World Food Council (WFC)
Conseil mondial de l'alimentation

Exec Dir Maurice Williams, same address as before.

B 3474 Bible Memory Association International (BMA)
1298 Pennsylvania. St Louis MO 63130, USA.

B 3523 Committee on Pan American Policy
Last known location : New York NY. USA.

B 3549 International Association of Convention and Visitors Bureau (IACVB)
Association internationale des bureaux de congrès et de tourisme
Exec Director Richard Newman. 702 Bloomington Rd, Champaign IL 61820. USA.

B 3554 Prospectors Club International (PCI)
Près Ron David. PO Box 1057, Anderson IN 46015. USA.

B 3568 World Ose Union
Union mondiale Ose
24 avenue Pictet-de-Rochemont. CH-1207 Geneva. Switzerland.

B 3619 International Association of Women Ministers
1464 W 101 St. Cleveland OH 44102. USA

B 3621 (new name) Arab Chemical and Pharmaceutical Corporation

S 3651 International Union of United Brewery, Flour. Cereal, Soft Drink and Distillery Workers of America
300 S Ashland Blvd. Chicago IL 6O607. USA.

B 3692 Inter-American Juridical Committee
Comité juridique inter-américain

Contact Dr Jose Joaquin Caicedo Castilla. Rua Senador Bergueiro 81 - 3ro Andar. Rio de Janeiro RJ. Brazil.

B 3921 Centre for Research on International Institutions
Centre de recherches sur les institutions internationales

Contact John Goormaghtigh. 11A avenue de la Paix, CP98, CH 1211 Genève, Suisse. T. 342350 - 342359. C. Interpass Genève. Tx 28167 PEACE CH.

B 3985 Institute of International Order

Last known location ; New York NY. USA.

B 3986 Latin American Studies Association (LASA)
Secretariat 911 W High Street, Rm 100. Urbana IL 61801. USA.

B 3997 World Federation of Proprietary Medicine Manufacturers (WFPMM)
Federation mondiale des producteurs de specialistes pharmaceutiques grand public
SG K H Reese. Breite Sir 1. D-5 Köln 1. Germany FR.

B 4042 International Association of Managing Directors (IAMD)
Association internationale d'administrateurs délégues
Last known location : Dallas TX. USA.

B 4O77 United Women of the Americas
Union des femmes des Amériques
Last known location New York NY. USA

B 4079 Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS)

European Headquarters, Director Leonard Seidenman. 75 rue de Lyon,

B 4164 International Association of Space Philatelists (IASP)
Pres William P York. PO Box 302. Yonkers NY 10710. USA.

B 4312 Inter American Centra for Training In Public Administration

B 4363 Institute of International Relations
Director Mark W Zacher. University of British Columbia. 2075 Wesbrook Mall. Vancouver BC V6T 1W5. Canada.

B 4385 International Guild for Infant Survival
Exee Director Tom Moses. 510 Filth Street NW. Washington DC 20022 USA.

B 4424 International Doll Makers Association (IDMA)
3364 Pine Creek Dr. San Jose CA 95132. USA.

B 4441 International Desert Racing Association (IDRA)

B 4460 International Walter League
Last known location : Chicago IL. USA.

B 4591 European College for the Study and Evaluation of Bodily Damage

Contact L Derobert. U E R de Médecine légale, 2 place Mazas. F-75012 Paris. France.

B 4702 Cultural Union for International Exchanges
Union culturelle pour les échanges internationaux
35 me des Francs-Bourgeois, F-75004 Paris. France, T. 887 4641.

B 4809 Associated Church Press of the Western Hemisphere (ACP)
326 W State St. Media PA 19063. USA.

B 4834 Latin American Forum

B 4887 Spartan International
Dissolved 1977.

B 4891 Technoserve, Inc
Last known location : Greenwich CT. USA.

B 4917 European Association of Audiophonological Centers (EACC)
Association européenne des centres d'audiophoriologie (AECA)
Contact Alain Morgon. Hôpital Ed Herriot, Pavillon U. F-69O03 Lyon,

B 4975 Afro-Asian Federation for Tobacco Producers and Manufacturers (AFASTOF)
Last known address : Cairo, Egypt.

B 5092 Petroleum Philatelic Society International (Petrophil)
Dissolved 1978.

B 5239 National Conference of Black Lawyers
Last known location : Brooklyn, USA

B 5437 Church Women United (CWU)
Headquarters 475 Riverside Owe, New York NY 10017, USA.
Representative at UN (same name and same address as before).

B 5525 Caribbean Investment Corporation (CIC)
Gen Director G R E Bullen. Montplaisir Building. 27 Brazil Street PO Box 731. Castries, St Lucia. Caribbean.

B 5593 European Society for Dermatologies I Research

Contact Ch M Lapiere, Service de dermatologie. Hôpital de Bavière, Bd de la Constitution 66. B-4020 Liege, Belgium.

B 5792 Inter-American Council for Education, Science and Culture (EIECC)

Chairman of the Exec Perm Committee Dr Enrique Martin del Campo. 1735 Eye Street NW. Room 1122. Washington DC 20006. USA. T (202) 381 8794.

B 5951 International Commission on Diplomacy

Contact Prof R H Bautier. 35 rue de Turenne, F-75003 Paris. France.

B 6042 International Research Group for Carcinoembryonic Proteins (IRGGP)

Contact F G Lehmann, Dépriment of Medicine. E Mannkopffstrasse 1. D 3550 Marburg Lahn, Germany FR.

8 6248 Universal Federation for French

47 rue de Lille, F-75007 Paris. France.

B 6323 International Business Communications Centers (IBCC)

B 6326 Council for Asian Manpower Studies (CAMS)

B 6351 European Christian Student Youth

Sec Jan Dereymacker. rue de la Caserne 67. B-1000 Brussels, Belgiurr
Pres Karel Van Damme, same address as before.

B 6359 International Institute for Graphology Research
Institut international de recherches graphologiques
13 avenue Robert Schuman, F-92000 Boulogne. France.

B 6414 European People's Party (EPP)
Partir populaire européen (PPE)
SG Jean Seitlinger. 2 Place de l'Albertine. B-1000 Brussels. Belgium T 5128367.

B 6425 International Association of Thalasotherapy

Sec Prof D Leroy, 6 rue Lafayette, F-35000 Rennes. France.

The 16-18th edition of the Yearbook of International Organizations

- in French - is available now.

*The next edition - **in English** - will appear in 1981*

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

19th EDITION

1979

Les informations faisant l´objet de cette rubrique constituent les suppléments au «Annual International Congress Calendar» 19e édition, 1979

Le signe • indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

This calendar is a monthly supplement to information listed in the «Annual International Congress Calendar» 19th edition 1979

The sign • indicates supplementary information of modification to previous announcements.

9e Supplément

1979 Nov 5-10 **Chieng Mai** (Thailand)
Commission for Research on Natural Resources/Scientific **Committee on the Problems of the Environment/UNEP,** Int Nitrogen Unit. Workshop on cycling in South East Asian wet monsoonal ecosystems. (YB n° B 2321/B 4161)
SCOPE/UNEP Int Nitrogen Unit. The Royal Swedish Academy of Sciences. Fack.S- 104 05 Stockholm.

1979 **Nov 12-16** **Vienna (Austria)**
UNIDO, Industrial Development Board 1 st Special session P 300. (YB n° B 3386)
UN/DO. *PO Box 707, A-1011 Vienna.*

1979 Nov 13-14 **New York (USA)**
New York Academy of Sciences. Conference on the history and performance of long-span bridge structures.
Conference Department The *New* York *Academy of Sciences. 2 East 63rd Street, New York* 10021

1979 Nov 13-15 **Harrogate (UK)**
Association of Consulting Scientists. Symposium on « Post-harvest food crop conservation».

ACS. Secretary. **Owles** *Hall. Buntingford.* Herat *UK.*

1979 Nov 13-16 **Berlin (West)**
Federal Institute for Materials Testing. Berlin. Int symposium on the production and use of reference materials.
Prof. Dr *R Neider. BAM. Unter den Eichen 87. D- 1000 Berlin 45.*

1979 Nov 15-16 **Paris (France)**
Int Chamber of Commerce. Symposium on management of risks. (YB n° A 1490)
Secretariat du *Comae National* **Belge** *de le CCI, Coudenberg 70. B-*1000 *Brussels.*

1979 Nov 20-23 **Dresden (German Dem Rep)**
Friedrich List College of Transport and Communications. Department of Physics. 3rd Int seminar on magnetism
Prof Dr K. Elk. Hochschule für *Verkehrswesen Friedrich List Wissenschaftsbereich Physik. Postfach 103. DD-8072 Dresden.*

1979 Nov 26-28 **Boston (MA, USA)**
Materials **Research** Society. Int symposium on the scientific basis for nuclear waste management
C.J. Northrup. Chemical *Technology Division* - ***5812. Sandis Laboratories.*** *PO Box* 5800. *Abuquerque, NM* **87185.** ***USA.***

9th Supplement

1979 Dec 3-5 **San Antonio (TX. USA)**
Int symposium on continuum spectra of heavy ion reactions.
Ms *Molly Alien. Cyclotron Institut», Texas A and* M *University. College Station. TX 77843. USA.*

1979 Dec 10-12 Miami Beach (FL. **USA)**
2nd Miami Int conference on alternative energy sources.
T Nejat *Veziroglu, Clean Energy Research Institute, University of Miami.* PO *Box 248294, Coral Gables, FL 33124. USA.*

1979 Dec 17-21 **New York (USA)**
Int conference on nonlinear dynamics.
Robert H.G. Helleman, School of Physics. Georgia *Tech.. Atlanta. GA* 30332. *USA.*

1979 Dec 17-21 **Orlando (FL. USA)**
Society for Optical and Quantum Electronics. 2nd Int conference on lasers and applications : Lasers 79.
Lasers 79, *PO Box 245, McLean, VA 22101. USA.*

1980 Jan 6-11 San **Juan (Puerto Rico)**
Int conference on developments in anatomic plasma spectrochemical analyses, inductively

coupled microwave and d.c. plasma discharges.
Winter Conference 1980. ICP Information Newsletter, Chemistry-GRC Tower I. *University of Massachutsetts, Amherst, MA 01003, USA*

• 1980 Jan 7-12 **Tel Aviv (Israel)**
1 st Int congress in Israel on expanding early childhood education : A challenge for the educator. In association with the int year of me child. P : 300.
Dr Nehama Nir-Janiv. Director. Department of Early Childhood Education. Ministry of Education and Culture, 39 Shaul Hamelekh Blvd. Tel Aviv.

1980 Jan **13-18** **Palm Beach (FL,** USA)
Int Association of Wiping Cloth Manufacturers. Conference. P: 350. Ex.
R.J. Mayer. 300 *W Washington. Chicago. IL 606O6. USA.*

1980 Jan 16-Feb 6 **Netanya and Jerusalem (Israel)**
Education convention on biblical studies |3 Separate weekly sessions). P 450
Dr James E. Ridgway. *Educational Opportunities Inc. PO BOX* ***6O67.*** *Lakeland. FL 33808. USA*

1980 **Jan 21-25** **G**armisch-Pertenkirchen (Germany Fed Rep)
European Physical Society Meeting : Liquid crystals of one- and two-dimensional order nad their applications. (YB n° A 0834)
W. Helfrich, Inst. f. theoretische Physik, Freie Universität, Arnimallee *3. D-1* Berlin *33*

1980 Jan 28-30 Houston (TX. USA)
Cooling Towers Institute. Congress. P : 500
Dorothy Garrison. 9030 *N.* Freeway. Suite 216, Houston. *TX 77037.*

1980 Jan 28-30 **Lake Tahoe (NV, USA)**
Optical Society of America. 5th Topical meeting on integrated and guided wave optics.
*Optical Society of America. Suite 620,*2000 L Street *NW. Washington,* DC 20036, *USA.*

1930 Jan 30-Feb 1 San Juan (Puerto Rico)
North American Blueberry Council. Meeting. P : 200.
Phil Sheridan. PO Box 166 *Marmora. NJ* 08223. US4.

1980 Feb 5-6 **Los Angeles** (CA. USA)
Cleaning, finishing and coating processes seminar.
Marge *Smith. SAMPE. PO Box 613. Azusa. CA 91702. USA.*

1980 Feb 10-13 **Las Vegas** (NV, USA)
Helicopter Association of America. Congress. P : 7800. Ex.
RA *Richardson. 1156 15*th Street *NW. Suite 610. Washington. DC 20005. USA.*

1980 Feb 17-27 Jerusalem (Israel)
World Union of Progressive Judaism. Annual conference, P : 1000. (YB n° A 3590)
Rabbi Richard Y. Hirsch, Executive Director, World Union for Progressive Judaism, 13 King David Street *Jerusalem.*

• 1980 Feb 18-22 Vienna (Austria)
Int Atomic Energy Agency/OECD Nuclear Energy Agency, int symposium on management of gaseous wastes from nuclear facilities. (YB n° A 1383/B 0816)
Robert Najar, Conference Service Section. IAEA, PO Box 590. A-1011 Vienna.

• 1980 Feb 21-25 Bombay (India)
World Federation of Associations of Pédiatrie Surgeons. World congress. (YB n° A 4487)
Prof. R.K. Gandhi. Dept of Pediatric Surgery. KEM Hospital. Parel. Bombay 400 012.

1980 Feb 24-Mar 1 Tel Aviv and Arad (Israel)
Symposium on etiotogical and therapeutical aspects of asthma. P : 200.
Dr M Frank. Chairman. Chaim Sheba Medical Centre. Tel Hashomer. Israel.

1980 Feb 27-29 Vienna (Austria)
Wire chamber conference.
M. Régler. Institut für Hochenergiephysik. Nikolsdorfer. 18. A-1050 Vienna.

1980 Mar 5-9 Pittsburgh (PA. USA)
Conference on analytical chemistry and applied spectroscopy.
E.S. Hodge. 440 Fifth avenue, Pittsburgh. PA 15213.

1980 Mar 9-13 **New Orleans (LA, USA)**
American society of Mechanical Engineers. 25th annual int. gas turbine conference and

products show.
Thomas E. Stott. President. Stal-Laval Inc.. 400 Executive Boulevard. Elmsford. NY 10523. USA.

1980 Mar 9-14 Moshav-Shoresh (Israel)
European Molecular Biology Organization. Meeting on muscle cell culture in the study of gene expression during differentiation. P : 40-50. (YB n° A 0811)
Prof David Jaffe. Chairman. Department of Cell Biology. Weizmann Institute of Science. PO Box 26. Rehovot Israel.

1980 Mar 10-30 Buenos Aires (Argentina)
Int Telecommunication Union. Conference administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectometriques (Région 2). (YB n° A 2622)
ITU. Place des *Nations. CH-1211 Geneva* 20

1980 Mar 12-14 Versailles (France)
Int symposium on distributed data bases.
IRIA. Domaine de *Voluceau. PO Box 105. F-78150 Le Chesnay. France.*

1980 Mar 18-21 Colorado Springs (CO, **USA)**
Direct Mail/Marketing **Association.** Conférence.
Amy Rupp. 1730 K Street NW. Suite 905. *Washington, DC* 20006. *USA.*

1980 Mar 20-21 Miami Beach (FL, USA)
Alena Enterprises of Canada. Int chromatography conference.
Alena Enterprises of Canada. POBox 1779, Cornwall. Ontario. Canada K6H 5V7.

• 1980 Mar 23-26 **Brussels (Belgium)**
ASUB/Association Nationale de la Recherche Technique/Bibliothèque Royale de Belgique. « Eurim 4 » - European conference on innovation in primary publication : Impact on producers and users.
Conference *Organiser. Aslib, 3 Belgrave Square. London* SW1X *8PL. UK.*

1980 Mar 24-28 **Stuttgart (Germany, Fed Rep)**
4th European conference on etectrotechnics : Eurocon 80.
VDE, *Lautenschlagerstrasse 21. D-7000 Stuttgart 1.*

1980 Mar 25-28 Berlin (West)
German Nuclear Society/German Atomic Forum. Meeting on nuclear reactors.
Dr K G. Bauer, Deutchland Atomforum. Heossallee *W. D-5300 Bonn 1. Germany Fed* Rep

1980 Mar 26-28 **Paris (France)**
Investment Clubs. Int congress. P: 600
Palais des *Congrès. 2 Piece de ta Porta Maillot, F-75017 Paris.*

1980 Mar 27 **Paris (France)**
2nd Int day on financial saving. P: 500.
Palais des Congrès. 2 Place de la *Porte Maillot. F-75017 Paris.*

1980 Mar 29-Apr 4 Berne (Switzerland)
2nd European conference of environmental education
Convention Bureau of the City of Berne. Station. PO Box 2700. CH-3001 Berne

1980 Mar 30-Apr 6 Jerusalem (Israel)
2nd Scandinavian prophetic conference, 1980. P ; 2000.
Aril Advardsen. Sarons *Dal, 4480 Kvinesdal. Norway.*

1980 Mar 31-Apr 2 Madrid (Spain)
European Physical Society. 3rd Int conference on physico-chemical hydrodynamics P 200 (YB n° A 0834)
Manuel G. Velarde, Facultad *de Ciencias C-3. Universidad Autonoma de* Madrid. Cantobianco, *Madrid.*

1980 Mar Kiriat-Anavirn (Israel)
4th Int workshop on calcified tissues, P : 250.
Prof J. Sela. Chairman. Oral Pathology Dept. Hadassah *Faculty of Dental* Medicine. *Hebrew University, Jerusalem. Israel.*

1980 Mar (FL, USA)
2nd Int conference on magnetic fluids.
M. Zahn. Dept of *Electrical Engineering. University of Florida. Gainesville. FL 32611 USA.*

1980 Spring Belgrade (Yugoslavia)

Drustvo za unapredjenje zavarnanja Srbije. Bulevar Renvolucije 432. 11000 Belgrade.

1980 Spring **Belgrade (Yugoslavia)**
Int scientific meeting : Industrialization reflection on trends of demography in mountainous regions of southeast Europe of 2Oth century.
Sluzba za medjunarodnu saradnju organizovanje javnih skupova i poslova protokola. Knez Mihailova 35/11j, 11000 Belgrade.

1980 Spring Strasbourg (France)

F. Haas, *CRN-PNIN. rue* du Loess *23, F-67037 Strasbourg cedex.*

1980 Apr 9-11 **Durham (UK)**
The Chemical Society. Meeting : Modern spectroscopic techniques for the investigation

J.F. Gibson. The Chemical Society. Burlington House. London W1V OBN. UK.

1980 Apr 9-11 **Zurich (Switzerland)**
European Physical Society. Int symposium ; Physical properties of actinides and related 4f-materials. P : 150. (YB n° A 0834)
B. Reihl. *Laboratorium für Festkörperphysik. Hönggerberg, CH-8093* Zurich.

1980 Apr 14-16 Liege (Belgium)
Int conference : The rational use of energy.
AIM. rue Saint-Gilles 31, B-1000 Liege.

1980 Apr 14-18 Bournemouth (UK)
European Space Agency. 5th Symposium on European sounding rocket and balloon programmes and related research. P : 150. (YB n° A 0868)
T. *Halvorsen. ESA. 8-10 rue Mario Nikis, F-75738 Paris, Cedex 15.*

1980 Apr 14-18 **Budapest (Hungary)**
2nd Int conference on multiphoton processes. P 200. Inv.
*Z Horvath. Secretary Organizing Committee. Central Res. Inst for Physics, POBox 49, H-*1525 *Budapest*

1980 Apr 15-17 Heidelberg (Germany, Fed Rep)
European Space Agency, European Space Research and Technology Centre. 2nd European symposium on photovoltaic generators in space. P . 150. (YB n° A 0868)
K. Bogus, ESA/ESTEC. Domeinweg. NL-22OO AG Noordwijk. Netherlands.

1980 Apr 15-18 **Birmingham (UK)**
Conference on communications equipment and systems.
IEE Conference Dept, Savoy Place, *London WC2R QBL, UK.*

1980 Apr 16-18 Antwerp (Belgium)
European Physical Society, Condensed Matter Division. Annual meeting.

J. Devreese. RUCA, Groenenborgerlaan 171. B-2020 Antwerp.

1980 Apr 16-18 Manchester (UK)
Meeting Trends in nuclear structure physics. P : 200.
A.R Barnett Dept of *Physics. University of Manchester.* Manchester *M13 9PL*

1980 Apr 21-23 **Berlin (West)**
3rd World congress «Human reproduction Berlin»

Konsresshalle Berlin. John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21.

1980 Apr 21-25 Noordwijkerhout (Netherlands)
10th Europhysics conference on macro-molecular physics Structure and motion in *polymeric glasses. P: 100.*
J. Heijboer, Division, of Technology for Society. TNO. PO *Box 217. NL-2600 A E Deitt Netherlands.*

1980 Apr 27- May 1 **Philadelphia** (PA. USA)
American Radium Society Annual meeting.
Ms N.V. Jordan, *c/o R.H. Jesse, M.D, 6723 Bertner Drive. Houston. TX 77030. USA*

1980 Apr 28-30 Perchtoldsdorf (Austria)
Europe Physical Society. Symposium on sputtering. P : 150. (YB n° A 0834)
W Husinsky. Symposium on *Sputtering, PO Box 69, A- 1043 Vienna.*

1980 Apr Skopje (Yugoslavia)
2nd Symposium on biomedical cybernetics,
Drustvo za biokibernetika na SR Makadonija. Etoktrotehmcki fakultet Skopje. Karpos II, 91000 Skopje.

1980 Apr or Jun Yaounde (Cameroon)
Regional Centre for Book Promotion/Unesco/Government of Cameroun/Int Reading Association. African conference to discuss readership campaigns. C: 12-17
(YB n° A 3383/A 2401)
John Micklos. Public relations Staff *Writer. IRA. POBox 8139. Newark. DE 1971I. USA.*

1980 May 1-4 Berlin (West)
European congress of clinic hypnose.
Kongresshalle Berlin, John−Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 *Berlin 21.*

1980 May 2-4 Paris (France)
Office Int des Œuvres de Formation Civique. Congres. P : 3000.
Palais *des Congres, 2 Place de la Porte Maillot. F- 75017 Paris.*

• 1980 May 24-26 Paris (France)
United Towns Organisation. Congress. (YB n° A 3391)
Palais des Congres. 2 Place de la Porte Maillot. F-74017 Paris.

1980 May 6-8 La Baule (France)
7th Int symposium on computer architecture.
J. Lenfant, IRISA. Université de Rennes. F-35042 Rennes Cedex, France.

1980 May 6-9 Berlin (West)

IC *SQUID Secretariat PTB-Institut Berlin. Abbestrasse 2-12. D-Berlin 10.*

1980 May (Israël)
Int Potato Centre/Agriculture Research Organization. Int symposium on potato research. P:40. (YB n° A 4103)
Mrs *L..M. Roman. Director, Department for Technical Assistance and Foreign Relations Bureau, Ministry of Agriculture, Hakirya, Tel Aviv.*

1980 May-Juin **Portoroz (Yugoslavia)**
Int symposium on oligoelements

Sz- Metalurski institu. Lepi Pot 11. 61000 *Ljubljana. Yugoslavia.*

1980 Jun 1-5 Tokyo (Japan)
7th World conference of retailers. P : 800. C : 27.
Japan *Retailers Association, c/o Tokyo Chamber of Commerce and Industry Building. 3-2-2. Marunouchi. Chiyoda-ku.* Tokyo 100.

1980 Jim 2-5 Paris (France)
Semaine int de l'informatique dans l'assurance. P : 700.
Palais des Congrès; *2 Place de la Porto Maillot. F-75017 Paris.*

• 1980 Jun 2-6 London (UK)
World congress of paediatric cardiology.
Prof. Fergus J. Macartney. Hospital for Sick Children. Great Ormond Street. London WC13JH.

• 1980 Jun 2-6 Hong Kong (Hong Kong)
3rd Asian Pacific optometric congress and ophthalmic trade ex. P : 750.
Int federation of Asian Pacific *Optometric Associations (Hong Kong Chapter), c/o Hong Kong Optometric Association. 1 Glenealy Path. 21/F, Hong Kong.*

1980 Jun 5-6 Zurich (Switzerland)
Alena Enterprises of Canada 3rd World chromatography conference.
Alena Enterprises Of Canada, PO Box 1779, Cornwall, Ontario. Canada KGH 5V7.

1980 Jun 9-13 **Lund (Sweden)**
Nobel symposium : Nuclei at very high spins. P : 50. Inv.
Sven Gosta *Nilsson. University of Lund, PO Box 725, S-220 07 Lund 7.*

1980 Jun 12-14 **Szekszard (Hungary)**
Hungarian Diabetes Association. 5th Congress : 1) insulin resistance. 2) childhood and juvenile diabetes. 3) free papers with experimental character. 4) recent problems of diabetes.
Gy. Tamas *jr. M.D.. Koranyi S.u.2.a.. H-1083 Budapest*

• 1980 Jun 16-19 Oslo (Norway)
Int Council for Building Research Studies and Documentation. 8th Congress : Building research - world wide. (YB n° A 1723)
Norwegian *Building Research Institute. PO Bo° 322. Blindern - Oslo 3*

1980 Jun 19-20 Paris (France)
Savings Bank Group of the EEC. European congress P : 2500. (YB n° B 0511)
Palais des Congres. 2 Place de la Porte Mailtot F-75017 Paris.

1980 Jun 19-20 **Paris (France)**
Société int de Telecommunications Aéronautiques. Congres. P : 700.
Palais des *Congres. 2 Place de la Porta Maillot. F-75017 Paris*

1980 Jun 19-20 Sapporo (Japan)
Int Society for Burn Injuries. Regional meeting for burn injuries in Japan P 500, C : 10
(YB n° A 2474)
Prof. *Junji Hamamoto M.D., Dept. of Plastic and Reconstructive Surgery. School of Medicine, Hokkaido University, Kita* M. *Nishi 5, Kita-ku. Sapporo 066.*

1980 Jun 23-26 **Boston (MA, USA)**
Institute of Electrical and Electronics Engineers/American Institute of Physics. 111h Int Quantum electronics conference. (YB n° B 0621)
Ms Sarah Cooper. Courtesy Associates. 1629 K. Street, NW. Suite 700 Washington DC 20006. USA.

1980 Jun 23-27 **Jerusalem (Israel)**
Society for the Study of the Origins of Life. 3rd Int meeting and 6th int conference on the origins of life. P : 200.
Dr Mella Paecht-Horowitz, Faculty of Agriculture. Hebrew University POBox 12.Rehovot, Israel.

• 1980 Jun 23-28 **Erice (Italy)**
European Physical Society. Int conference on neutrino physics and astrophysics: Neu-

trinos 80. P : 200. Inv. (YB n° A 0834)
E. Fiorini. Istituto di Fisica, Universita di Milano. Via Celoria 16. I-20133 *Milan. Italy.*

1980 Jun 25-28 Berlin (West)
Endokrinology congress 1980.
Kongresshalle Berlin. John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21.

• 1980 Jun 28-Jul 5 Jerusalem (Israel)
Int Society of Contemporary Music/Israel Composers' League. - World music days 1980. P: 200. (YB n° A 2481)
B. Bar-Am. Chairman, Israel Composers' League. Israel Section of the ISCM. 73 Nordau Blvd., Tel Aviv. Israel.

1980 Jun 30-Jul 2 **Cambridge (UK)**

Dr *J.P. Clayton, Beecham Pharmaceuticals* Research Division. *Chemotherapeutic Research Centre. Brockham Park. Batchworth, Surrey, RH3 7AJ. UK.*

1980 Jun 30-Jul 4 **Antwerp (Belgium)**
7th European thermophysical properties conference. P : 200.
R. *de Coninck. Laboratoria van het SCK/CEN, Boeretang 200. B-2400 Mol. Belgium.*

1980 Jun 30-Jul 4 **Budapest (Hungary)**
Int conference on metallic glasses : technology and science. P ; 250.
K. *Tompa. POBox 49, H-1525 Budapest 114.*

1980 Jun 30-Jul 4 **Cannes (France)**
Groupement pour l'Avancement des Méthodes Spectroscopiques et Physico-Chimiques d´Analyse. 13th Int symposium on chromatography. Ex.

GAMS, Boulevard Malesherbes *88, F-73008 Paris.*

1980 Jun Szeged (Hungary)
Hungarian Society of Dermatology. Symposium : Contact dermatitis
Prof. *M. Simon M.D.. Maria u.4t. H-1085 Budapest.*

1980 Summer Catania (Italy)
5th European tandem conference.
B *Vinciguerra. Institute of Physics, Corso Italie 57. I-95129 Catania.*

1980 Jul 7-9 London (UK)
Conference on radio spectrum conservation techniques.
IEE Conference Dept. Savoy Place. London WC2R OBL UK

1980 Jul 7-10 **Saitama (Japan)**
World Council of Comparative Education Societies. 4th World congress. P. 400. C : 40.
(YB n° A 4490)
Secretariat. *4th World Congress of the World Council* or Comparative *Education* Societies, c/o *National Institute for Education Research. 6-5-22. Shimo-Meguro. Meguro-ku, Tokyo 153. Japan.*

• 1980 Jul 9-18 Sheffield (UK)
World's Woman's Christian Temperance Union. 28th World convention.
(YB n° A 3614)
Mrs E.W. *Allworthy. J.P., Rosalind Carlisle House. 23 Dawson Place. London W2 4TH, UK.*

• 1980 Jul 13-17 **Jerusalem (Israel)**
World congress of behaviour therapy P : 1200.
Dr M. *Rosenbaum, Chairman, Psychology Department, Haifa University. Haifa, or: 15 Khilat Padova Street Neot-Ateka. Tel Aviv, Israel.*

1980 Jul 21-25 Clermont-Ferrand (France)
World Meteorological Organization. 3rd Scientific conference on weather modification.

WMO. *POBox* 5, *CH-1211* Geneva.

1980 Jul Tel Aviv

(Israel)
1 st Int congress on primary dental care.
Dr. Samuel Perimutter, Chairman. Israel Dental Association. *49 Bar-Kochba* Street *Tel Aviv 63427.*

1980 Aug 2-5 **Tokyo (Japan)**
Int Committee for Esthetics and Cosmetology. 34th congress. P: 1800. C : 20
(YB n° A 1575)
CIDESCO-Nippon. Kitamura Building 4F. 5-17-5. Ueno. Taito-ku, Tokio 113.

1980 AUG 10-15 **Helsingor (Denmark)**
Int conference on low dimensional synthetic metals.
K. Carniero Physics *Laboratory I. H.C. Orsted Inst. Universitetsparken 5. DK-2100 Copenhagen O.*

1980 Aug 17-22 **Calgary (Canada)**
American Crystallographic Association, Meeting.
K.A. Kef. Dept of Chemistry and Physics, University of Calgary. Calgary. Alberta T2N, 1N4.

1980 Aug 18-22 Tokyo (Japan)
4th Int conference on production engineering. P : 370. C : 22.
The *Japan Society Of Precision Engineering. Seramikkusu Building. 2-22-17. Hyakunin-cho. Shinjuku-ku, Tokyo 160.*

1980 Aug 19-26 Los Angeles (CA. USA)
16th Low temperature physics conference . LT 16.
R. Orbach. Physics Dept.. University of California. Los Angeles. CA 90024.

1980 Aug 19-26 Tel Aviv (Israel)
Int congress on - The ethics and responsibilities of the legal profession : Changing roles and identity crisis .. P : 600.
Prof A. Enker. Chairman. Faculty of Law. Bar Ilan University. Ramat Gan. Israel.

1980 Aug 21-24 **Koszeg (Hungary)**
Hungarian Dental Association. 1st Congress: Primary and secondary prevention in preservative dentistry.
Prof. J. Banaczy M.D.. Mikszath K. ter 5.. H-1088 Budapest

1980 Aug 25-29 Fribourg (Switzerland)

Int conference on physics in one dimension. P: 100. Inv.

J. Bernasconi. Brown Boveri Research Center. CH-5405 Baden, Switzerland.

1980 Aug 25-29 Kyoto (Japan)
Federation of Asian Pharmaceutical Associations. 8th Asian congress of pharmaceutical sciences. P : 1000. C : 18. (YB n° A 0089)
Japan *Pharmaceutical Association. 2-12-15-701. Shibuya, Shibuya-ku. Tokyo 150.*

1980 Aug 25-30 **Graz (Austria)**
8th Int microchemical symposium: Nature, aim and methods of microchemistry.

A. Holasek. Institut f. Medizinische Biochemie. Universität Graz. Harrachgasse 21. A-8010 Graz.

1980 Aug 26-28 Pecs (Hungary)
Int Association of Agricultural Medicine and Rural Health. 2nd European symposium : Health education of village population. (YB n° A 1248)
Prof. J. Tenyi M.D.. Szigeti u. 12. H-7643 Pecs.

1980 Aug 26-29 **Pecs (Hungary)**
Hungarian Public Health Society. 3rd Int congress ; The role of environmental hygiene in

D. Papay M.D.. Secretary-General. Gyali u.2-6. H-1097 Budapest

1980 Aug 26-29 **Szeged (Hungary)**
Hungarian Society of Oto-Rhino-Laryngologists. Congress : Borderline problems of ORL:

Prof. *0. Ribari M.D.. Lenin krt. 111, H-6701 Szeged.*

1980 Aug 27-30 Montreal (Canada)
Int Center of Social Gerontology. 9th Int conference of social gerontology : The adaptability of the ageing man to his condition. (YB n° A 3955)
CIGS. rue Jouffroy 91. F-7501 7 Paris.

1980 Aug 28-30 Budapest (Hungary)
Hungarian Orthopaedic Association. 6th Congress : 1) articular endoprothesis. 2) surgical treatment of congenital dislocation of the hip. 3) disease of the shoulder joint and its state after injury.
T. Vizkelety M.D.. Secretary-General. Karolina u.27. H-1113 Budapest.

1980 Aug 31-Sep 2 **Pecs (Hungary)**
Society of Hungarian Radiologists. 10th Congress: Diagnostic radiology: therapeutic

Prof. *E. Kuhn M.D.. Ifjusag u.31, H- 7624 Pecs or MOTESZ Congress Office. PO Box 32. H-1361 Budapest*

1980 Aug of Sep (UK)
3rd European study conference on low energy molecular collisions.
M.S. *Child. Theoretical Chemistry Dept, University of Oxford. 1 South Parks* Road. *Oxford OX1 3TG. UK.*

1980 Aug **Bangi (Malaysia)**
Int Asian Historians Association. Conference.
University Kebangsaan. Bangi. Selangor.

1980 Aug-Sep **Dubrovnik (Yugoslavia)**
Int seminar : University today.
Medjunarodni univerzitetski centar za drustvene nauke Univerziteta u Baogradu. Studentski trg 1. YU-11000 Belgrade.

1980 Sep 1-3 Amsterdam (Netherlands)
Conference on Chemistry, physics and technology of organic substances under high pressure. P: 250.
H. Steinberg, Laboratory for Organic Chemistry. University of Amsterdam. Nieuwo Achterracht 129, NL-1018 WS Amsterdam.
1980 Sep 4-6 Heviz (Hungary)
Hunganan Neurosurgical Society. Congress : Application of balloon-catheter in neurosurgery.
Prof. F.T. Merei M.D., ifjusag u. 31, H-7624 Pecs, Hungary or MOTESZ Congress Office, P.O. Box 32, H-1361 Budapest
1980 Sep 7-12 Philadelphia (PA. USA)
Federation of Analytical Chemistry and Spectroscopy Societies. 7th Annual meeting.
J.A. Williamson. Dupont Co.. Instrument Products Derision. Glasgow. Wilmington. DE. USA

1980 Sep 8-12 **Lausanne (Switzerland)**
European Physical Society. 2nd Int meeting on the small particles and inorganic clusters.P: 100. (YB n° A 0834)
J.P. Borel. Laboratoire de Physique Expérimentale. Ecole Polytechnique Fédérale. 33 avenue de Cour, CH - 1007 Lausanne.

1980 Sep 8-12 **Oxford (UK)**
Commission of the European Communities/National Radiological Board. UK. 7th Symposium on microdosimetry. (YB n° B 2442)
7th Symposium on Microdosimetry. Commission of the European Communities, DG XII - Biology. Radiation Protection and Medical Research (Dr Ebert) *rue de la Loi 200. B-1049 Brussels.*

• 1980 Sep 8-13 Barcelona (Spain)
Int Pédiatrie Association. 16th Int pédiatrie congress. (YB n° A 2336)
XVI Int Congress of Pediatrics. Apartado de Correos 29036. Barcelona.

1980 Sep 8-14 **Berlin (West)**
2nd European ecological symposium in connection with annual convention of ecology.

AMK Berlin, Messedarnm 22, D-1000 Berlin 19.

1980 Sep 9-12 **Bologna (Italy)**
European Physical Society. Europhysica conference on computing in high energy and nuclear physics. P : 200. (YB n° A 0834)
F James. DD Division. CERN. CH-1211 Geneva 23.

1980 Sep 10-12 **Manchester (UK)**
Institute of Physics, Optical Group. Biennial conference : Optics '80 : Volume holograms, optics for solar energy collection, the coupling of optics to the eye. optical design with desk-top computers, digitised length and angle measurement, optical image processing.

Ex.
Meetings Officer. The Institute of Physics. 47 Belgrave Square. *London SWIX BOX. UK.*

1980 Sep 10-16 **Moscow (USSR)**
USSR Academy of Science/Int Organization for Crystal Growth. 6th Int conference on crystal growth.
Or P.P *Fedorov. Secretary ICCG-6, Institute of Crystallography. USSR Academy of Science. Leninsky Prospect 59.* Moscow *117333.*

• 1980 Sep 12-13 Paris (France)
Symposium int de la Qualité de la vie et de géo-cancérologie. P : 700
Palais des Congres. 2 Place de la Porte Maillot F-75017 Paris.

• 1980 Sep 14-16 Monte Carlo (Monaco)
European Society for Opinion and Marketing Research. 33rd Congress. Taking stock: What have we learned and where are we going *?* (YB n° A 0853)
ESOMAR, Raadhuisstraat 15. NL-Amsterdam.

1980 Sep Pietermaritzburg (South Africa)
South African Paediatric Association. 14th Int congress.
South African Paediatric Association, 10 Medical Centre. 331 Burger Street. Pietermaritzburg 3201.

1980 Sep 16-20 **Budapest (Hungary)**
Hungarian Paediatric Association/Hungarian Cancer Society. Congress of the paedia-

tric oncology.
Prof D. *Schuler M.D.. Tuzolto u.7-9. H-1094 Budapest.*

1980 Sep 17-20 Berlin (West)
29th Congress of pulmonary disease.
Kongresshalle Berlin. John-Foster-Dulles~Allee 10. D-1000 Berlin 21.

1980 Sep 25-27 **Budapest (Hungary)**
Society of Hungarian Neurologists and Psychiatrists. 9th Symposium Organic psychosyndroms 1) psychopathophysiology of clinical symptoms. 2) psychosis and injury of the personality in nosologically defined categories.
R. Frater M.D.. PO Bos 1. H-1281 Budapest or MOTESZ Congress Office, PO Box 32. H-1361 Budapest

1980 Sep 27-Oct 4 **Hong Kong (Hong Kong)**
Australian Council of Soft Drink Manufacturers. Conference. P : 300.
Soft *Drink Manufacturers Association, c/o Sydney Chamber of Commerce. GO York Street Sydney. NSW 2000. Australia.*

1980 Sep 29-Oct 2 **Tokyo (Japan)**
Int Association for Hydraulic Research. Section for Hydraulic Machinery Equipment and Cavitation. Symposium 1980 P 360. C : 25. (YB n° A 1193)
Prof. Dr. Masaaki Shirakura. Faculty of Engineering. University of Tokyo. 7-3-1. Hongo. Bunkyo-ku, Tokyo 113.

1980 Sep 30-Oct 4 **Tokyo** (Japan)
5th Int conference on computative linuistic . Coling 80 P : 220. C 10
Prof Makoto Nagao, Dept. of Electronics *Engineering. Faculty of Engineering. Kyoto* University *Kyoto.* Japan

1980 Oct 1-3 Kyoto (Japan)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. 10th Int symposium of fault-tolerant computing. P . 200. C : 27..
(YB n° 8062)
G.S. *Mr. Shoji* Watanabe, Secretariat, The 10th Int Symposium on *Fault-Tolerant Computing,* c/o Kokusai Denshin Denwa Co. *Ltd. 2-3-2. Nishi-Shinjuku. Shinjuku-ku. Tokyo '80.* Japan

• 1980 Oct 7-1O Philadelphia (PA, USA)
Int Pediatric Nephrology Association. 5th Int congress. (YB n° B 6187)
Alan B Gruskin, MD. The Children's *Hospital.* One *Children's* Center. 34th St. and Civic Chelter Blvd. Philadephia, PA 19104

• 1980 Oct 7-11 Jerusalem (Israel)
Int Office of Cocoa and Chocolate/Int Sugar Confectionery Manufacturers Association. General assembly. P: 400. (YB n° A 2294/A 1264)
Fond Division of the Manufacturers Association of Israel, c/o PO Box 16271. Tel Aviv. Israel.

1980 Oct 9-11 Paris (France)
4e Colloque int Francophone d'odontologie. P : 300.
Palais des ***Congrès. 2*** *Place de la Porte Maillot, F-75017 Paris.*

1980 Oct 9-12 Tucson (AZ, USA)
Society of Nuclear Medicine. 5th Western regional meeting.
Ms J.J. *Parker. Box 40279. San Francisco. CA 94140. USA.*

1980 Oct 13-15 Berlin (West)
4th Int Karakul symposium.
Kongresshalle Berlin. John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21.

1980 Oct 13-17 Amsterdam (Netherlands)
Int Federation Of Scientific Editors' Associations. 1st General assembly.
c/o Mrs Helena Tombal. Conference Secretary, *Elsevier Scientific Publishing Company, PO Box 330. NL-1000 AH Amsterdam.*

1980 Oct 13-17 Amsterdam (Netherlands)
Elsevier/Int Federation of Scientific Editors´ Associations. 2nd Int conference of scientific editors : Scientific information transfer : People, methods and means.
Mrs Helena *Tombal. Conference Secretary. Elsevier* Scientific *Publishing Company, PO Box* 330, *NL-1000 AH Amsterdam.*

1980 Oct 13-17 Tokyo (Japan)
6th Int symposium on the transport of dangerous gods by sea and inland waterways.

P . 250. C : 22.
Japan Marine Surveyors and Sworn Measurers' Association. Kaiji Building. 1-9-7, Hatchobori. Chuo-ku. Tokyo 104.

1980 Oct 22-29 Nagoya (Japan)
Int conference on planning and management of metropolitan regions. P : 300.
Secretariat. *Int Conference on Planning and Management of Metropolitan Regions, c/o City Planning Bureau. City of Nagoya. 3-1-1. Sannomaru. Naka-ku. Nagoya 460.*

• 1980 Oct 26-31 Netanya (Israel)
World Association for the Senior Citizens Union. Congress « Needs and management of retired people». P: 900-1000. (YB n° B 4797)
WASCU. rue d'Italie 10. CH-1204 Geneva.

1980 Oct 26-31 Tokyo (Japan)
3rd int meeting on radiation processing. P: 300, C: 30.

Secretariat. Local Organizational Committee. *3rd Int Meeting on Radiation Processing, c/o Research Corporation Section. Adm. Division, Takasaki Radiation Chemistry Research Establ., Japan Atomic Energy Research Inst, 1233 Watanukicho. Takasaki-shi. Gumma 370-12, Japan.*

1980 Oct 27-31 Gaithersburg (MD, USA)
United States Nuclear Regulatory Commission. 8th Water reactor safety research information meeting

Stanley A. Szawlewicz, Division of Reactor Safety Research. US Nuclear Regulatory Commission. Washington. DC 20555. USA.

1980 Oct Haifa (Israel)
2nd European congress of hypnosis in psychotherapy and psychosomatic medicine. Workshop and scientific meeting. P: 400

Dr K. Fuchs. Chairman, Specialist in Obstetrics and Gynaecology. Rambam Hospital,', *Haifa,* or *home address. 44 Hanassi Avenue. Haifa.*

1980 Nov 2-4 Hyogo (Japan)
Int conference on vocational guidance. P : 270. C : 8.
Secretariat *The Int Conference on Vocational Guidance, c/o Ashiya University. Rokurokusocho, Ashiya-shi, Hyogo* 659.

1980 Nov 10-14 Berlin (West)
Federal Minister for Internal Affairs, Bonn/Commission of the European Communities/Nuclear Fuel Cycle Industrial Association/Berlin Senate etc... 6th Int symposium on packaging and transportation of radioactive materials . « Patram 80 ». (YB n° B 2442)
Congress *Organisation Company (GOC). Kongress-Zentrale. John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21.*

1980 Nov 16-21 Tel Aviv (Israel)
1st int convention : Medico-legal aspects of disability. P : 300.
Judge Amnon Carmi, President, *Society for Medicine and Law in Israel. District Court, Haifa, Israel*

1980 Nov 18-19 Paris (France)

8th European seminar on quality control in the car industry. P: 400.

Palais des Congrès. 2 *Place de la Porte Maillot, F-75017* Paris.

1980 Nov 19-26 Jerusalem (Israel)
United Pentecostal Church. Int conference in Israel.
Rev Nathaniel A. Urshan, General Superintendent, United Pentecostal Church Int. 8855 Dunn Road, Hazelwood. MO 63042. USA.

1980 Nov 23-30 Tel Aviv and Petah Tikva (Israel)
2nd Int seminar on the treatment of rheumatic diseases. P : 250.
Dr I. Machtey, Chairman. Head of Department of Medicine and of the Rheumatology Service. Hasharon Hospital, Petah Tikva.

1980 Nov 29-30 Berlin (West)
6th Int minerals and fossils exchange.
Kongresshalle Berlin, John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21

1980 Nov 30-Dec 7 Tel Aviv and Dead Sea (Israel)
Int seminar on medical cosmetics P : *200.*
Health Vacation Centre. *44 ton Givrol Street Tel Aviv.*

1980 Nov Miami (FL. USA)
Int conference on pattern recognition.
Prof Makato Nagao, Department of Elec. Engr.. Kyoto University. Sakyo, Kayoto 606. Japan.

1980 Dec Santiago (Chile)
Int Committee of Military Medicine and Pharmacy. 23rd Int congress. (YB n° A 1612)
Ejército de Chile. Direction de Sanidad del Ejército. San Ignacio. n° 242, RCH-Santiago, Chile.

1981 Jan 19-22 New York (USA)
American Physical Society. General meeting.
The American Physical Society, 335 *East 45th Street. New York. NY 10017.*

1981 Jan 23 Tokyo (Japan)
Federation Colombophile Int. General assembly. P : 140. C ; 30.
Japan Racing Pigeon *Association.* 17-11. Uano-Koen. Tsito-ku. *Tokyo 110.*

1981 Feb 12-14 Berlin (West)
Int hospitals symposium.
Kongresshalle Berlin, John-Foster-Dulles-Allee 10. D-1000 Berlin 21.

1981 Feb 19-21 Chicago (IL, USA)
American College of Hospital Administrators. Annual meeting. P : 2200.
Jim Martin. Director of education. *840 North Lake Shore Drive, Chicago. IL* 60611.

1981 Feb 22-26 Chicago (IL, USA)
American Institute Mining Metallurgical and Petroleum Engineers. Annual meeting. P 4500.
Frederick C. Motts. Manager of Public Affairs. 345 East 47th Street New York. NY 10017. USA.

1981 Feb 26-Mar 1 Berlin (West)
Orchid conference 1981.
Kongresshalle Berlin. John-Foster-Dulles-Allee 10, D-1000 Berlin 21.

1981 Feb Dubai (United Arab Emirates)
Int Hospital Federation. Regional conference. (YB n° A 2109)
IHF Headquarters, 126 Albert Street London *NW1 7NX. UK.*

1981 Feb Mexico City (Mexico)
American Nuclear Society. 3rd Pacific Basin conference.
Dr. *Carlos Valez. Institua de Investigaciones Eectric. Leibnitz 14-3 er Piso. Apt. Postal 5-849, Mexico 5 DF.*

1981 Mar 10-13 Birmingham (UK)
Institution of Chemical Engineers/European Federation of Chemical Engineering. Powtech conférence 1981 (symposium) : Powder handling, powder processing, measurement and controI, safety and hazards. (YB n° A 0?25t
Institution of Chemical Engineers, 165-171 Railway Terrace. Rugby CV21 3HQ. UK.

1981 May 6-9 Nuremberg (Germany, Fed Rep)
European Federation of Chemical Engineering. Working Party on Communition. Agglomeration. Classification/VDI Gesselschaft Verfahrenstechnik und Chemieingenieurwesen, Arbeitsgemeinschaft für Pharmazeutische Verfahrenstechnik, etc. ... 3rd Int symposium on agglomeration. (YB n° A 0725)
NMA Nürnberger Messe- und Ausstellungsgesellschaft mbH. Messezentrum. D-8500 Nurnberg.

1981 Jun 28-Jul 5 Weimar (German Dem Rep)

9th Int congress on the application of mathematics in engineering.

Kongressbüro *IKM, Karl-Marx Platz 2. DDR-53 Weimar.*

1981 Jun (Switzerland)
Int Etectrotechnical Commission. 6th General Meeting. (YB n° A 1800)
IEC, 1-3 rue de Varembe, *CH-1211 Geneva 20.*

1981 Oct 4-9 Montreal (Canada)
Canadian Society for Chemical Engineering/European Federation of Chemical Engineering/Asian Pacific Confederation of Chemical Engineering. 2nd World congress of chemical engineering : Chemical engineering for world development. Ex.
(YB n° A 0725)
Canadian Society for Chemical Engineering. 151 Staler Street *Suite 906.* Ottawa. *ON.* Canada *K 1P 5H3.*